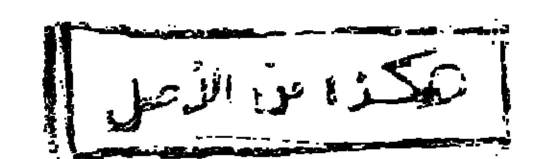


N° 2427 – JEUDI 11 MAI 1995

Le Monde

SÉLECTION HEBDOMADAIRE
Édition internationale

M. Chirac s'engage à faire de la lutte contre le chômage sa « bataille principale » à la tête de l'État

Grâce à un bon report des voix de droite et d'extrême droite, le maire de Paris, avec 52,63 %, a nettement devancé Lionel Jospin. Le candidat socialiste, qui a largement amélioré le potentiel de la gauche, exprime sa volonté de prolonger son entreprise de rénovation

Changement ?

ÉDITORIAL

POUR JACQUES CHIRAC, la troisième fois a donc été la bonne : le voici président, élu pour sept ans ; et surtout bien élu. Hormis l'élection de Charles de Gaulle en 1965, le maire de Paris obtient le meilleur résultat de la droite, face à la gauche, dans le scrutin roi du pays. L'alternance, entamée en 1993, qui lui devait déjà beaucoup et qui s'était traduite par une majorité parlementaire écrasante, par l'installation du gouvernement Balladur et la quasi-certitude que la présidentielle n'échapperait pas au parti, le RPR, qu'il avait fondé en 1976, l'alternance donc est parachevée. Elle s'est concrétisée grâce à l'homogénéité, la discipline et la cohésion de l'électorat de la majorité ; elle s'est traduite par une liesse populaire, celle d'un « peuple de droite », qui a fait écho, la nuit durant, dans la capitale, à celle que le « peuple de gauche » avait manifestée le 10 mai 1981. La victoire de la droite, acquise en deux temps et à deux ans d'intervalle, est ainsi, en ce 7 mai, totale.

Fort de cet atout considérable, le nouvel élu est désormais tenu par l'engagement qu'il a pris d'être l'homme du « *changement* ». Mais avant de faire lui-même le tri entre les variantes du changement imaginées par ses électeurs et surtout par ses propres lieutenants – de la ligne Juppé, celle de la continuité avec le gouvernement Balladur, ou de la ligne Séguin, celle de la « *rupture* », laquelle l'emportera ? –, le président Chirac a devant lui trois handicaps.

Son score de premier tour, que l'on n'aurait garde d'oublier car il donne la mesure du degré d'adhésion à un homme autant qu'à un programme, a été le plus faible d'un chef de l'Etat de la Vᵉ République. Il ne fait pas de lui un président populaire.

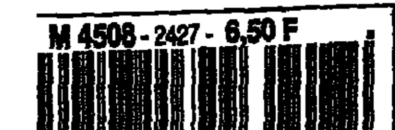
Son résultat de second tour atteste qu'il n'est pas allé au-delà des frontières traditionnelles de la droite ; dans un pays qui y est désormais si puissamment ancré, et après qu'il a dû successivement en appeler à MM. Giscard d'Estaing, Barre et Balladur, il n'apparaît pas, au moins d'entrée de jeu, comme le président rassembleur, au-delà du clivage droite-gauche qu'il entendait dépasser.

Enfin, le nouveau président se trouve paradoxalement face à une gauche remobilisée et absente à la fois. Remobilisée, presque reconstruite, car elle a trouvé en Lionel Jospin un leader et, grâce à lui, un programme crédible. Absente car, situation inédite, la gauche se trouve sans contre-pouvoir à sa disposition, sans moyen de contrôle, puisqu'elle quitte l'Elysée sans représentation digne de ce nom au Parlement et marginalisée au plan local.

M. Chirac devra donc, pour autant qu'il le souhaite, résister à la tentation de l'hégémonie. En ce domaine comme en d'autres, il n'est pas sûr qu'il suive Philippe Séguin, qui s'est clairement prononcé pour un cap « *républicain* », excluant tout sectarisme ou toute tentative de revanche. Surtout, 1995 ne ressemble en rien à 1958 : dans une société devenue extrêmement complexe, à la fois sophistiquée et fragile, dont l'angoisse est la caractéristique principale et dont le premier tour a révélé l'éclatement, un seul parti peut-il suffire, un seul parti permet-il d'appréhender et de gérer cette complexité quand l'opposition elle-même ne parvient pas à prendre en compte la totalité du mal-être social ?

Dans un pays où les citoyens – ils l'ont de nouveau montré – veulent encore croire qu'il y a des solutions politiques à leurs difficultés, et où ils ont marqué nettement leur demande de changement, il ne suffit plus désormais de s'en tenir aux propos de la campagne. Il va falloir être au rendez-vous, dans l'urgence, des changements d'hommes et de politique annoncés, et si peu clarifiés. En se souvenant que, si le passif du mitterrandisme a permis la victoire, celle-ci n'eût pas été possible sans le diagnostic de la « *fracture sociale* » et sans l'exaltation d'un idéal républicain qui ne demande en effet qu'à reprendre vie.

J.-M. C.


M 4508 - 2427 - 6,50 F



LES RÉSULTATS DU SECOND TOUR (selon nos calculs)

	MÉTROPOLE		OUTRE-MER		TOTAL	
Inscrits	38 548 618		1 191 990		39 985 925	
Votants	31 035 026		687 637		31 852 695	
Abstentions	19,49 %		42,31 %		20,34 %	
Blancs ou nuls	6,01 %		4,06 %		5,95 %	
Exprimés	29 170 604		659 686		29 957 677	
CANDIDATS	Nombre de voix obtenues	Suffr. expr. (%)	Nombre de voix obtenues	Suffr. expr. (%)	Nombre de voix obtenues	Suffr. expr. (%)
Jacques Chirac	15 367 078	52,68	324 984	49,26	15 766 658	52,63
Lionel Jospin	13 803 526	47,32	334 702	50,74	14 191 019	47,37

L'enquête effectuée par BVA à la sortie des bureaux de vote, auprès de 4 798 électeurs, pour « Le Monde », France 2, Europe 1 et « Paris-Match », indique que M. Chirac a su, comme au premier tour, attirer une part importante de l'électorat jeune. Il a aussi bénéficié d'un soutien sensible chez les ouvriers et les employés. S'il y a eu plus d'électeurs de M. Le Pen lors du premier tour pour préférer M. Chirac à M. Jospin, 43 % d'entre eux se sont réfugiés dans l'abstention ou le vote blanc.

M. Chirac a su convaincre par ailleurs de sa stature de chef d'Etat. Ses partisans ont été attirés par son programme, mais aussi par sa personnalité.

LE SECOND TOUR de l'élection présidentielle, dimanche 7 mai, s'est traduit par la victoire de Jacques Chirac, qui l'a emporté, selon nos chiffres, avec 52,63 % des voix, contre 47,37 % à Lionel Jospin, candidat du Parti socialiste. Le maire de Paris, appelé à devenir le cinquième président de la Vᵉ République aussitôt après la proclamation des résultats officiels du scrutin par le Conseil constitutionnel et la passation des pouvoirs entre François Mitterrand et lui-même, s'est engagé à être le chef d'un Etat « *vigoureux et impartial* ». « *Notre bataille principale a un nom : la lutte contre le chômage. Les remèdes classiques ont fait long feu. Il faut une nouvelle approche, de nouvelles méthodes. Il faut, avant de prendre toute décision, se poser la question : "Est-ce que c'est bon pour l'emploi"* », a déclaré M. Chirac.

M. Jospin a salué la victoire de son adversaire. Il a souligné qu'autour de sa candidature s'était créé « *un profond mouvement de renouveau* ». Il a invité « *toutes celles et tous ceux qui croient aux valeurs de justice et de progrès à se rassembler pour prolonger cette espérance et préparer les succès de demain* ».

Tandis que le RPR et l'UDF tentent de prolonger le succès de M. Chirac sur le terrain des élections municipales – un accord a déjà été trouvé dans plus de 250 villes –, Edouard Balladur a adressé, mercredi 10 mai, sa lettre de démission à François Mitterrand. M. Balladur devrait retrouver, dès l'automne, son mandat de député de Paris grâce à la démission de son suppléant.

Lire pages 2 à 7

Les commémorations du 8 mai 1945

Plus d'une cinquantaine de chefs d'Etat et de gouvernement ont assisté à Paris le 8 mai à la célébration du cinquantième anniversaire de la victoire des Alliés sur l'Allemagne nazie. M. Mitterrand, le chancelier Helmut Kohl et le premier ministre John Major ont décidé de bouder le défilé des anciens combattants à Moscou, le 9 mai, en signe de protestation contre la poursuite de la guerre en Tchétchénie. Ce couac ne devait pas gêner le bon déroulement des cérémonies, auxquelles a succédé une rencontre au sommet entre Boris Eltsine et Bill Clinton. p. 9

Déceptions à Gaza et à Jéricho

Coïncidant avec les célébrations de l'indépendance d'Israël, le premier anniversaire du début de l'autonomie palestinienne – entrée en vigueur le 4 mai 1994 – s'est déroulé dans l'indifférence quasi générale des Palestiniens, déçus par la lenteur du processus de paix. Le boudage désormais à peu près permanent des territoires de Cisjordanie et de Gaza a aggravé leur situation économique. Un accord israélo-syrien, dans un délai raisonnable, estiment la plupart des analystes, permettrait de faire oublier, un temps, la question palestinienne. p. 12

Le « Midem » de l'Afrique à Abidjan

Une quarantaine de spectacles de musique, théâtre et danse – le pire et le meilleur – venus de dix-huit pays d'Afrique francophone ont été présentés à d'éventuels acheteurs occidentaux ou africains. Mais le marché de la culture en Afrique reste cruellement privé de structures de production ou de diffusion et, dans la plupart des cas, les artistes ne disposaient pas de cassettes audio ou vidéo en nombre suffisant. p. 15

Antilles françaises, 9,20 F ; Australie, 2,50 $ AUS ; Cameroun, 850 F CFA ; Canada, 2,25 $; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Gabon, 750 F CFA ; Grèce, 350 Dr ; Guyane, 9,20 F ; Japon, 270 JPY ; Portugal Cont., 250 PTE ; Réunion, 9,20 F ; Sénégal, 850 F CFA ; USA (NY), 2,25 $; USA (others), 2,50 $.

SECOND TOUR Élu, dimanche 7 mai, président de la République, M. Chirac a recueilli 52,59 % des suffrages exprimés contre 47,41 % à M. Jospin. Le président élu s'est engagé à faire de la lutte contre le chômage et l'exclusion sa *« bataille principale »*. ● DES DIZAINES de milliers de Parisiens se sont rassemblés place de la Concorde, aussitôt après l'annonce de la victoire du maire de Paris et ont poursuivi leur fête tard dans la nuit aux Champs-Élysées. ● M. MITTERRAND a adressé ses félicitations à M. Chirac. *« Dès que nous en serons convenus,* a-t-il ajouté dans son message, *je vous accueillerai, avec la déférence que tout citoyen doit au chef de l'Etat, et les vœux que je forme pour votre personne et pour la réussite de notre pays. »* Le président a eu son successeur à ses côtés lors des cérémonies célébrant le 8 mai 1945 à Paris.

M. Chirac est élu président de la République avec près de 53 % des voix

« Mieux » placé que Valéry Giscard d'Estaing en 1974 et François Mitterrand en 1981, le nouveau président de la République s'engage à mettre un Etat « vigoureux », « impartial » et « économe des deniers publics » au service de la lutte contre le chômage

COMME pour François Mitterrand, la troisième fois a été la bonne. Après ses tentatives infructueuses de 1981 et de 1988, et une petite incertitude mâtinée de frayeur dans les derniers jours précédant le second tour de l'élection présidentielle, Jacques Chirac a finalement été élu chef de l'Etat, dimanche 7 mai 1995. En dehors de la Nouvelle-Calédonie et de Mayotte, où il obtient respectivement 74,10 % et 68,35 % des suffrages exprimés, M. Chirac dépasse la barre des 50 % dans soixante-dix départements métropolitains : il fait plus de 60 % des voix dans dix d'entre eux, de 55 % à 60 % dans dix-huit autres et de 50 % à 55 % dans les quarante-deux derniers. Les Alpes-Maritimes lui donnent son meilleur score (65,48 %) et l'Ariège, son plus faible (40,17 %).

Avec près de 53 % des voix, M. Chirac réalise un meilleur score que M. Giscard d'Estaing en 1974 (50,80 %) et que M. Mitterrand en 1981 (51,80 %), mais il est derrière celui de M. Mitterrand en 1988 (54 %), celui du général de Gaulle en 1965 – qui, pour la première élection du président de la République au suffrage universel, avait obtenu 55,20 % des suffrages – et celui de Georges Pompidou, qui avait recueilli en 1969 58,20 % des voix face au président du Sénat, Alain Poher. Pour la droite, cette élection est non seulement une victoire incontestable, mais aussi un soulagement.

Malgré deux cohabitations (1986-1988 et 1993-1995) avec M. Mitterrand, elle était écartée du pouvoir suprême depuis quatorze ans. Le purgatoire a été encore plus long pour ceux qui se réclament du gaullisme, puisqu'ils considèrent, à juste titre, que leur famille politique a perdu les rênes du pays depuis vingt et un ans, avec la victoire de M. Giscard d'Estaing en 1974. Celui-ci avait été soutenu par M. Chirac, qui avait pris la tête d'un groupe de quarante-trois députés s'opposant au candidat du gaullisme historique, Jacques Chaban-Delmas, et qui était devenu, pour deux années, son premier chef de gouvernement. Il devait, ensuite, s'opposer frontalement au chef de l'Etat, en créant, en 1976, le Rassemblement pour la République (RPR), formation néogaulliste qui se veut dans la continuité du père fondateur.

Les références au général de Gaulle, M. Chirac n'en a pas été avare pendant sa campagne électorale victorieuse. Parlant de son *« ambition pour la France »*, au cours de sa dernière réunion publique, à Lyon, vendredi 5 mai, il déclarait : *« Il y a toujours eu dans notre histoire des périodes où le changement l'a emporté sur le conservatisme. Ce fut le cas en 1945 et 1958. Le général de Gaulle fut alors l'inspirateur des grandes réformes qui allaient redonner à la France un nouveau souffle, une nouvelle prospérité, un nouvel éclat. »*

« Je sais qu'il faut se garder des comparaisons », ajoutait modestement le candidat de la droite, en précisant toutefois : *« Mais les similitudes avec la période contemporaine sont frappantes. L'opinion s'interroge, les solidarités se distendent, la cohésion s'effrite, les forces vives sont découragées. »*



« Je mesure la gravité des responsabilités qui vont être les miennes. Je mesure la difficulté de la tâche qui nous attend », a indiqué, dimanche 7 mai, le président élu dans sa première déclaration, faite à l'Hôtel de Ville. Après avoir donné une description rapide du futur septennat – *« Je veux un Etat vigoureux, impartial, exigeant pour lui-même et soucieux de la bonne utilisation des deniers publics, un Etat qui n'isole pas ceux qui gouvernent du peuple qui les a choisis »*, a-t-il dit –, le maire de Paris a affirmé que la *« bataille principale »* qu'il doit conduire *« a un nom : la lutte contre le chômage »*.

Pour conduire victorieusement la « bataille de l'emploi », M. Chirac mise, comme il l'a longuement expliqué au cours de sa campagne de premier tour, sur le contrat initiative-emploi, une formule inventée par Alain Madelin (UDF-PR), ministre des entreprises dans le gouvernement d'Edouard Balladur et premier soutien de M. Chirac au sein de la confédération libérale. Elle consiste à réinsérer dans le circuit productif les chômeurs de longue durée – 1,3 million de personnes sont inscrites à l'ANPE depuis plus d'un an – en les payant au SMIC, en exonérant les employeurs des charges sociales et en offrant à ces derniers une prime mensuelle de 2 000 francs pendant deux ans pour tout emploi nouveau créé dans ce cadre. Financée en partie par la croissance, selon les experts chiraquiens, cette mesure, qui entraînera un manque à gagner pour la Sécurité sociale, devrait pouvoir bénéficier également du relèvement *« provisoire »* de la TVA sur les produits taxés à 18,60 %.

« AUTRE POLITIQUE »

En dehors du libéral M. Madelin, qui devrait occuper un poste important dans la prochaine équipe gouvernementale, deux hommes sont fréquemment cités pour devenir premier ministre : Alain Juppé et Philippe Séguin. Le ministre (RPR) des affaires étrangères et le président (RPR) de l'Assemblée nationale formeront, avec le vice-président du Parti républicain, la « troïka » du président de la République. Depuis quelques jours, les proches de M. Juppé ne cachent pas, au travers de certaines analyses, leur espoir et, pour certains, leur certitude de voir leur ministre entrer à l'hôtel Matignon.

Bien accepté par les dirigeants de l'UDF, M. Juppé aurait l'avantage de les rassurer sur la question monétaire et dans le domaine européen. La perspective de voir M. Juppé, son rival naturel au sein du RPR, devenir chef du gouvernement en conservant, de surcroît, la présidence du mouvement néogaulliste n'est, évidemment, pas de nature à ravir M. Séguin (*Le Monde* du 5 mai). M. Chirac peut-il courir le risque de laisser se développer une opposition larvée au sein de la majorité dont le chef occuperait l'hôtel de Lassay ?

C'est pourquoi l'hypothèse d'un choix portant M. Séguin à l'hôtel Matignon ne peut pas être écartée. Elle présenterait plusieurs avantages pour le nouveau chef de l'Etat. Le premier serait de provoquer un coup de théâtre, en frappant les esprits. Le deuxième serait de mettre en musique *« l'autre politique »* et *« le pacte républicain »*, chers à M. Séguin, qui ont constitué la trame de la campagne chiraquienne du premier tour. Il est vrai que « l'autre politique » s'est faite beaucoup plus discrète dans sa campagne de second tour. Le dernier avantage, mais pas le moins négligeable, serait de dégager la présidence de l'Assemblée nationale pour l'offrir, éventuellement, à un « poids lourd » de l'UDF.

Par son premier acte politique – la nomination du premier ministre –, le nouveau président de la République choisira, ou non, une « autre politique ».

Olivier Biffaud

(Mardi 9 mai.)

Le rassembleur du nouveau « peuple de droite »

LE CHANGEMENT, dont Jacques Chirac avait fait le thème principal de sa campagne, se vérifie tout d'abord dans la composition de son électorat. Alors que, pour sa première élection comme pour sa seconde, François Mitterrand avait obtenu un fort soutien chez les jeunes (63 % des électeurs de moins de 24 ans en 1981 et 56 % en 1988 avaient voté pour le candidat socialiste au second tour), le maire de Paris permet à la droite, pour la première fois depuis 1974, d'inverser cette tendance. Il est même très nettement majoritaire chez les jeunes de 18 à 19 ans.

La nature du vote de cette nouvelle génération d'électeurs de droite s'oppose à celle des jeunes électeurs qui ont choisi Lionel Jospin. Alors que la majorité de ces derniers ont apporté leurs suffrages au candidat socialiste *« d'abord pour barrer la route à Chirac »*, le soutien au maire de Paris apparaît beaucoup plus comme un vote d'adhésion. Une majorité *« souhaite vraiment l'élection de Jacques Chirac »* et privilégie, contrairement à la majorité des autres générations d'électeurs, *« la capacité à incarner le changement »* du cinquième président de la Ve République.

Les analyses traditionnelles de la sociologie électorale traduisent cependant le maintien des frontières habituelles entre la gauche et la droite, même si l'on peut constater de notables rééquilibrages dans des catégories qui s'étaient portées massivement sur François Mitterrand en 1988.

Les électeurs habituels de la droite se sont rassemblés autour de leur candidat. Comme il y a sept ans, M. Chirac réalise ses meilleurs résultats dans les milieux socioculturels acquis à son camp : les agriculteurs, artisans et commerçants, les professions libérales, les retraités et les Français se déclarant catholiques, pratiquants ou non pratiquants. Lionel Jospin obtient une majorité de suffrages auprès des professions intermédiaires (enseignants, cadres), chez les employés et les ouvriers, comme chez les sans religion.

La performance personnelle du candidat socialiste est remarquable chez les ouvriers et chez les employés, compte tenu du déficit d'image et d'identification subi par le PS, déficit vérifié par l'analyse sociologique des résultats des grandes consultations électorales depuis les régionales de 1992. M. Chirac engrange, néanmoins, les bénéfices d'une campagne de proximité, qui lui permet de montrer que la droite peut être présente sociologiquement dans des terrains longtemps et largement acquis à la gauche : non seulement chez les jeunes, mais aussi chez les employés (49 % de ceux-ci ont voté pour lui), chez les ouvriers (43 %), chez ceux qui se définissent comme appartenant *« aux classes populaires et défavorisées »* (40 %). Une courte majorité des salariés du secteur privé l'ont même choisi (51 %).

UNE BASE ÉLARGIE

Confirmant les données du premier tour, le scrutin de dimanche a, ainsi, élargi la base électorale de la droite sans en modifier le socle, alors que M. Jospin parvient à restaurer, en partie, les contours du peuple de gauche brouillés par les revers électoraux survenus au cours du second septennat de François Mitterrand.

L'analyse des transferts de voix entre le 23 avril et le 7 mai montre que les deux candidats se sont d'abord appuyés sur les réflexes habituels de discipline électorale de leurs soutiens respectifs. Cette discipline est sans surprise en ce qui concerne l'électorat communiste. Elle prend une valeur toute particulière pour les électeurs d'Edouard Balladur et, à un degré moindre, pour ceux de Philippe de Villiers, compte tenu du double héritage de l'histoire (1981 et 1988) et d'une campagne dominée par l'affrontement entre les deux candidats issus du RPR. Respectivement 85 % et 70 % des électeurs du premier ministre et du fondateur du Mouvement pour la France se sont portés sur M. Chirac. La maxime de l'élection présidentielle : *« au premier tour, on choisit, au second, on élimine »*, s'est, une nouvelle fois, imposée à ces électeurs fidèles. Communistes, balladuriens et villiéristes ont, dans une large majorité, voté pour barrer la route à l'adversaire.

Malgré la stabilité relative de la participation, les votants du second tour ne sont naturellement pas exactement ceux du premier. Une proportion importante de l'électorat de Jean-Marie Le Pen aurait ainsi refusé de choisir, comme le président du Front national, entre M. Jospin et M. Chirac, en se réfugiant dans l'abstention, pour plus de 30 % d'entre eux, ou dans le vote blanc, comme leur chef, pour 13 % d'entre eux. Le candidat de la droite parlementaire a toutefois convaincu 39 % de l'électorat de celui de l'extrême droite, alors que 17 % de celui-ci a opté pour le candidat de la gauche. Comme en 1988, cette frange de l'électorat lepéniste qui vote à gauche au second tour se recrute dans les classes salariées, ouvrières, se qualifiant elles-même de *« populaires »*, et en majorité *« ni à gauche ni à droite »*.

A gauche également, le premier tour contestataire laisse une empreinte sur le comportement adopté au second. L'analyse de BVA, qui combine les données du sondage « sortie des bureaux de vote » et les résultats électoraux, montre un niveau non négligeable d'abstention et de vote blanc ou nul chez les électeurs d'Arlette Laguiller et de Dominique Voynet. Le niveau record de ces bulletins blancs et nuls pour un second tour d'une élection présidentielle, signe ultime de la marque d'un vote contestataire, se comprend plus facilement lorsque l'on recherche les catégories où il obtient ses meilleurs résultats et qui forment une cohorte impressionnante et hétérogène de noyaux de contestation : *« Proches du Front national »*, Français se déclarant *« très à droite »*, milieux *« défavorisés »* ou *« populaires »*, électeurs *« ni à gauche ni à droite »*, *« proches d'aucun parti »*, électeurs ayant terminés leurs études *« entre 15 et 16 ans »*, *« ouvriers »*.

Rassembleur, M. Chirac a, comme ses prédécesseurs, convaincu de sa dimension personnelle l'électorat de la nouvelle majorité présidentielle. 51 % de ses électeurs l'ont choisi en ayant *« envie qu'il soit président »*, même si plus de 50 % de l'électorat rallié au second tour a souhaité, d'abord, faire obstacle à M. Jospin. Le réflexe ultime des abstentionnistes du premier tour qui ont voté pour M. Chirac le 7 mai semble également fondé sur une adhésion, alors que M. Jospin semble avoir plutôt mobilisé parmi les abstentionnistes du premier tour sur la base d'un réflexe d'hostilité au maire de Paris.

En étant également choisi parce qu'il *« inspire confiance »* (28 %), M. Jospin montre qu'il est parvenu à donner à la gauche un nouveau chef de file fort d'une incontestable dimension morale. On note que c'est cette dimension qui est majoritairement citée par les électeurs de Jean-Marie Le Pen qui choisissent M. Jospin au second tour. Les électeurs de M. Jospin ne sont que 16 % à motiver leur choix par la thématique du changement.

« Chiraquiens » ou « jospinistes », les Français se rejoignent pour estimer que la lutte pour l'emploi ou celle pour l'amélioration du niveau de vie doivent figurer au premier plan dans la future action de M. Chirac. Au-delà de ces deux priorités, les sensibilités variables des électorats de M. Jospin et de M. Chirac offrent déjà une combinaison de ce que seront probablement les grands thèmes de controverse entre la majorité et l'opposition dans les mois et les années qui viennent : sécurité, immigration, maîtrise des déficits pour la droite, inégalités, exclusion, protection sociale pour la gauche.

Pierre Giacometti et Gilles Paris

(Mercredi 10 mai.)

★ Pierre Giacometti est directeur des études politiques de l'institut de sondage BVA.

Place de la Concorde : « Maintenant il faut y croire »

LES DRAPEAUX étaient là, plantés sur les frontons, flottant place de la Concorde en une veille de commémoration. Les Parisiens sont venus avec les leurs, portés à bout de bras dans les rires et les slogans, une envie de danser et d'éponger sa sueur. Bleu, blanc, rouge, frappés de la croix de Lorraine ou, plus rare, d'un cœur vendéen des *« royalistes patriotiques »*.

« C'est notre libération », dit Cécile, une étudiante de vingt-cinq ans, *« libérée du socialisme, de Mitterrand, libérée de quatorze ans »*. *« Chirac à l'Elysée, Mitterrand à Latche ! »*, scande la foule. Les tee-shirts, les autocollants rappellent ces mots qui sonnent encore plus fort avec la victoire : *« Chirac, pour l'égalité des chances »*, *« Avec Chirac, le peuple revient ! »*

La foule afflue à vélo, en métro, à pied dans une douceur digne de l'été. Un jeune homme avec béquilles, une vieille dame entourée de supporters du PSG, des familles des beaux quartiers et des jeunes de l'UNI.

Monique, cinquante et un ans, militante de la première heure, se remet de sa grande peur : *« Vendredi, je sentais de mauvaises ondes. J'ai mangé davantage de pommes et j'ai prié. »* Gonzague, fiscaliste, et sa femme Béatrice, spécialisée dans le recrutement, sont ravis : *« Il y avait de moins en moins de gens fortunés. Le socialisme, c'était la galère, le partage de la pauvreté. »* Sélim, vingt-trois ans, français, fils d'immigrés algériens, ne sait pas ce qu'il *« fout »* là. *« – Tu l'entends parler des sales odeurs et, après, c'est le couplet de la France pour tous. Je le sens pas ce mec-là. »*

On repasse en boucle les images de la déclaration du vainqueur et, à chaque fois que les mots « peuple » et « patriotes » sont prononcés, la foule se déchaîne, couvre la voix de celui qu'on adule. A 23 heures seulement, on se met à chanter *La Marseillaise*, avec le « V » de la victoire. Les filles et les garçons se baignent dans la fontaine, agitent les drapeaux mouillés.

Un homme se promène discrètement, une petite pancarte à la main demandant à *« Jacquot, le SMIC à 7 500 francs »*. *« Il ne faudrait pas que ces gens-là commettent l'erreur de 1981 en attendant tout d'en haut »*, explique l'ouvrier métallurgiste de la CGT, qui ne désespère pas de voir venir le fameux « troisième tour social ». Lorsque Marc Blondel énumère le calendrier des grèves à venir dans un débat télévisé retransmis sur la place, ce dernier se fait huer. Claude, quarante-quatre ans, informaticien, électeur de François Mitterrand en 1981 et chiraquien depuis sept ans, dit qu'*« on attendait tellement de la gauche et on a été tellement déçu ! Chirac est le seul qui peut maintenant nous remettre de la solidarité, de l'égalité »*.

« L'ERREUR DE 1981 »

Nicolas, vingt et un ans, étudiant dans une école de commerce, qui a *« toujours été de droite »*, pense qu'*« il est dommage que l'expérience des socialistes entre 1981 et 1983 ait échoué, au moins on sentait un souffle »*. Christine, une Marseillaise de vingt-cinq ans, votait *« Tapie ou Chirac »* : *« Nous, les jeunes, on a trop de choses qui nous responsabilisent avant l'âge : le chômage, le sida... La droite se socialise un peu, et c'est bien, c'est normal. Maintenant qu'il est élu, faut y croire. »*

Dans le métro, à la station Assemblée-Nationale, un homme chante *L'Internationale* au milieux de chiraquiens ravis et fatigués d'avoir dansé. Une femme ronchonne : *« Il pourrait pas se taire, celui-là, un jour comme aujourd'hui ? »* *« Laisse-le,* lui répond son amie, *il a le droit, lui aussi, de chanter... »*

Dominique Le Guilledoux

(Lundi 8 mai.)

Une triple inflexion par rapport au dogme fondateur

Cinquième président de la V[e] République, Jacques Chirac a construit, pour l'essentiel, son image et sa carrière sur son statut d'héritier du gaullisme, mais il a donné de celui-ci, au fil des années, pour des raisons tenant à la fois à son tempérament personnel et aux circonstances politiques, une lecture originale. En affirmant, le 7 au soir, que *« la France redeviendra elle-même »* lorsqu'elle se sera débarrassée des fléaux du chômage et de l'exclusion, que de nouveau elle *« rayonnera dans le monde »*, qu'elle sera *« le moteur de l'Union européenne »* et *« un phare pour tous les peuples »*, il s'est fait le champion, dans la meilleure tradition gaulliste, d'*« une certaine idée de la France »*. Cette idée, toutefois, reçoit, par rapport au dogme fondateur, une triple inflexion.

La première est liée au legs pompidolien. Incarnation d'un gaullisme rationalisé, Georges Pompidou n'était pas animé, comme son prédécesseur, par une mystique de l'Etat. Il concevait celui-ci avant tout comme un instrument au service de la prospérité. Par sa formation de haut fonctionnaire issu de l'ENA comme par son parcours de grand commis de l'Etat, Jacques Chirac apparaît, pour une part, dans la continuité de ce pouvoir technocratique qu'il a fustigé au cours de sa campagne. Plus soucieux d'efficacité que de grandeur, il a même poussé le pragmatisme jusqu'à se convertir, dans les années 80, au libéralisme pur et dur, avant de revenir à un *« Etat vigoureux »*.

La deuxième inflexion apportée par le « chiraquisme » a pour origine la création du RPR. Devenu chef de parti, Jacques Chirac s'est éloigné, en apparence, du gaullisme rassembleur qui refuse la division de la France en factions rivales. Mais, du même coup, il a reçu le soutien actif des militants et obtenu, à sa manière, une sorte d'onction populaire. Consécration ambiguë, puisqu'elle a permis à ses adversaires d'accuser le président du RPR de populisme et donné à son « néogaullisme » une forte coloration bonapartiste.

LE « PACTE RÉPUBLICAIN »

La troisième inflexion s'est exprimée dans la notion de *« pacte républicain »*, développée depuis plusieurs mois par le candidat sous l'impulsion de Philippe Séguin. Cette notion n'appartient pas à la tradition de la gauche, qui lui a préféré, au cours de son histoire, celles de *« discipline républicaine »* ou, à l'époque de Pierre Mendès France, de *« front républicain »*. Pour les chiraquiens, elle signifie d'abord le refus du clivage entre la droite et la gauche, que le gaullisme a toujours voulu transcender. Mais elle a aussi un contenu, que Jacques Chirac a rappelé dans sa déclaration en soulignant que la France doit rester fidèle à sa vocation de *« terre de liberté, de fraternité, d'égalité des chances »* et de *« patrie des droits de l'homme »*.

Ces trois courants du gaullisme chiraquien coexistent au RPR. Alain Juppé illustre assez bien le premier, celui de l'Etat rationnel ; Charles Pasqua est représentatif du deuxième, que menace la tentation populiste ; Philippe Séguin est l'incontestable porte-parole du troisième, qui en appelle aux valeurs de la République. Jacques Chirac se trouve au confluent de ces diverses lectures, qu'il a tour à tour épousées et qui sont aujourd'hui en concurrence pour incarner la légitimité gaulliste. S'il ne parvient pas à en assurer la synthèse, le nouveau président de la République pourrait être conduit, selon les besoins du moment, à privilégier l'une ou l'autre de ces interprétations.

Thomas Ferenczi
(Mardi 9 mai.)

Alain Juppé devrait s'installer à Matignon

Le ministre des affaires étrangères, président par intérim du RPR, a été reçu par Jacques Chirac lundi 8 mai à l'Hôtel de Ville. La nomination du premier ministre et de son équipe est prévue pour la fin de la semaine du 15 mai

La passation de pouvoirs entre François Mitterrand et Jacques Chirac pourrait se faire entre le 17 et le 20 mai. Jacques Toubon a affirmé, lundi 8 mai, que le gouvernement devrait être formé « vers les 20-21 mai ». Il sera probablement dirigé par Alain Juppé, actuel ministre des affaires étrangères et président par intérim du RPR. Formé d'environ vingt-cinq ministres et d'une dizaine de secrétaires d'Etat, le futur gouvernement devrait faire une place importante aux femmes et aux jeunes. Dans ce cas de figure, M. Séguin ne devrait pas siéger au gouvernement Situé en marge du pouvoir exécutif, il pourrait voir plusieurs avantages à demeurer à la tête de l'Assemblée nationale : conserver son influence auprès de Jacques Chirac et ne pas être associé, éventuellement, à l'inévitable impopularité qui frappe les équipes au pouvoir.

L'un s'est rendu à l'Hôtel de Ville, l'autre est resté dans son bureau. Vers 17 heures, lundi 8 mai, Alain Juppé est venu s'entretenir avec le président de la République élu, Jacques Chirac, dans son immense bureau qui domine la Seine. Le ministre des affaires étrangères, qui préside le mouvement néogaulliste, par intérim, depuis le 12 novembre 1994, n'a fait aucune déclaration. A la même heure, le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, était en son hôtel de Lassay, qui, lui aussi, a vue sur le fleuve. Le maire d'Epinal est resté cloîtré dans un mutisme qui n'est pas celui des bons jours. Si un doute pouvait encore subsister sur le nom du futur locataire de l'hôtel Matignon – M. Juppé ou M. Séguin –, il paraît maintenant définitivement levé. Le premier sera chef du gouvernement, le second contrôlera son action au Palais-Bourbon.

Il n'est un secret pour personne que M. Séguin n'envisage nullement de siéger dans un gouvernement dont le chef serait M. Juppé. La seule fonction gouvernementale qu'il pourrait imaginer pour lui-même serait la première. Situé en marge du pouvoir exécutif, il peut voir plusieurs avantages à demeurer à la tête de l'Assemblée nationale. Sa proximité avec M. Chirac peut lui conserver une influence qu'il ne jugera probablement pas inutile d'exercer dans les prochains mois. Non impliqué dans l'action gouvernementale, il ne court pas le risque d'en assumer, éventuellement, l'inévitable impopularité qui frappe les équipes au pouvoir après une période de rodage.

La nomination du premier ministre, en tout état de cause, ne pourra intervenir qu'après la passation des pouvoirs entre l'actuel président de la République, François Mitterrand, et son successeur élu. Porte-parole de M. Chirac pendant la campagne présidentielle, François Baroin a déclaré, lundi 8 mai, sur France 2, que cette cérémonie protocolaire *« devrait se situer aux alentours du 17* mai] ».

Pour sa part, le ministre de la culture, Jacques Toubon, a indiqué, sur Europe 1, qu'elle se fera *« au début de la semaine prochaine »*, c'est-à-dire à partir du lundi 15 mai. Le chef de l'Etat, qui avait laissé dire, dans un premier temps, qu'il voulait quitter rapidement ses fonctions, serait plus enclin, maintenant, à ne pas précipiter le mouvement. Il semble assuré que la désignation du chef du gouvernement suivra de peu, elle, la passation de pouvoir présidentiel, si l'on en croit, une fois encore, M. Toubon qui, a précisé que le prochain gouvernement pourrait être constitué *« aux alentours des 20-21 mai »*, ajoutant que celui-ci pourrait se présenter devant l'Assemblée nationale huit jours plus tard.

Ce sont donc, d'abord, les hommes qui entourent actuellement le ministre des affaires étrangères qui vont se trouver en première ligne dans l'appareil d'Etat. Parmi les principaux, on dit, depuis plusieurs semaines, que son directeur de cabinet, Dominique de Villepin, pourrait rejoindre l'Elysée. Ami proche de M. Juppé et personnalité appréciée de M. Chirac, M. de Villepin pourrait devenir secrétaire général de la présidence. Le cabinet du futur chef du gouvernement pourrait compter également sur la présence de Maurice Gourdault-Montagne, directeur-adjoint de cabinet aux affaires étrangères, sur celle de Patrick Stéfanini, directeur des affaires politiques au RPR, et sur celle de Pierre-Mathieu Duhamel, directeur général de la comptabilité publique. Chargé de former le gouvernement, M. Juppé a reçu, avant l'heure, un premier conseil de François Bayrou, président du CDS et ministre de l'éducation nationale. Celui-ci a écarté l'idée de *« laisser sur le côté »* les anciens soutiens de M. Balladur, tels que François Léotard, Charles Pasqua ou Nicolas Sarkozy. *« Il n'y a rien que j'aime tant que la réconciliation et si je peux être facteur de réconciliation, cela me fera plaisir »*, a-t-il indiqué. On parle pour lui d'un poste *« honorable »*. S'agissant de Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale et partisan présidentiel de M. Chirac, on évoque un poste *« important »*.

Le poste de plus important occupé par un dirigeant de la confédération libérale le sera par Alain Madelin qui pourrait se voir confier les responsabilités de l'économie et des finances. Ce souhait, pourtant, est contrarié par le risque de voir le ministre des entreprise et du développement économique être inquiété par les développements de l'instruction sur le financement du Parti républicain. Jacques Toubon ou Hervé de Charette seront aussi parmi ceux qui occuperont d'importantes responsabilités, comme la justice, l'intérieur, la défense ou les affaires étrangères.

Enfin, le gouvernement devra faire une place significative aux jeunes et aux femmes puisque M. Chirac s'est engagé à faire émarger des *« équipes nouvelles »*. Les femmes du RPR qui ont le vent en poupe sont Elisabeth Hubert, Michèle Alliot-Marie, Colette Codaccioni, Henriette Martinez, Roselyne Bachelot, Françoise de Panafieu, Marie-Thérèse Hermange ou Anne-Marie Couderc. En dehors de M. Baroin, dont la jeunesse, paradoxalement, est peut-être un handicap – il a vingt-neuf ans –, les noms qui circulent le plus fréquemment sont ceux de plusieurs députés : Pierre Bédier, Philippe Briand, Guy Drut, Hervé Gaymard, Pierre Lellouche, Renaud Muselier, Pierre-André Périssol, Eric Raoult et Philippe Vasseur (UDF-PR). Au bout du compte, le gouvernement pourrait compter environ vingt-cinq ministres et une dizaine de secrétaire d'Etat.

O. B.
(Mercredi 10 mai.)

Exploiter la victoire en vue des municipales

« Rassembler et changer, rassembler pour changer. » Le président par intérim du RPR, Alain Juppé, a ainsi défini, mardi 9 mai, ses deux règles d'action pour les prochains mois. *« La tâche qui nous attend est à la fois exaltante et écrasante »*, a-t-il ajouté devant les quelque sept cents membres du conseil national du mouvement néogaulliste, réunis à Paris, principalement pour tenter de boucler la liste des investitures aux prochaines élections municipales. Avant de faire adopter, par acclamations, une « motion de reconnaissance » à l'adresse de Jacques Chirac *« pour l'action qu'il a conduite pendant plus de dix-huit ans à la présidence du Rassemblement pour la République »*, M. Juppé a distingué trois étages dans sa volonté de rassembler. *« Au premier chef, il faut rassembler le Rassemblement. Je suis peut-être d'un optimisme exagéré, mais il me semble que c'est déjà fait »*, s'est-il félicité. Il faut ensuite rassembler la majorité : *« Notre mouvement, qui est fort, doit aussi être respectueux de ses partenaires. Les uns sans les autres, nous serions conduits à l'échec »*, a expliqué M. Juppé.

Il faut enfin rassembler les Français. A ce propos, le ministre des affaires étrangères a souligné *« l'esprit sportif et démocratique »* qui avait animé les deux candidats du second tour. Le débat qui a suivi, à huis clos, sur la préparation des élections municipales a toutefois montré que *« l'esprit sportif »* n'est pas encore partagé par tous. Les députés du Rhône Jean Besson, secrétaire départemental, et Jean-Michel Dubernard ont vivement réagi à la façon dont Raymond Barre a été investi par la majorité UDF-RPR à Lyon, à la veille du second tour de l'élection présidentielle. M. Besson a estimé que le RPR avait tout concédé, trop vite, à l'ancien premier ministre. *« C'est scandaleux »*, a-t-il lancé, trouvant un ferme appui chez M. Dubernard, qui était lui-même prétendant à la mairie de Lyon.

Deux autres villes ont retenu l'attention de plusieurs participants du conseil national : Meaux et Forbach. Dans la première, le député balladurien Pierre Quillet a laissé entendre que son collègue Guy Drut, chiraquien, lui faisait des misères en raison de son engagement au premier tour. Le cas de Meaux sera donc réexaminé, jeudi 11 mai, par la commission nationale d'investiture. A Forbach, le maire sortant est octogénaire. Or la commission d'investiture a décidé de fixer une limite d'âge à quatre-vingts ans. *« Pourquoi pas quatre-vingt-dix ans pendant qu'on y est »*, s'interroge un jeune membre du conseil national.

S'agissant de Nice, le RPR hésite entre deux têtes de liste : le maire sortant RPR, Jean-Paul Barety, ou le président (chiraquien) du CNI, Jean-Antoine Giansily. Non loin de là, à Cannes, le mouvement néogaulliste a retiré son investiture à Michel Mouillot, maire (UDF-PR) sortant, en raison de sa récente condamnation dans l'affaire Botton, selon une jurisprudence établie par M. Juppé. Au total, sur 256 villes de plus de 30 000 habitants ou de chefs-lieux de départements plus petits, 121 devraient revenir à des têtes de listes RPR, 113 à l'UDF, 12 à des divers droite, et il y aurait 10 primaires. Enfin, d'ici à la fin de la semaine, la commission d'investiture devrait arbitrer dans 24 villes parmi lesquelles figure Paris. La capitale, cependant, ressort du domaine réservé du nouveau président de la République.

Olivier Biffaud et Jean-Louis Saux
(Jeudi 11 mai.)

La majorité de Jacques Chirac reste à inventer

La France de Jacques Chirac reste à inventer. Les données électorales, telles qu'elles ressortent des deux tours de l'élection présidentielle, posent en effet davantage de questions qu'elles n'apportent de réponses. Le maire de Paris s'était imposé, au premier tour, comme le plus efficace des candidats de la droite, en devançant Edouard Balladur. Son score, néanmoins, réduisait la portée de ce succès, hypothéqué au surplus par le niveau atteint par Jean-Marie Le Pen. La première place de Lionel Jospin assombrissait encore la performance de M. Chirac. Si le rapport des forces global semblait promettre la victoire à l'ancien président du RPR, celui-ci n'était pas à l'abri d'une maladresse de campagne. Le résultat du second tour n'a été obtenu qu'au prix d'une bataille serrée.

Vainqueur dans plus des deux tiers des départements, Jacques Chirac est parvenu à réaliser une synthèse entre des électorats et des aspirations qui n'étaient pas facilement conciliables. A ses propres partisans, concentrés notamment, au premier tour, dans « ses » régions du Massif central (autour de la Corrèze) et de l'Ile-de-France (autour de Paris), il lui fallait associer, d'abord, les électeurs qui avaient voté pour Edouard Balladur. La carte électorale du premier ministre révélait un « mixage » entre un vieux légitimisme gaulliste, dans des régions comme la Normandie ou l'Alsace, et la tradition démocrate-chrétienne, en Bretagne ou en Savoie, par exemple.

Il était clair, d'autre part, en fonction de la dialectique de la campagne, que les partisans du premier ministre étaient réfractaires à Jacques Chirac. Centristes, libéraux ou, même, électeurs du RPR, ils avaient en commun de se méfier des *« promesses »*, maintes fois dénoncées par le rival du maire de Paris, et de l'« Etat-RPR », dont la menace était suggérée par le chef du gouvernement lorsqu'il soulignait, par contraste, sa *« liberté »* vis-à-vis de tout appareil de parti.

RÉUSSITE ALÉATOIRE

Jacques Chirac devait attirer à lui, ensuite, les électeurs de Philippe de Villiers et ceux de Jean-Marie Le Pen. Pour les premiers, venus souvent des rangs des sympathisants du RPR, la tâche n'était pas trop difficile, le président du conseil général de Vendée ayant multiplié les signes de connivence avec le maire de Paris. En revanche, le chef du Front national n'avait cessé, avant le premier tour, de désigner le maire de Paris comme son adversaire principal. Enfin, s'il ne pouvait guère compter sur un renfort d'électeurs de la gauche, Jacques Chirac devait néanmoins veiller à ce que Lionel Jospin ne puisse ramener dans son camp les déçus du socialisme passés à l'abstention.

Le concours des balladuriens du premier tour a permis au maire de Paris de réunir la droite « parlementaire » sans déperdition de voix notable. L'affirmation de son engagement européen a convaincu les centristes et les libéraux, sans que la reprise tardive de la proposition d'un nouveau référendum sur l'Europe leur apparaisse comme une remise en question de la construction communautaire. A l'inverse, la perspective de consulter les Français a pu encourager les villiéristes et une partie des lepénistes à accorder leurs suffrages à Jacques Chirac.

Le niveau atteint par l'ancien président du RPR dans des départements comme les Alpes-Maritimes et les Bouches-du-Rhône démontre qu'il est parvenu à se concilier une bonne partie de l'électorat du Front national. Le niveau inhabituel du vote blanc prouve aussi que les consignes de M. Le Pen ont été entendues par une partie de ses électeurs ; et on observe que l'abstention, globalement en léger recul au second tour par rapport au premier, est localement plus élevée dans des départements « balladuriens », mais également dans des départements « lepénistes ». Le maire de Paris est parvenu, d'autre part, à contenir l'attrait exercé par la gauche « nouvelle », à laquelle Lionel Jospin a donné visage et consistance. Si les reports de voix ont été quasiment parfaits des électeurs communistes, d'extrême gauche et écologistes vers le candidat socialiste, et si l'abstention a diminué, Lionel Jospin n'a pas, pour autant, dépossédé son adversaire du talisman du « changement ».

Jacques Chirac a donc réussi son pari, mais cette réussite est elle-même aléatoire. La droite parlementaire est renforcée face à l'extrême droite, qui se retrouve une fois de plus hors jeu. Elle a triomphé d'une gauche qui – comme le maire de Paris – revient de loin. La victoire est lourde de nombreuses ambiguïtés. Jacques Chirac a additionné des voix. Il lui reste à structurer une vraie majorité, faute de quoi la synthèse du 7 mai pourrait se décomposer aussi vite qu'elle s'est agrégée.

Patrick Jarreau
(Mardi 9 mai.)

Le RPR, « parti présidentiel »

Après la mort de Georges Pompidou, le 2 avril 1974, les néogaullistes avaient perdu le chemin de l'Elysée avec l'appui apporté par... Jacques Chirac à Valéry Giscard d'Estaing. Le jeune ministre de l'intérieur joue un rôle essentiel pour soutenir le candidat libéral contre le représentant de la famille gaulliste. Après l'élection de M. Giscard d'Estaing, il accède à l'hôtel Matignon. Il ne lui reste plus qu'à rassembler autour de lui les diverses générations d'une famille très composite, en deux temps.

Dès l'été de 1974, le nouveau premier ministre part à la conquête du groupe UDR de l'Assemblée nationale, auquel il promet de ramener au moins cent cinquante députés lors des élections législatives. Le secrétaire général, Alexandre Sanguinetti, estime, dès le 12 juillet, trop vite au goût de certains, que *« la vigilance ne paraît plus s'imposer »*. A la fin de l'année, le 14 décembre, M. Sanguinetti se démet de ses fonctions. Avec l'appui de Charles Pasqua et de Bernard Pons, M. Chirac passe en force, contre l'avis des « barons ». Par 57 voix contre 27 à Jacques Legendre, député du Nord, il devient secrétaire général de l'UDR.

La seconde étape de la mainmise sur l'héritage gaulliste a lieu en 1976. Le 25 août, M. Chirac a démissionné avec éclat de son poste de premier ministre. Il entend reprendre son autonomie dans la perspective des législatives de 1978 et de la présidentielle de 1981. Le 5 décembre, il est élu président du Rassemblement pour la République par 96,56 % des voix. En mars 1977, il enlève l'Hôtel de Ville de Paris, face au giscardien Michel d'Ornano.

Installé à la tête d'un « parti présidentiel », Jacques Chirac va devoir faire face, à son tour, à une série de coups de boutoir. Après l'échec des élections européennes de 1979, où sa liste n'arrive qu'en quatrième position, le maire de Paris se sépare de ses deux conseillers les plus anciens, M. Juillet et M[me] Garaud.

DIVISIONS

Mais c'est surtout après ses revers aux présidentielles de 1981 et 1988 qu'il doit affronter plusieurs frondes. La première, en 1989, est celle des douze « rénovateurs » qui comptent dans leurs rangs quelques-uns des espoirs RPR de l'époque : Philippe Séguin, Michel Noir, Alain Carignon, Michel Barnier. La deuxième, en 1990, vient de M. Séguin encore, allié cette fois à M. Pasqua. Elle vise, en apparence, la ligne conduite par le nouveau secrétaire général du RPR, Alain Juppé. Dans une proposition commune, les deux anciens ministres se prononcent pour *« un nouveau Rassemblement, renouvelé, transformé, élargi »*. Leur motion, soumise aux Assises du Bourget, obtient 31,4 % des voix. Enfin, en 1992, le RPR se divise lors du débat sur la ratification du traité de Maastricht. M. Chirac, partagé, est convaincu d'appeler à voter « oui » pour préserver ses chances de « présidentiable », tandis que MM. Séguin et Pasqua font campagne pour le « non ». Il faudra attendre la fin de la deuxième cohabitation pour assister à une recomposition des rôles autour du président du RPR, le parti, aujourd'hui, du président.

Jean-Louis Saux
(Mardi 9 mai.)

M. Jospin appelle ses partisans à « préparer les succès de demain »

Le candidat socialiste entend profiter de son résultat pour rénover le PS

Battu au second tour de l'élection présidentielle, Lionel Jospin a félicité Jacques Chirac de son succès et lui a souhaité bonne chance. Le candidat socialiste a estimé que le « mouvement de renouveau » qui s'est créé autour de sa candidature est « porteur d'espérance ». Il a invité ceux qui l'ont soutenu à « préparer les succès de demain ». Fort de son bon score, M. Jospin entend opérer la transition entre le mitterrandisme et une social-démocratie moderne.

Une fois encore, Laurent Fabius aura trouvé le mot juste. *« La courte défaite »* de Lionel Jospin, déclarait-il dimanche 7 mai, est *« une défaite d'avenir »*. On ne peut dire mieux. Défaite il y a, enregistrée avec plus de sang-froid par les dirigeants socialistes, qui avaient parfaitement pris concience de l'ampleur de la tâche, que par les militants qui, dans l'enthousiasme très entretenu de ces derniers jours, avaient, *eux, commencé réellement* à croire au miracle. Même si les chiffres ne sont pas les mêmes, le contexte psychologique dans lequel se situe cette défaite ressemble beaucoup à celui des élections législatives de 1986, lorsque s'annonçait pour François Mitterrand une première cohabitation avec une courte majorité de droite en face d'une gauche qui était déjà intimement convaincue que la traversée du désert serait courte et profitable.

Mathématiquement vaincue, la gauche n'est donc pas psychologiquement atteinte. Elle a retrouvé force, espoir, moral et se trouve prête, déjà, à en découdre aux prochaines élections municipales et à miser sur un sort plus heureux aux élections législatives de 1998. Enfoncé lors de celles de 1993, ridiculisé aux élections européennes de juin 1994, en moins d'un an, *le Parti socialiste, qui ne* semblait même plus capable de mettre de l'ordre dans ses cuisines, semble redevenu un parti *adulte, conquérant et désireux de* bien faire. Rarement il aura été donné d'assister à un tel sursaut, à une telle métamorphose.



DESTIN PRÉSIDENTIEL

Cette métamorphose a d'abord et avant tout été celle d'un homme, de ce Lionel Jospin, parti dans cette aventure pratiquement sous les risées et qui la termine sous les honneurs unanimes. N'est-il pas symptomatique de constater que, dimanche soir, personne au PS et ailleurs ne s'est interrogé pour savoir si Jacques Delors, le grand favori de l'automne, aurait fait mieux. Preuve qu'à défaut d'une victoire, ce candidat socialiste a tourné radicalement une page et *s'est imposé comme un nouvel* homme d'Etat.

On pourra penser qu'en trois mois M. Jospin aura vécu un véritable conte de fées. Or il ne s'est jamais montré lui-même extrêmement surpris de ce qui lui arrivait, comme si tout était d'avance inscrit, programmé, réfléchi. Premier secrétaire du PS à quarante-trois ans, adoubé en janvier 1981 par François Mitterrand à la tête du premier parti de France durant tout un septennat, ministre d'Etat en charge de l'éducation nationale de 1988 à 1992, Lionel Jospin a cru en son destin bien avant ses camarades socialistes et bien avant les Français. Dans un entretien au *Point* en mars 1987, la question lui avait été posée. *« Vous-même, avez-vous un destin présidentiel ? »* – Réponse : *« Un destin, oui ! »* Mais qui prêtait attention à ses dires ? L'idée de ce Jospin candidat à la magistrature su*prême semblant tellement* incongrue.

Ce n'est pas qu'on lui déniait de vraies qualités, mais son problème était qu'à chaque fois le « trop » semblait être de trop. Trop sérieux ! Trop droit ! Trop honnête ! Trop seul ! L'homme, lui-même dans le trop-plein socialiste, semblait être de trop !

M. Jospin savait pourtant où il voulait aller, quel discours il fallait tenir à des Français responsables, adultes, citoyens. Quelle action il faudrait engager pour dépoussiérer une gauche et la faire basculer dans l'autre siècle. Il était intellectuellement prêt. Deux ans de solitude, d'observation plus que d'action, n'avaient fait que le conforter dans ses *certitudes. Ne manquait plus que* le signe du fameux destin. Il a laissé courir toutes les effusions concernant la candidature avortée de Jacques Delors sans jamais rien laisser transparaître de ses doutes sur les motivations de l'intéressé. Après le refus du président de la Commission européenne, M. Jospin laissa passer vingt-quatre jours avant d'annoncer, le 4 janvier, devant le bureau national du PS tombant des nues, qu'il se sentait *« disponible »* pour l'impossible pari.

Défié par Jack Lang, jalousé par Henri Emmanuelli, il supporta toutes les risées et faux procès. Lorsque, le 3 février, les sections socialistes acceptèrent avec plus de 60 % de voix qu'il se place à leur tête pour livrer l'étrange bataille, on se dit en*core que, décidément, la profon*deur de l'angoisse du vide à gauche devenait insondable.

On attendait un figurant, un *besogneux de l'urne, un candidat* du « sauve-qui-peut ». Les socialistes d'abord, les Francais ensuite, allaient découvrir un homme d'Etat qui acceptait de *« fendre l'armure »*, de partir sans gêne sur les chemins d'une politique restaurée dans ses ambitions et son éthique, vers les plaines inexplorées d'une social-démocratie plus ouverte sur le siècle prochain. Devant le « vaudeville » Balladur-Chirac, il persista à afficher le sérieux de ses propositions.

Sûr de lui, assuré enfin de n'avoir plus rien à prouver auprès de ses camarades, sachant que, perdu ou gagné, il avait déjà sauvé l'essentiel, l'honneur d'une gauche qui avait réappris à rire. Ces quinze derniers jours prirent même des parfums de mai 1981. L'équipée ne se finit pas de la même façon mais cette histoire-ci n'est pas finie. M. Jospin a inventé le possible ! La gauche s'est retrouvée. A repris concience de ses forces. Les propositions du candidat Jospin vont rester. Le *PS*, qui semblait tant manquer d'idées, ne pourra pas les remettre demain dans les tiroirs. Lionel Jospin est parvenu *également à négocier* adroitement la transition entre le mitterrandisme et un retour aux vraies valeurs d'un socialisme *moderne et plus strict. Les premières* analyses du scrutin de dimanche indiquent aussi que M. Jospin l'a emporté auprès des jeunes de dix-huit à vingt-quatre ans, semailles utiles pour demain.

De Jack Lang à Laurent Fabius, nul dans les rangs de la gauche n'a songé à contester *« l'incontestable dynamique »*, selon le mot d'Henri Emmanuelli, créée par M. Jospin et le *« rôle éminent »* que cette campagne lui confère pour l'avenir. Certes, il est encore trop tôt pour entrevoir comment le PS va gérer la suite. Mais, pour la première fois, ce parti se retrouve avec un présidentiable sérieux qui a fait ses preuves et qui n'occupe pas la fonction de premier secrétaire. Se souvenant du précédent Rocard, il est déjà sûr que M. Jospin ne prétendra pas ravir le fauteuil de M. Emmanuelli. *« Il n'a pas vocation à redevenir chef de courant et à « jospiniser » le PS »*, confiait dimanche soir son fidèle Daniel Vaillant. Faire *« un nouvel Epinay »*, la formule est en tout cas lâchée, pour que non seulement le PS mais toute la gauche puissent *« organiser les forces dans une force »*.

Maître d'œuvre des Assises de la transformation sociale, M. Jospin devrait continuer de pousser dans ce sens pour aboutir maintenant à une transformation politique de la gauche, frayant le chemin vers une grande force social-démocrate. M. Emmanuelli a pointé aussi le bout du nez dimanche soir, en indiquant qu'il ferait rapidement *« des propositions à l'ensemble des forces de progrès pour que, par-delà nos légitimes différences, nous soyons mieux à même de défendre les femmes, les hommes et la jeunesse de ce pays qui auront besoin de nous et pour reconstruire l'espérance »*

. Le poids politique nouveau d'un Lionel Jospin désireux de battre le fer tant qu'il est chaud et la proximité des élections municipales devraient favoriser cette grande et nouvelle ambition.

Daniel Carton
(Lundi 9 mai.)

Bonn attend que M. Chirac confirme les engagements européens de la France

L'Allemagne ne cache pas une appréhension

BONN
de notre correspondant

Après l'élection de Jacques Chirac à la présidence de la République, les Allemands estiment que la continuité des relations entre les deux pays sera assurée grâce à l'*« effet Saumagen »*, la panse de truie farcie – tel est le *nom du plat préféré du chancelier* Kohl, un mets que jusqu'ici seuls les initiés ont été en mesure d'apprécier. Or, la *Süddeutsche Zeitung*, dans son édition du 9 mai, écrit à propos du nouveau président français qu'il est *« quelqu'un avec qui on peut manger du Saumagen »* et salue le côté bon vivant du nouveau président.

On ne sait si le plat préféré du chancelier sera au menu de la première rencontre entre les deux hommes, qui aura lieu très prochainement (sans doute la semaine prochaine, peu de temps après la passation de pouvoir). Toujours est-il que si cette rencontre devait avoir lieu en Allemagne, comme l'indiquaient des sources bonnoises après l'annonce des résultats de l'élection, il s'agirait d'un geste particulièrement important de la part du nouvel hôte de l'Elysée.

Helmut Kohl, chez qui les relations personnelles ont toujours joué un rôle clé, partage avec Jacques Chirac le goût de l'action politique, la ténacité et la passion des bains de foule populaires. Mais les affinités réelles de caractère entre les deux hommes permettront-elles de surmonter les profondes divergences d'approche entre Paris et Bonn sur l'avenir de l'Europe ? C'est ce qu'espère Gunther Nonnenmacher, éditorialiste à la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, qui écrit dans l'édition du 9 mai : *« Entre Kohl et Chirac pourrait rapidement s'établir, bien que de manière différente, une relation non moins étroite qu'entre Kohl et Mitterrand. »*

Mais, de Jacques Chirac les dirigeants allemands n'ont jamais oublié l'appel de Cochin (où les partisans français de l'intégration européenne furent taxés de *« parti de l'étranger »*) ni le « oui » du bout des lèvres pour le traité de Maastricht en septembre 1992.

Les propositions de référendum sur l'Europe, ainsi que l'affinité de M. Chirac pour une approche plus « britannique » de la construction européenne, suscitent de réelles inquiétudes à Bonn. Les virulentes passes d'armes entre le ministre français de l'agriculture Jacques Chirac et son homologue allemand Josef Ertl à Bruxelles dans les années 70 font encore frissonner d'effroi certains dirigeants allemands.

Dans leurs premiers commentaires, les observateurs s'interrogent sur les véritables intentions du nouveau président en ce qui concerne essentiellement deux objectifs : l'Union économique et monétaire et la coopération en matière de politique intérieure (*le « troisième pilier »* de Maastricht). En ce qui concerne le programme budgétaire de Jacques Chirac, un commentateur de la *Süddeutsche Zeitung* écrit : *« Augmenter les subventions, baisser les impôts et équilibrer le déficit budgétaire, même Theo Waigel* (le ministre des finances allemand) *n'en est pas capable bien qu'il ait déjà fait ce genre de promesses en l'air. »*

En règle générale, les observateurs allemands ont souri lorsqu'ils ont entendu le nouveau président annoncer que la France devait redevenir un *« phare »* pour le reste du monde. Une formule gaullienne de ce genre n'est pas du tout comprise outre-Rhin. *Sur Jacques Chirac, qui incarne* bien, vu d'ici, les ambitions démesurées de la « grande nation », les Allemands ne s'entendent que sur un point : il a été un bon maire de Paris (*« Avant lui, la ville ressemblait à Calcutta »*, selon un commentaire de la radio publique). On observera de près à Bonn le dosage entre les différentes composantes de la nouvelle majorité présidentielle et le sort qui sera réservé aux centristes dans l'attribution des portefeuilles. *« Philippe Séguin sera-t-il premier ministre ? »* : telle est l'une des questions les plus fréquemment entendues après l'annonce des résultats, alors que le président de l'Assemblée nationale passe, en Allemagne, pour un dangereux adversaire de l'indépendance de la Banque de France.

Lucas Delattre
(Mercredi 10 mai.)

Les pays arabes se félicitent

AMMAN
de notre correspondante au Proche-Orient

Par nostalgie d'une politique gaulliste qui lui était favorable, le monde arabe « votait » Chirac, et c'est donc avec satisfaction qu'a été accueillie, dans la plupart des capitales arabes, l'élection du maire de Paris à la présidence de la République.

C'est sans conteste au Liban que cette élection a déclenché le plus d'intérêt, plusieurs chaînes de télévision retransmettant en direct la soirée électorale. Ami personnel de longue date du nouveau président, le premier ministre, Rafic Hariri, n'a pas caché sa joie, affirmant : *« Le Liban, qui sait que vous le portez dans votre cœur, est heureux de ce choix »* et certain que *« vous appuierez le projet de sa reconstruction, de la libération de son territoire et du recouvrement de sa souveraineté »*. 83 % des suffrages exprimés au Liban, pour la plupart des Libanais ayant la double nationalité, se sont portés sur M. Chirac.

Tout en relatant largement les résultats de l'élection présidentielle, la presse égyptienne s'est abstenue de commentaires, mais il ne fait aucun doute que les autorités sont satisfaites. M. Chirac, qui s'était rendu au Caire il y a deux ans, avait reçu un accueil chaleureux et avait pu rencontrer tous les dirigeants. *« J'exprime mes sentiments de joie pour votre élection »*, a écrit le président Hosni Moubarak dans son message de félicitations.

Le président syrien, Hafez El Assad, a lui aussi rapidement félicité M. Chirac, souhaitant *« une coopération fructueuse pour le renforcement des relations bilatérales et la réalisation d'une paix juste et globale au Proche-Orient, compte tenu du poids de la France au sein de la communauté européenne et sur le plan international. »*

Adressant au président élu ses félicitations pour sa *« grande victoire »*, le roi Hussein de Jordanie a souhaité, pour sa part, voir *« la France jouer un rôle dirigeant dans le monde et en Europe »*. Selon le ministre des affaires étrangères, Abdel Karim Kabariti, cette élection *« donnera un nouveau souffle au rôle de l'Union européenne dans le processus de paix »*.

Comme s'il voulait conjurer les craintes que suscitent les vieilles amitiés irakiennes de M. Chirac, l'émir du Koweït, cheikh Jaber Al Ahmad Al Sabah, a réagi le premier, soulignant *« l'appui de la France aux causes justes du Koweït, au Conseil de sécurité de l'ONU et dans d'autres instances internationales »*.

Le roi Fahd d'Arabie saoudite a souligné, de son côté, son *« aspiration à consolider l'amitié traditionnelle et les relations privilégiées entre nos deux peuples et nos deux pays »*. Le sultan Qabous d'Oman et l'émir de Bahreïn, Cheikh Issa Ben Salmane Al-Khalifa, ont eux aussi félicité M. Chirac.

Françoise Chipaux
(Mercredi 10 mai.)

Rassembler l'ensemble des forces de gauche

Les responsables du PS vont-ils être à la hauteur du « peuple de gauche » ? Voilà la question posée maintenant au sein d'une gauche vaincue mais remusclée et qui, de nouveau, conjugue tous ses espoirs au présent. *« Le vrai sujet*, expliquait Martine Aubry, lundi 8 mai sur France-Inter, *c'est : comment faire que, cet espoir né, ces gens qui se sont levés, qui ont envie de travailler pour cette rénovation de la gauche, puissent le faire dans les structures où ils se sentent à l'aise, au sein des partis ou à l'extérieur des partis ? »*

Dans un entretien à *Libération*, mardi 9 mai, Pierre Moscovici, autre acteur important de la campagne de M. Jospin, complète le constat : *« Cette élection marque un tournant dans la façon de faire de la politique. Nous devons continuer à nous ouvrir, à nous proposer, à devenir une gauche sociale-démocrate, une gauche sociale et démocrate. » « La rénovation de la gauche*, poursuit-il, *ne peut plus s'envisager sous le seul prisme du pouvoir dans le Parti socialiste. Il ne s'agit pas là de l'enjeu essentiel du moment. Un énième coup d'Etat au sein du PS n'aurait pas plus de sens qu'un simple replâtrage. D'ici 1998, il faut tout reconstruire : approfondir nos idées, commencer à bâtir un nouveau parti, retrouver le lien avec les Français, sur le terrain, vaste programme ! »*

Vaste programme qui amène à s'interroger sur le statut particulier et forcément éminent qui revient à M. Jospin, sur les possibilités de conforter une dynamique au sein de toute la gauche passant *par un rapprochement opération*nel de ses forces, sur les capacités nouvelles du PS à enterrer définitivement ses archaïsmes pour entrer à son tour dans le XXe siècle. M. Jospin s'est donné le temps de la réflexion, mais son lieutenant Daniel Vaillant estime qu'il devrait, dans quelques jours, *« faire un signal »* aux Français pour asseoir son autorité politique sur l'ensemble de la gauche, tracer les pistes de son rassemblement et marquer sa disponibilité pour les combats futurs, à commencer par la campagne municipale qui ne l'impliquera pas directement sur le terrain.

DÉNOMINATEUR COMMUN

« La rénovation ne passe plus pour lui par des questions de statuts », affirme M. Vaillant. Rester le plus grand dénominateur commun de la gauche sans replonger dans la marmite socialiste, ce devrait donc être, pour M. Jospin, la marche à suivre, pas exempte d'embûches. Dès le mercredi 10 mai, le candidat-citoyen devrait réintégrer tout normalement le bureau national du PS, sans en réclamer davantage. *« Le problème n'est pas de prendre la tête du PS*, expliquait encore Mme Aubry. *Nous avons un premier secrétaire à la tête du PS qui a soutenu Lionel Jospin, qui a fait une campagne efficace. Cette campagne a peut-être aussi permis de dépasser encore un peu plus les divisions anciennes et, personnellement, je m'en réjouis. »*

Devant le bureau national de mercredi, Henri Emmanuelli devrait confirmer cette paix des braves, en proposant d'ouvrir le secrétariat national à ceux qui se sont imposés dans le sillage de M. Jospin et qui peuvent symboliser mieux que tous les autres la rénovation, Mme Aubry, Dominique Strauss-Kahn et Jean-Christophe Cambadélis. Mais déjà ses alliés fabiusiens trouvent à redire, ce qui laisse mal augurer des capacités de manœuvre du premier secrétaire et jette une ombre sur la bonne volonté générale.

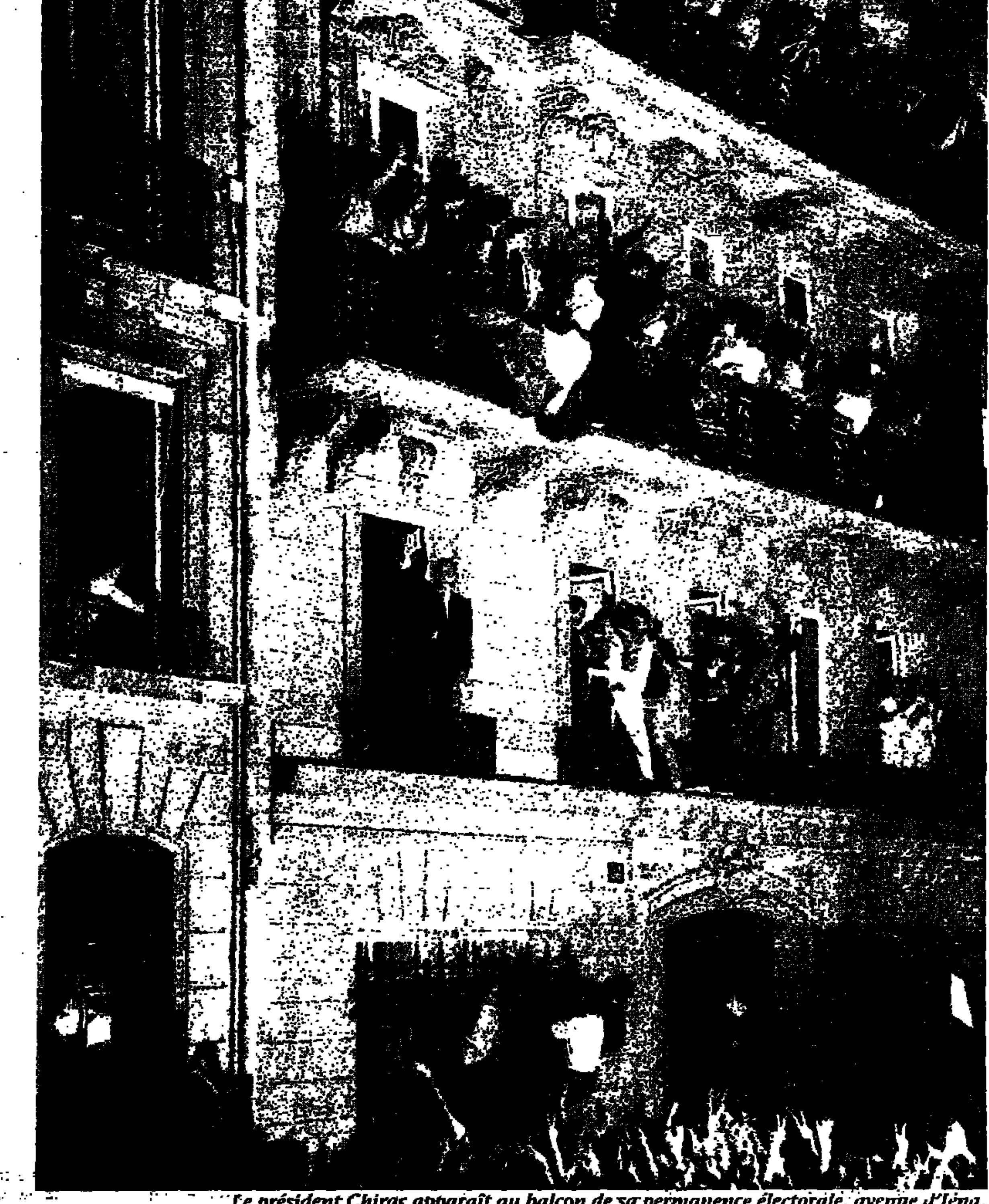
Laurent Fabius, lui-même, a secrètement décidé de prendre la présidence du groupe parlementaire de l'Assemblée nationale, qui, avec ses cinquante-six membres, va devenir le symbole d'une résistance active dans un Palais Bourbon occupée par une droite maintenant sur-dimensionnée. On imagine bien quels bénéfice, l'ancien premier ministre pourra en tirer.

Dès dimanche soir, M. Emmanuelli manifestait cependant son souci de présenter rapidement son propre plan de rénovation. D'après les premières indications, il ne devrait pas verser dans l'originalité : conventions thématiques autour des grands dossiers susceptibles d'ouvrir les premiers fronts contre le pouvoir chiraquien, lancement d'une grande campagne d'adhésions. Reste à déterminer quels moyens M. Emmanuelli se donnera pour jeter les bases d'une grande confédération de la gauche. Vendredi 12 mai, M. Cambadélis compte réunir le comité de pilotage des assises de la transformation sociale, pour imposer une cadence. Le lendemain, un conseil national du PS se tiendra, officiellement, pour lancer la campagne officielle des élections municipales, mais sans doute aussi pour tenter d'éclairer cette exploration de la voie étroite du changement.

D. C.
(Mercredi 10 mai.)

Monsieur le président !

Jacques Chirac s'est forgé une stature dans la solitude plus que dans l'exercice du pouvoir. Depuis vingt ans, il avait fondé son action politique sur une stratégie de survie, pour les néogaullistes et pour lui-même



Le président Chirac apparaît au balcon de sa permanence électorale, avenue d'Iéna, sous les acclamations de ses supporteurs. (Photo Patrick Zachmann/Magnum.)

LE pouvoir change les hommes, dit-on. Les traversées du désert aussi. Au pouvoir, à Matignon de 1974 à 1976 puis de 1986 à 1988, le changement n'avait pas réussi à Jacques Chirac. Les sept dernières années, passées hors les palais de la République, si. La solitude l'a bonifié au point que les Français ont fait mentir Bernadette, son épouse ; les Français, disait-elle désabusée, n'aimaient point son mari. Le 7 mai 1995, le peuple a dit qu'il ne le détestait pas non plus.

Solitude du pouvoir ? Non pas. L'autre plutôt, la vraie, la désolante. Elle nous a transformé Jacques Chirac. Tous ses amis l'affirment, et même ses anciens ennemis. Comment ne pas croire Valéry Giscard d'Estaing ? Plus que de *« l'observer »*, comme il l'admet gentiment, Jacques Chirac a passé son temps, sept ans de malheur, à en apprendre de très laides sur la nature humaine. Il a subi les mauvais traitements qu'il avait jusqu'alors administrés à quelques autres, méprisé, trahi, enterré vivant, oublié. Il fallait qu'il crût en son destin, sept ans de bonheur forcé, pour bénéficier d'un tel passif comme on engrange un capital, deux échecs à Matignon, deux défaites présidentielles en 1981 et 1988, le discrédit et l'isolement qui ont suivi. Les grands politiques, les hommes d'Etat se reconnaissent au moins en la capacité qu'ils ont à survivre au pire et à en tirer profit. Jacques Chirac admettra sans doute que, de ce point de vue, l'analyse du parcours de son prédécesseur, l'insubmersible, aura été de quelque utilité.

Jacques Chirac a mis le temps pour *« prendre la France à bras le corps »*, selon le conseil de François Mitterrand. A-t-il changé, celui qui fut, à trente-quatre ans en 1967, secrétaire d'Etat aux affaires sociales de Georges Pompidou ! Le jeune homme dont André Passeron écrivait, en 1974, dans *Le Monde*, qu'il gardait alors de son passage sous les drapeaux – en Algérie, pendant la guerre où il était tenté par les thèses de l'Algérie française – *« un peu du style « cornichon » de ces candidats à Saint-Cyr qui portent leurs convictions en sautoir, avec le cheveu net et toujours bien plaqué, la démarche alerte et décidée, la poignée de main franche, le regard direct, le sourire de circonstance, mais aussi le costume trois pièces sans âge et l'élégance sans recherche ni coquetterie »*. Le temps, l'âge par conséquent, les revers de la vie politique, ceux de la vie, tout simplement. Des craquelures dans le béton du personnage, que les Français ont découvertes ou pressenties, au point qu'il a fini par paraître au peuple plus sympathique que mécanique. On croira bientôt qu'il a toujours eu soixante-deux ans et qu'il vit désormais une éternité passée.

UN peu comme François Mitterrand, dont les racines puisent à droite et dans un radicalisme français de bon ou mauvais aloi, selon l'époque qui en est juge. Tenté par l'Algérie française, on l'a dit, au moment où la République s'efforçait, par les armes, de garder l'Algérie à la France, Jacques Chirac, retour de guerre et passé, en 1962, au cabinet de Georges Pompidou, alors premier ministre, songe à entrer en politique élective. Il choisit, pour les législatives de 1967 – difficiles, puisque la majorité ne conservera sa prééminence que d'une voix à l'Assemblée nationale –, la circonscription d'Ussel, en Corrèze, celle d'Henri Queuille, ancien président du conseil de la IVe République, radical. Il était allé le consulter. Henri Queuille avait dit : *« Il est si charmant qu'il mériterait d'être radical. »* Dans la brochure électorale du candidat, on lit : *« Corrézien, avec du sang radical dans les veines, Chirac ne se prêterait jamais à des bouleversements qui ne seraient pas républicains. »* Il sera élu, au second tour, avec 537 voix d'avance sur un communiste, après avoir éliminé au premier le candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS), un frère Mitterrand, Robert. Il n'a jamais quitté la Corrèze. En 1946, François Mitterrand s'en était remis au choix d'Henri Queuille, maître en carte électorale, pour s'installer dans la Nièvre, dont il n'est revenu qu'en 1981. La mémoire d'Henri Queuille, au plus fort de leur combat, les a réunis en mai 1982, lorsqu'à l'inauguration du Musée de la Résistance de Neuvic d'Ussel François Mitterrand a dit, en présence de Jacques Chirac : *« Il faut préserver cette filiation qui veut que la continuité du service de la nation prévale sur les intérêts particuliers. »*

Le président Queuille n'était obsédé ni par la trace qu'il laisserait dans l'histoire ni par le souci de masquer, par la fermeté du discours, son impuissance devant les *courants de fond de la société*. Sa vertu principale, la patience, lui commandait d'attendre que la situation soit « mûre » pour agir. *« Faire de la politique*, disait-il, *ce n'est pas poser les vrais problèmes, c'est faire taire ceux qui les posent. »* Ce n'est pas cela que Jacques Chirac a retenu du personnage, *mais plutôt, dit-il, un sens de la responsabilité* personnelle poussé à l'extrême. Ainsi raconte-t-il volontiers qu'Henri Queuille avait revendiqué, contre l'avis de Jules Moch, ministre de l'intérieur, qui se proposait de l'assumer jusqu'à son éventuelle démission, l'engagement de l'armée dans la répression *anticommuniste, contre les grévistes de 1948*. Radical, Jacques Chirac ? Peut-être, mais radical autoritaire.

> « Peut-être cet homme lisse dont le regard s'isole quelquefois va-t-il sortir du rôle où il enferme sa carrière, peut-être va-t-il prendre une autre mesure de ce qu'il est, de ce qu'il peut »

Pompidolien, en tout cas. C'est sa matrice politique. Entré en 1962 au cabinet de Georges Pompidou, premier ministre du général de Gaulle, où il était chargé de mission pour l'équipement, la construction et les transports, Jacques Chirac fait partie d'une génération néogaulliste, la première à se référer non pas au chef de la France libre mais à celui qui sera son successeur à l'Elysée. Une génération de technocrates, aussi, entrée à l'Assemblée nationale en 1967, avec les encouragements du chef du gouvernement. On les appelait les *« jeunes loups »*, ces bébés Pompidou. Jacques Chirac avait été brièvement chatouillé par la gauche, dans sa prime jeunesse. Signataire de l'appel de Stockholm pour la paix, au lycée Louis-le-Grand, vendeur très occasionnel de *L'Humanité*, il avait pointé le bout du nez au Cercle d'études politiques et sociales animé par son ami Michel Rocard, avant de prendre le large vers des aventures plus souriantes : soutier sur un cargo d'Afrique, chauffeur d'une veuve texane aux Etats-Unis.

C'est en 1967 que commence la vraie vie politique. Au député nouvellement élu, Georges Pompidou dit, un matin d'avril, sur les marches de l'hôtel Matignon, avant d'annoncer la composition de son gouvernement : *« Chirac, je vous ai réservé un strapontin, mais ne vous prenez surtout pas pour un ministre. »* Jacques Chirac sera secrétaire d'Etat aux affaires sociales, *chargé de l'emploi*. Au bon moment, puisque mai 1968 approche. Il y jouera un rôle modeste, avec ce qu'il faut de romantisme. Pendant la grève générale, il est chargé de porter secrètement aux syndicats les messages du premier ministre, et retour. Un pistolet de précaution dissimulé sous la veste – Georges Pompidou craignait qu'on ne lui escamote un secrétaire d'Etat –, il rencontre ainsi Henri Krasucki dans un petit appartement, près de la place Pigalle à Paris, afin d'obtenir un accord sur l'ouverture des négociations de Grenelle.

Il ne lui faudra que sept ans pour devenir, en 1974, premier ministre, le plus jeune, à quarante et un ans, depuis Félix Gaillard en 1957. Il avait continué ses classes sous la présidence de Georges Pompidou, élu en 1969, comme ministre chargé des (mauvaises) relations avec le Parlement – un échec –, ministre de l'agriculture – un succès populaire –, ministre très politique de l'intérieur en mars 1974, un mois avant la mort du président. Ce mois-là, il assurait : *« Aucun homme politique, aucun journaliste ne sera espionné par mes services. Je ne suis pas un voyeur. »* Ce fut court, il n'a pas été démenti.

A l'époque, on disait de lui qu'il était plus pompidolien que gaulliste et plus ambitieux que pompidolien. Deux proches de Georges Pompidou, deux éminences, Marie-France Garaud et Pierre Juillet, s'occupaient de sa carrière, manipulaient leur protégé pour en faire un instrument de contrôle du premier ministre, Jacques Chaban-Delmas, et de sa *« nouvelle société »* qui hérissait les sourcils du président. Georges Pompidou décédé, le 2 avril 1974, le contrôleur deviendra guerrier et prendra le risque de briser le mouvement gaulliste en choisissant de manœuvrer en faveur du candidat Valéry Giscard d'Estaing contre le candidat Chaban-Delmas.

Manœuvre réussie. Elu, Valéry Giscard d'Estaing honora sa dette. De cette époque et de ce qui va suivre date un personnage de caricature dont Jacques Chirac n'a commencé à se défaire que récemment. Traître, puisqu'il avait roulé Jacques Chaban-Delmas. Terreur pour son propre camp et pour celui-là seulement, puisqu'il a fait battre Chaban, combattu Raymond Barre, premier ministre de 1976 à 1981, contribué à l'échec de Giscard en 1981. Perdant sans gloire, au premier tour de la présidentielle de 1981 et au second en 1988, condamné à la défaite à perpétuité. Homme de « coups » politiques et de rapines, sans convictions, sans foi ni loi : Matignon en 1974, quitté deux ans plus tard en claquant la porte ; UDR dérobée à l'estomac, avec la complicité de Charles Pasqua, en décembre 1974, aux barons héritiers du gaullisme ; mairie de Paris en 1977 arrachée aux prétentions giscardiennes ; campagne européenne antieuropéenne de 1979 contre *« le parti de l'étranger »*, « oui » à Maastricht en 1992 ; *« travaillisme à la française »* lors de la création du RPR en 1976, ultralibéralisme balladurien à Matignon en 1986 puis retour à une tonalité sociale lors de sa dernière campagne présidentielle.

IL en rajoutait, à la louche, se faisait passer pour un primate, prétendait ne lire que des romans policiers et n'aimer que *la trompette de cavalerie*, mesurait son activité politique aux kilomètres parcourus, canettes de bière et têtes de veau englouties. Tout cela forçait l'admiration, dans un premier temps, puis finissait par lasser. S'installait un personnage inconstant, cynique, activiste, velléitaire, agité, dit *« Fend-la-bise »*, *« Château-Chirac »*, voire *« Facho-Chirac »*. Pierre Charpy, qui fut l'éditorialiste pamphlétaire de *La Lettre de la nation* et qui l'aimait beaucoup, disait de lui à la fin des années 70 : *« Il parcourt le terrain à toute vitesse, mais il oublie la balle. »*

François Mitterrand, observateur cruel de ses contemporains et concurrents, avait pressenti que cet acteur à masques était autre que ce qu'il paraissait ou cherchait à paraître. *« Peut-être cet homme lisse dont le regard s'isole quelquefois va-t-il sortir du rôle où il enferme sa carrière, peut-être va-t-il prendre une autre mesure de ce qu'il est, de ce qu'il peut »*, écrivait-il en 1976. Et puisque le combat politique a ses lois, il regretta aussitôt cette complaisance et ajouta : *« Non, ce professionnel du mot nu, qu'une image écorcherait, ce rhéteur du complément direct qui n'a jamais poussé ses études jusqu'au conditionnel n'est à l'aise que dans la simplicité des fausses évidences. »*

Ce parcours parfois sinueux n'est pas le fruit du hasard. Il correspond à une nécessité, sinon une stratégie, de survie. Il fallait qu'en 1974 il mette la main sur l'UDR, qui ne voulait pas de lui, pour résister à Valéry Giscard d'Estaing et assurer la pérennité du mouvement gaulliste menacé de giscardisation. Sa démission de Matignon, en août 1976 – un cas unique dans l'histoire de la Ve République –, la création du RPR en décembre de la même année, répondent au même souci.

Sa candidature à la mairie de Paris en 1977, face à Michel d'Ornano, *défi au président de la République*, aussi : il s'agissait de faire obstacle à Michel Poniatowski, ministre giscardien de l'intérieur, qui voulait *« dératiser »* la capitale, c'est-à-dire en chasser les néogaullistes.

De même pour sa désastreuse campagne antieuropéenne de 1979 et son accommodement, selon le conseil d'Edouard Balladur, avec la cohabitation en 1986. Depuis près de vingt ans, Jacques Chirac faisait de la résistance contre ceux qui, à droite, rêvaient la disparition du néogaullisme et, dans son propre parti, la sienne. Il a fini par affirmer sa prééminence. Il y a mis le temps. Il n'avait plus besoin, pour survivre, de gourous – Marie-France Garaud et Jean-Pierre Juillet sont retournés à leurs moutons –, du grognard Charles Pasqua, pas plus que de son ex-mentor Edouard Balladur.

La stratégie de survie n'explique pas tous ses changements de pied, toutes ses contradictions. Jacques Chirac adaptait son discours et sa pratique à l'air du temps – ultralibéral un jour, social avant, social après – et à la vision d'une France découpée en rondelles, en clientèles. Il évoluait aussi avec pragmatisme. C'est ainsi, du moins, qu'il a expliqué son virage pro-Maastricht : l'Europe, disait-il, se construit toute seule, irrémédiablement, autant accompagner le mouvement plutôt que de lutter contre des moulins a vent.

L'élection du président Jacques Chirac n'a pas dissipé, d'un seul coup, tous ces soupçons. Les Français lui ont fait crédit d'un changement de personnage et de stature. Ils ont sept ans, le président a sept ans, pour confirmer.

Jean-Yves Lhomeau
(Mardi 9 mai.)

LE SECOND TOUR

ALSACE

Jacques Chirac	460 360	57,88
Lionel Jospin	334 999	42,11

■ *Dans cette région qui, au premier tour, avait donné sa préférence à Jean-Marie Le Pen*, l'abstention n'augmente que de moins de 2 points. ■ En revanche, *le nombre de bulletins blancs et nuls croît de plus de 10 000 dans le* Haut-Rhin et de près de 28 000 dans le Bas-Rhin. ■ Par rapport au total des voix de droite du premier tour, Jacques Chirac perd 13 points, tandis que Lionel Jospin améliore dans les mêmes proportions le total des voix obtenues par les candidats de gauche, le 23 avril. ■ A Strasbourg, Jacques Chirac devance Lionel Jospin de 8 points. ■ A Mulhouse, autre ville socialiste de la région, où Jean-Marie Le Pen avait obtenu 26,72 % des voix, l'écart n'est que de 6 points, toujours en faveur de Jacques Chirac.

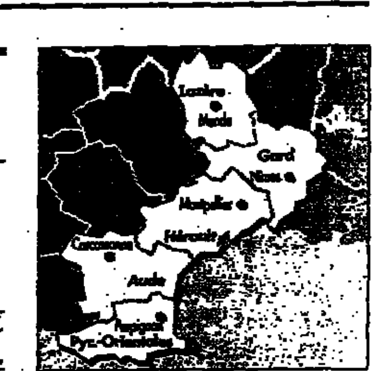
CENTRE



Jacques Chirac	665 792	52,56
Lionel Jospin	600 756	47,43

■ Lionel Jospin n'a pas concrétisé son succès du premier tour ; il était alors arrivé en tête dans les six départements de la région Centre ; cette fois il ne devance Jacques Chirac que dans *l'Indre*. ■ L'avance du candidat de la droite, si elle est forte dans l'Eure-et-Loir et dans le Loiret, est légère dans le Loir-et-Cher, *le Cher*, et l'Indre-et-Loire. ■ Le rapport des forces *dans les villes de gauche* laisse espérer à celle-ci la possibilité de les conserver lors des élections municipales de juin, sauf à Bourges, détenu par le PCF. ■ A Dreux, où le Front national a remporté une de ses premières victoires, l'abstention est proche de 30 %, et les votes blancs et nuls représentent 8 % des suffrages exprimés, ce qui montre que les consignes données par Jean-marie Le Pen ont été bien suivies.

LANGUEDOC-ROUSSILLON



Jacques Chirac	598 976	50,59
Lionel Jospin	[illegible]	49,40

■ Le Languedoc-Roussillon, qui avait redonné des couleurs à la gauche au premier tour, ne se résout à accorder la victoire à Jacques Chirac qu'avec une très faible avance (1,2 point). ■ L'Aude est restée fidèle à sa tradition en renouvelant sa fidélité à Lionel Jospin au second tour, même s'il accuse un recul de six *points par rapport au score de M. Mitterrand* en 1988. ■ *La Lozère, en revanche*, permet à M. Chirac d'améliorer son score de 1988 de plus de quatre points. ■ Dans le Gard, l'Hérault, les Pyrénées-Orientales, M. Chirac bénéficie de 2 à 3 points d'avance sur son rival, qui limite la défaite en profitant d'une meilleure participation électorale et d'un bon report des voix du FN, arrivé en deuxième position dans ces trois départements au premier tour.

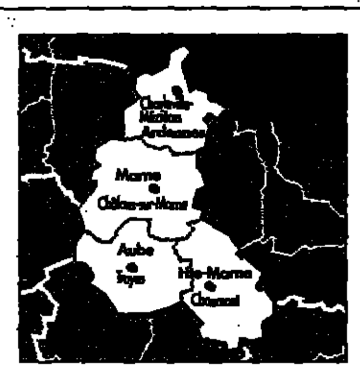
AQUITAINE



Jacques Chirac	*801 658*	*50,23*
Lionel Jospin	794 162	49,76

A Bordeaux, le bon report des voix balladuriennes a permis à Jacques Chirac de frôler les 56 %. L'élection d'Alain Juppé à la mairie ne fait aucun doute, mais une inconnue demeure sur le contrôle de la Communauté urbaine. ■ En Dordogne, département traditionnellement à gauche, le maire de Paris arrive légè*rement en tête.* ■ *Les Landes restent à gauche, mais* la poussée de la droite y est très sensible. ■ Dans le Lot-et-Garonne, le report des voix à droite ne s'est pas bien opéré. *Le maire socialiste de Marmande, Gérard Gouzes,* est très menacé. ■ Dans les Pyrénées-Atlantiques, M. Chirac devance nettement Lionel Jospin. A Pau, ville de François Bayrou, les électeurs balladuriens n'ont eu aucun état d'âme pour se reporter sur M. Chirac.

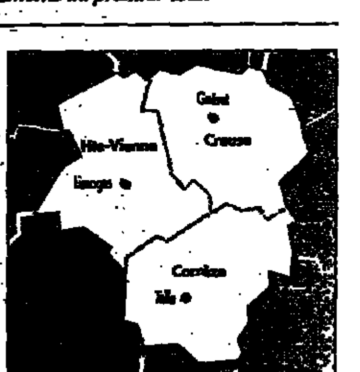
CHAMPAGNE-ARDENNE



Jacques Chirac	*353 806*	*52,61*
Lionel Jospin	318 685	47,38

■ C'est Jacques Chirac qui l'emporte, alors que Lionel Jospin était arrivé en tête au premier tour. ■ Trois départements sur quatre ont voté pour le candidat du RPR : il s'agit de la Haute-Marne, de l'Aube et de la Marne. Seules, les Ardennes, département traditionnellement ancré à gauche, placent Lionel Jospin en tête. ■ En 1988, les quatre départements de la région avaient voté pour François Mitterrand. ■ Les voix des électeurs du Front national semblent s'être reportées pour moitié *sur Jacques Chirac* et *pour moitié sur Lionel Jospin.* ■ *Les deux plus* grandes villes, Reims (administrée par le RPR) et Châlons-sur-Marne (administrée par le PC), ont voté Chirac. Cependant, dans ce département, il est loin de réunir les voix apportées par la droite et l'extrême droite au premier tour.

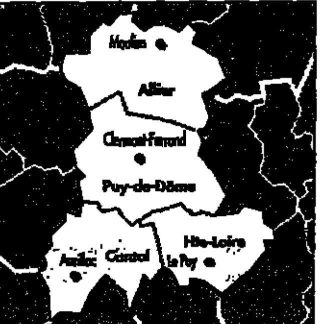
LIMOUSIN



Jacques Chirac	[illegible]	[illegible]
Lionel Jospin	[illegible]	[illegible]

■ Jacques Chirac donne la majorité à la droite dans une région que préside un socialiste. Ce succès est dû au score écrasant de 61,36 % qu'il réalise dans son fief de Corrèze. La municipalité communiste de Tulle pourrait bientôt faire les frais de cette poussée. ■ Mais le Limousin socialiste s'est ressaisi. La gauche a su mobiliser ses électeurs dans la Haute-Vienne, où les reports des voix de *droite n'ont pas été excellents, ce qui éloigne la perspective d'une défaite* socialiste à Limoges. ■ Dans la Creuse, le basculement à droite se confirme, mais *Lionel Jospin* réalise un score inespéré. Ce sursaut pourrait également éviter au PS la perte de la municipalité de Guéret.

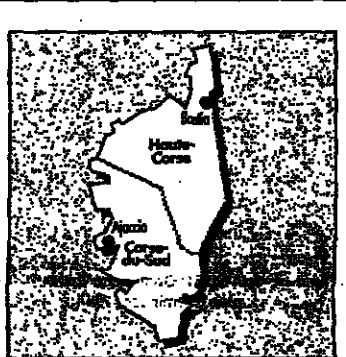
AUVERGNE



Jacques Chirac	402 080	53,45
Lionel Jospin	350 067	46,54

■ Appuyée sur ses bastions du Cantal et de la Haute-Loire, la droite offre à Jacques Chirac une nette majorité. *L'UDF auvergnate, sous l'impulsion de* Valéry Giscard d'Estaing, président de la région, n'a pas manqué au maire de Paris. ■ La défaite de Lionel Jospin est pourtant adoucie par le retour indiscutable de la gauche sur ses terres du Puy-de-Dôme et de l'Allier, après les législatives « historiques » de 1993 où la droite avait tout emporté. ■ Les élections municipales seront disputées à Aurillac, où la gauche est distancée, et à Clermont-Ferrand, où M. Giscard d'Estaing, qui prétend à la succession de Roger *Quilliot (PS), devra compter avec une forte résistance socialiste qui a* recueilli 51,05 % des voix.

CORSE



Jacques Chirac	77 565	59,45
Lionel Jospin	52 896	40,54

■ La Corse ne semble pas avoir tenu rigueur à Jacques Chirac de lui avoir fait *faux bond entre les deux tours, en annulant sa visite sur place.* ■ *La principale singularité du scrutin dans l'île n'est pas la forte avance de M. Chirac* – il devançait François Mitterrand, dans chacun des deux départements, en 1988 – mais la mobilisation de l'électorat. L'abstention chute très fortement, et M. Chirac, à l'inverse de ce qui s'est passé ailleurs, ne paraît pas avoir pâti de la défection d'électeurs lepénistes. ■ En matière d'ancrage à droite, la Corse-du-Sud est toujours plus chiraquienne que la Haute-Corse, même si la poussée de droite *peut inquiéter le maire (Radical) de Bastia, Emile Zuccarelli, ancien ministre* pour les élections municipales, au mois de juin.

LORRAINE



Jacques Chirac	[illegible]	[illegible]
Lionel Jospin	[illegible]	[illegible]

■ Jacques Chirac l'emporte de justesse, alors qu'il arrivait quatrième au premier tour, *et que Lionel Jospin se plaçait en tête.* ■ *Dans cette région cruellement affectée par le déclin de la sidérurgie,* les voix du Front national, arrivé en seconde position au premier tour, semblent s'être reportées en plus grand nombre sur le candidat socialiste que sur le maire de Paris, notamment en Moselle. ■ Seule, la Meurthe-et-Moselle choisit Lionel Jospin, alors qu'en 1988 les quatre départements de la région avaient voté pour François Mitterrand. ■ Metz, administrée par Jean-Marie Rausch, maire, sénateur, ancien ministre *d'ouverture, qui s'est prononcé pour Édouard Balladur puis pour Jacques* Chirac, place le candidat du RPR en tête.

BOURGOGNE



Jacques Chirac	442 804	51,57
Lionel Jospin	415 687	48,42

■ En Saône-et-Loire, dont les *principaux* élus de droite avaient soutenu Édouard Balladur au premier tour, Lionel Jospin et Jacques Chirac enregistrent une progression identique par rapport au premier tour. C'est dans ce département que la situation apparaît le plus contrastée et que semblent possibles le *plus de renversements de tendance lors des prochaines élections municipales.* ■ La Nièvre reste fidèle à la gauche, mais Lionel Jospin est loin d'y égaler le *score de François Mitterrand* en 1988. ■ *Pas de surprise non plus de la* part de la Côte-d'Or et de l'Yonne, deux départements traditionnellement à droite, qui ont accordé à Jacques Chirac plus que la moyenne nationale avec un peu plus de 54 % des suffrages.

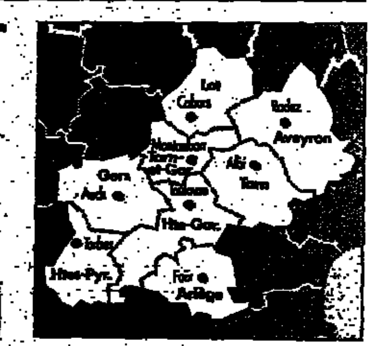
FRANCHE-COMTÉ



Lionel Jospin	299 594	50,57
Jacques Chirac	292 731	49,42

■ Alors que Lionel Jospin arrivait en tête *dans* tous les départements au premier tour, Jacques Chirac le devance dans trois départements sur quatre. ■ Le *seul département à gauche, le Territoire de Belfort, où* Jean-Marie Le Pen *avait* atteint près de 19 % des suffrages, se signale par un fort taux de bulletins *blancs ou nuls* ■ On note de bons reports de voix dans la région doloise, où les suffrages écologistes se sont portés sur le candidat socialiste. ■ En Haute-Saône, les élus RPR, qui *n'avaient* guère été suivis par leurs électeurs au premier tour, n'ont pas obtenu un franc succès le 7 mai. ■ Dans le Jura, M. Jospin arrive en tête dans trois villes importantes qui appartiennent à la majorité : Dole Champagnole et saint-Claude.

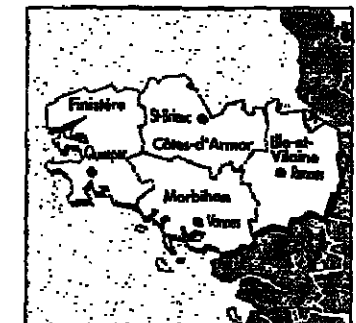
MIDI-PYRÉNÉES



Lionel Jospin	[illegible]	[illegible]
Jacques Chirac	[illegible]	[illegible]

■ Avec une abstention inférieure de trois points à la moyenne nationale, le Midi-*Pyrénées radical-socialiste a accordé la majorité au conseiller général de Cintegabelle.* Le score de Lionel Jospin est cependant inférieur de 5,46 points à celui de *François Mitterrand* en 1988. ■ *Lionel Jospin a la majorité dans six départements sur* huit, le record étant réalisé dans l'Ariège (59,8 %). D'un département à l'autre, Lionel *Jospin* fait de 3,2 (*Lot*) à 7,3 points (Tarn-et-Garonne) de plus que le total de la gauche au premier tour, mais partout moins que François Mitterrand en 1988. ■ Jacques Chirac est en tête dans l'Aveyron et le Tarn-et-Garonne, et frôle la majorité dans le Gers et le Tarn. Il progresse partout de quatre à plus de six points par rapport à 1988.

BRETAGNE



Jacques Chirac	842 232	50,59
Lionel Jospin	822 508	49,40

■ En tête dans trois départements sur quatre, Jacques Chirac ne devance *Lionel Jospin* que de très peu, au total, dans cette région à dominante démocrate-chrétienne et socialiste, où l'on s'est moins abstenu qu'ailleurs. ■ Le candidat socialiste obtient davantage de voix que son adversaire dans plusieurs grandes villes, dont Rennes, la capitale régionale, ainsi que Quimper, Brest, Saint-Brieuc et Lorient. ■ Les villes gérées par la *droite ont donné, pour la plupart, l'avantage à M. Chirac* – c'est le cas à Vannes et à Saint-Malo –, avec quelques exceptions *notables*, comme Morlaix.

ILE-DE-FRANCE



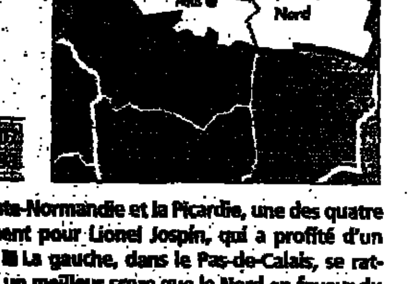
Jacques Chirac	2 579 177	56,09
Lionel Jospin	2 018 451	43,90

■ Alors que la gauche était majoritaire en Ile-de-France en 1988, Lionel Jospin ne devance plus *Jacques Chirac* que dans un seul des départements de la région capitale : la Seine-Saint-Denis. ■ Pour la première fois, dans le Val-de-Marne le candidat de droite est majoritaire, avec 52,99 %. ■ A droite, les reports de voix sont sans surprises et M. Chirac remporte logiquement ses meilleurs scores dans les Yvelines et les Hauts-de-Seine, qui l'avaient déjà porté en tête en 1988. ■ A Paris, avec 60,10 % *des suffrages*, Jacques Chirac arrive en tête dans tous les arrondissements sauf dans le 20e. En ce qui concerne le report de voix, les deux candidats peuvent se vanter d'avoir rassemblé les suffrages de leurs familles respectives.

NORD-PAS-DE-CALAIS



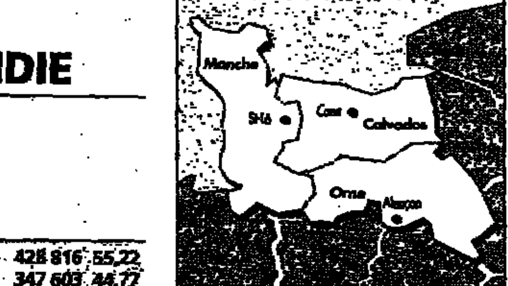
Lionel Jospin	[illegible]	[illegible]
Jacques Chirac	[illegible]	[illegible]



■ C'est, avec Midi-Pyrénées, la Haute-Normandie et la Picardie, une des quatre régions à avoir voté majoritairement pour Lionel Jospin, qui a profité d'un important report des voix du FN. ■ La gauche, dans le Pas-de-Calais, se rattrape du premier tour en affichant un meilleur score que le Nord en faveur du candidat socialiste. ■ Tourcoing – *où le FN était en tête* – et Roubaix – *où il était* en deuxième position – ont donné la suprématie à Lionel Jospin. ■ Mais dans *plusieurs villes importantes- Douai, Dunkerque, Valenciennes* dans le Nord ; Saint-Omer ou Berck dans le Pas-de-Calais ont exprimé leur préférence en faveur de Jacques Chirac.

DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

BASSE-NORMANDIE



Jacques Chirac	428 816	55,22
Lionel Jospin	347 603	44,77

■ *Acquise à la droite parlementaire,* la Basse-Normandie a accordé un fidèle soutien à Jacques Chirac, qui obtient des scores largement au-dessus de sa moyenne nationale dans la Manche et l'Orne. ■ Le report des voix d'Edouard Balladur et de Philippe de Villiers sur M. Chirac n'a posé aucune difficulté. ■ En revanche, Lionel Jospin affiche une belle résistance dans les grandes villes de la région, et dans le Calvados. Il arrive notamment en tête à Caen et à Alençon. ■ Toutefois, à l'approche des élections municipales de juin, ce sont plutôt des villes dirigées par la gauche qui semblent menacées. C'est notamment le cas de Saint-Lô, Cherbourg et Lisieux.

PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR



Jacques Chirac	1241 440	58,57
Lionel Jospin	*877 803*	*41,42*

■ *Jacques Chirac, qui n'était qu'en quatrième position lors du premier tour,* l'emporte largement, avec plus de 58 % des voix pour l'ensemble de la région et des scores écrasants dans les Alpes-Maritimes et le Var. ■ Ce résultat résulte, dans l'ensemble, d'un bon report des voix du Front national, qui était le grand vainqueur du premier tour. ■ Lionel Jospin, avec un peu plus de 41 % des suffrages sur la région, accuse un retard de l'ordre de onze points par rapport à 1988, résultant surtout de mauvais reports des voix communistes. ■ Les résultats de Jacques Chirac pourraient être de bon augure pour les candidats de droite aux prochaines élections municipales, *notamment à Marseille.*

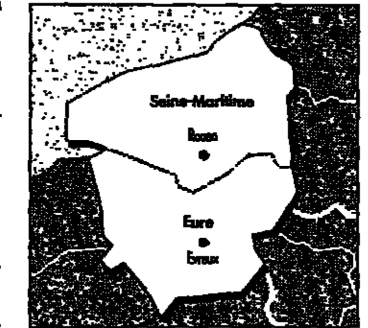
RHÔNE-ALPES



Jacques Chirac	1 459 707	55,49
Lionel Jospin	*1 170 498*	*44,50*

■ *L'Isère est le seul département, sur les huit de Rhône-Alpes,* qui a placé Lionel Jospin en tête. C'est à Grenoble que le candidat socialiste enregistre son meilleur score dans une grande ville : 52,35 %. ■ M. Jospin parvient aussi à de très bons résultats dans les municipalités communistes, comme Vénissieux, Vaulx-en-Velin ou Echirolles. ■ Jacques Chirac l'emporte facilement dans de très nombreux secteurs acquis à la droite, où les reports des voix de droite ont totalement joué en sa faveur. ■ Le maire de Paris domine ainsi son adversaire à Lyon, Saint-Etienne ou Annecy, mais aussi dans des villes socialistes comme Chambéry, Valence *ou Vienne.*

HAUTE-NORMANDIE



Lionel Jospin	456 451	51,33
Jacques Chirac	432 791	48,66

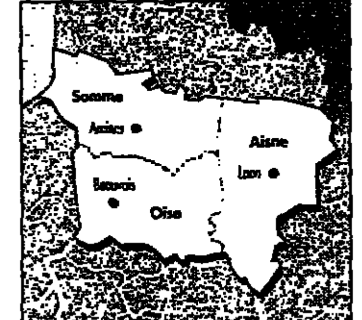
■ La gauche a reconquis la Haute-Normandie, mais essentiellement grâce au *poids de la* Seine-Maritime, l'Eure étant restée fidèle à la droite. ■ La bonne qualité des reports communistes, même dans les villes où Robert Hue avait été devancé par Lionel Jospin, le 23 avril, met le PC en position favorable pour les élections municipales de juin. ■ En revanche, nombre d'électeurs de Jean-Marie Le Pen ont refusé leurs voix à Jacques Chirac ; les habitants des *banlieues et des cités difficiles ne se sont guère reconnus dans le candidat de* la droite classique. ■ Les amis de M. Chirac auront pourtant besoin des suffrages de l'extrême droite pour gagner les villes, comme Le Havre, qu'ils comptaient prendre au PC.

PAYS DE LA LOIRE

Jacques Chirac	930 160	54,29
Lionel Jospin	783 155	45,70

■ Traditionnellement ancrée à droite, la région Pays de la Loire a *majoritairement voté pour M. Chirac, mais en lui accordant une victoire plus* courte que prévu. Dans la Sarthe, dont le président du conseil général est le balladurien François Fillon, le maire de Paris est même battu par M. Jospin. ■ Alors que ce dernier fait le plein des voix de la gauche, et même au-delà, les électeurs de M. de Villiers et de M. Le Pen ont rechigné à voter pour le candidat de la majorité. ■ La gauche reste majoritaire au Mans, Laval ou encore La Roche-sur-Yon. ■ Les élections municipales s'annoncent, en revanche, délicates *pour les socialistes à Nantes, où M. Chirac n'est devancé par son rival que de* 458 voix.

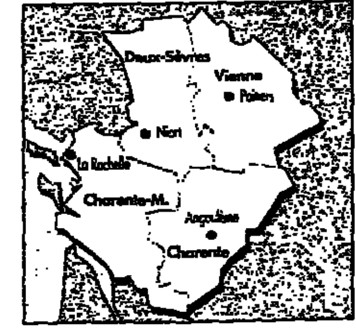
PICARDIE



Lionel Jospin	500 467	51,93
Jacques Chirac	463 215	48,06

La Picardie reste un bastion de gauche. Certes, M. Jospin n'égale pas, loin de là, les scores plus que confortables obtenus par M. Mitterrand en 1988 dans les trois départements. Mais seule l'Oise – dont le député et président du *conseil général Jean-François Mancel, proche de M. Chirac,* est réputé ministrable –, bascule à droite. L'autre fait marquant est l'intrusion probable du FN dans le jeu municipal. *Bénéficiaire du vote protestataire le 23 avril,* M. Le Pen a vu une bonne partie de ses électeurs rejoindre leur famille d'origine : la gauche. Ce qui met en difficulté M. de Robien, le maire UDF-PR d'Amiens, mais crée une incertitude pour le sort de plusieurs villes détenues par la gauche.

POITOU-CHARENTES



Jacques Chirac	463 061	50,51
Lionel Jospin	453 577	49,48

■ Les quatre villes chefs-lieux – notamment Angoulême dirigée par la droite – ont confirmé leur vote du premier tour en se prononçant majoritaire*ment pour Lionel Jospin.* ■ S'il arrive en tête – grâce au vote des cantons ruraux – dans l'ensemble de cette région, dont le président giscardien du *conseil régional, M. Raffarin, porte-parole de l'UDF,* l'avait soutenu dès le premier tour, Jacques Chirac a moins mobilisé que son concurrent. ■ Seule la Charente a donné l'avantage à *M. Jospin, tandis que les Deux-Sèvres sont plus* « chiraquiennes ». ■ Comme le 23 avril, Lionel Jospin améliore son score national de plus de 2,17 points.

DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER



GUADELOUPE

Si la peur de l'indépendance, associée au candidat du PS, avait provoqué un raz-de-marée giscardien en 1981 – tout comme en Martinique –, la Guadeloupe retrouve son ancrage à gauche lors du scrutin présidentiel. *Le score majoritaire de M. Jospin* confirme celui de François Mitterrand de *1988* même s'il accuse une baisse. La droite ayant fait le plein de ses voix au premier tour, le sursaut de mobilisation enregistré au second tour profite amplement au candidat socialiste qui, en outre, a bénéficié d'un excellent report des voix de gauche.

I., 255 160 ; V., 114 351
A., 140 809 (55,18 %) ; E., 108 215.

Lionel Jospin	59 630	55,10
Jacques Chirac	48 585	44,89

1er tour. – *I., 255 268 ; V., 90 538 ; A., 64,53 % ;* E., 84 054. – Jacques Chirac, 32 140 (38,24) ; Lionel Jospin, 29 529 (35,13) ; Edouard Balladur, 12 226 (14,55) ; Robert Hue, 3 000 (3,57) ; Jean-Marie Le Pen, 2 568 (3,06) ; Arlette Laguiller, 1 894 (2,25) ; Dominique Voynet, 1 136 (1,35) ; Jacques Cheminade, 798 (0,95) ; Philippe de Villiers, 763 (0,91).

1988. – *I., 197 740 ; A., 47,91 % ; E., 98 852.* – François Mitterrand, 68 610 (69,41) ; Jacques *Chirac, 30 242 (30,59).*

GUYANE

La Guyane regagne le giron de la droite après l'idylle mitterrandienne *de 1988. M. Chirac n'a toutefois pas* bénéficié d'un excellent report des voix de droite du premier tour – marquée par un vote Le Pen sans précédent –, tandis que M. Jospin a refait une partie de son handicap grâce à un réveil de la mobilisation du Parti socialiste guyanais (PSG) en sa faveur. C'est dans les communes guyanaises que M. Chirac enregistre ses score les plus spectaculaires : chez *les « nègres marrons »* de Papaichton (94,20 %) ou chez les Amérindiens de Camopi (88 %)

I., 42 463 ; V., 20 401
A., 22 062 (51.95 %) ; E., 19 372.

Jacques Chirac	11 126	57,43
Lionel Jospin	8 246	42,56

1er tour. – *I., 42 473 : V., 18226 274 ; A., 57,09 % ; E., 17 348. – Jacques Chirac, 6 911* (39,84) ; Lionel Jospin, 4 190 (24,15) ; Edouard Balladur, 2 929 (16,88) ; Jean-Marie Le Pen, 1 401 (8,08) ; Arlette Laguiller, 652 (3,76) ; Dominique Voynet, 456 (2,63) ; Robert Hue, 329 (1,90) ; Philippe de Villiers, 324 (1,87) ; Jacques Cheminade, 156 (0,90).

1988. – *I., 30 207 : A., 36,50 % ; E., 18 697.* – François Mitterrand, 11 291 (60,39) ; Jacques Chirac, 7 406 (39,61).

MARTINIQUE

C'est en Martinique que M. Jospin réalise son meilleur score outre-mer (près de 59 %). *Fait exceptionnel,* le candidat socialiste a doublé son capital de voix du premier tour, non seulement en raison d'un report de voix parfait à gauche, mais aussi grâce à une remobilisation d'un électorat qui lui avait initialement fait défaut.

En revanche, M. Chirac a souffert d'une déperdition de voix à droite, phénomène déjà observé en 1988. Toutefois, le candidat de la droite est en progression par rapport au scrutin de 1988.

I., 249 924 ; V., 121 960
A., 127 964 (51,20 %) ; E., 114 581.

Lionel Jospin	*67 479*	*58,89*
Jacques Chirac	47 102	41,10

1er tour. – *I., 248 411 ; V., 101 274 : A., 59,23 % ;* E., 91 606. – Lionel Jospin, 33 345 (36,40) ; Jacques Chirac, 26 696 (29,14) ; Edouard Balladur, 21 609 (23,59) ; Robert Hue, 3 241 (3,54) ; Arlette Laguiller, 2 444 (2,67) ; Jean-*Marie Le Pen, 1 509 (1,65) ; Dominique Voy*net, 1 162 (1,27) ; Philippe de Villiers, 823 *(0,90) ; Jacques Cheminade, 777 (0,85).*

1988. – *I., 215 218 ; A., 37,42 % ; E., 129 114.* – *François Mitterrand, 91 531 (70,89) ; Jacques* Chirac, 37 583 (29,11).

MAYOTTE

Si M. Chirac arrive largement en tête à Mayotte avec les deux tiers des suffrages, il a souffert de désastreux reports de voix au sein de la droite locale. Les électeurs du Mouvement populaire mahorais (MPM), parti départementaliste qui avait soutenu *Edouard Balladur, ont refusé dans* une forte proportion de reprendre le chemin des urnes, bouderie qui explique un taux d'abstention record. Leur attitude s'explique par le refus de cautionner une trop nette victoire locale de M. Chirac qui, à leurs yeux, aurait pu être exploitée par le RPR mahorais, leur ennemi juré.

I., 35 197 ; V., 15 329
A., 19 868 (56,44 %) ; E., 15 090.

Jacques Chirac	10 314	68,34
Lionel Jospin	*4 776*	*31,65*

1er tour. – *I., 35 196 ; V., 20 329 ; A., 42,24 % ;* E., 20 176. – Edouard Balladur, 9 474 (46,96) ; Jacques Chirac, 7 975 (39,53) ; Lionel Jospin, 1 048 (5,19) ; Dominique Voynet, 345 (1,71) ; Robert Hue, 319 (1,58) ; Jacques Cheminade, 304 (1,51) ; Jean-Marie Le Pen, 265 (1,31) ; Philippe de Villiers, 240 (1,19) ; Arlette Laguiller, 206 (1,02).

1988. – *I., 22 263 ; A., 43,70 % ; E., 12 416.* – François Mitterrand, *6 288 (50,64) ; Jacques* Chirac, 6 128 (49,36).

NOUVELLE-CALÉDONIE

Les reports de voix n'ont pas connu d'accrocs majeurs au sein de la droite de Nouvelle-Calédonie puisque M. Chirac récupère les suffrages qui s'étaient portés au pre*mier tour sur Édouard Balladur,* Philippe de Villiers et Jean-Marie Le Pen. Quant à M. Jospin, s'il enregistre ses meilleurs résultats en milieu kanak, il n'a pas bénéficié de la mobilisation de l'électorat indépendantiste dont avait profité François Mitterrand en 1981. Son score semble plutôt témoigner de la reconstruction d'un pôle de gauche débarrassé de ses connotations séparatistes.

I., 103 510 ; V., 66 868
A., 36 642 (35,39 %) ; E., 64 620.

Jacques Chirac	47 884	74,10
Lionel Jospin	16 736	25,89

1er tour. – *I., 103 568 ; V., 60 923 ; A., 41,18 % ;* E., 59 283. – Jacques Chirac, 25 473 (42,97) ; Edouard Balladur, 15 747 (26,56) ; Lionel Jospin, 9 413 (15,88) ; Jean-Marie Le Pen, 4 845 *(8,17) ; Philippe de Villiers, 1 097 (1,85) ;* Dominique Voynet, 1 020 (1,72) ; Arlette Laguiller, 892 (1,50) ; Robert Hue, 411 (0,69) ; Jacques Cheminade, 385 (0,65).

1988. – *I., 88 223 ; A., 38,46 % ; E., 54 223.* – Jacques Chirac, 49 027 (90,42) ; François Mitterrand, 5 196 (9,58).

RÉUNION

Comme en 1974 et 1981, les Réunionnais ont voté à contre-courant de la métropole. M. Jospin devance *M. Chirac de près de 12 points mais* sans retrouver le potentiel de M. Mitterrand lors du scrutin de *1988. Il* arrive en tête dans toutes les grosses communes, à l'exception de celle du Tampon, dirigée par le député (République et liberté) André Thien Ah Koon. Le Parti communiste réunionnais (PCR) lui a fait pleinement bénéficier de ses reports de voix alors qu'il avait laissé la liberté de vote au *premier tour, le 23 avril entre* MM. Chirac, Jospin, Hue et Mme Voynet.

I., 371 416 ; V., 276 965
A., 94 451 (25,42 %) ; E., 267 987.

Lionel Jospin	150 273	56,07
Jacques Chirac	117 714	43,92

1er tour. – *I., 371 633 ; V., 237 154 ; A., 36,19 % ;* E., 226 755. – Jacques Chirac, 79 767 (35,16) ; Lionel Jospin, 68 839 (30,36) ; Edouard Balladur, 30 684 (13,53) ; Robert Hue, 23 907 (10,54) ; Jean-Marie Le Pen, 6 555 (2,89) ; Arlette Laguiller, 5 491 (2,42) ; Philippe de Villiers, 5 048 (2,23) ; Dominique Voynet, 4 322 (1,91) ; Jacques Cheminade, 2 142 (0,94).

1988. – *I., 292 827 ; A., 20,44 % ; E., 229 096.* – François Mitterrand, 137 993 (60,23) ; *Jacques* Chirac, 91 103 (39,77).

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

Comme de coutume, le candidat de droite l'emporte à Saint-Pierre-et-Miquelon où l'on affectionne le vote légitimiste.

M. Chirac peine toutefois à se hisser au-dessus de son score de 1988 et reste en-deçà du capital de Valéry *Giscard d'Estaing de 1981.*

De son côté, M. Jospin a plus profité que son *concurrent du regain de* mobilisation de ce second tour. Le candidat socialiste n'est pas allé toutefois jusqu'à récupérer la totalité du potentiel mitterrandiste de 1988.

I., 4 487 ; V., 2 996
A., 1 491 (33,22 %) ; E., 2 867.

Jacques Chirac	1 745	60,86
Lionel Jospin	1 122	39,13

1er tour. – *I., 4 489 : V., 2 577 ; A., 42,59 % : E.,* 2 449. – *Jacques Chirac, 832 (33,97) ; Edouard* Balladur, 575 (23,48) ; Lionel Jospin, 424 (17,31) ; *Jean-Marie Le Pen, 184 (7,51) ;* Arlette Laguiller, 157 (6,41) ; Robert Hue, 117 (4,78) ; Dominique Voynet, 82 (3,35) ; Philippe de Villiers, 68 (2,78) ; Jacques Cheminade, 10 (0,41).

1988. – *I., 4 422 : A., 28,29 % ; E., 2 962.* – Jacques Chirac, 1 665 (56,21) ; François Mitterrand, 1 297 (43,79).

POLYNÉSIE FRANÇAISE

Franchement giscardienne en 1981 avant d'être timidement mitterrandienne en 1988, la Polynésie française rebascule à droite. La performance de M. Chirac – 60 % – est toutefois assombrie par de très mauvais reports de voix à droite, la moitié environ des électeurs de M. Balladur *s'étant reportés vers M. Jospin.*

I., 122 775 ; V., 63 153
A., 59 622 (48,56 %) ; E., 61 374.

Jacques Chirac	37 428	60,98
Lionel Jospin	23 946	39,01

1er tour. – *I., 122 783 ; V., 61 732 ; A., 49,72 % ;* E., 59 880. – Jacques Chirac, 30 917 (51,63) ; Edouard Balladur, 14 925 (24,92) ; Lionel Jospin, 7 494 (12,52) ; Jean-Marie Le Pen, 1 866 (3,12) ; Philippe de Villiers, 1 607 (2,68) ; Arlette Laguiller, 978 (1,63) ; Dominique Voynet, 922 (1,54) ; Robert Hue, 738 (1,23) ; Jacques Cheminade, 433 (0,72).

1988. – *I., 107 962 ; A., 40,61 % ; E., 63 131.* – François Mitterrand, 34 386 (54,47) ; Jacques *Chirac, 28 745 (45,53).*

WALLIS-ET-FUTUNA

M. Chirac s'impose à Wallis-et-Futuna *mais subit une légère déperdi*tion des voix balladuriennes du premier tour. Surtout, ce scrutin consacre la fin de l'« exception wallisienne » qui voulait que l'archipel plébiscite le candidat censé incarner la fidélité à la mère patrie.

Le score de M. Jospin – sans précédent pour un candidat de gauche – prouve que les Wallisiens et Futuniens ne constituent plus un électo*rat captif* pour le PS. Il faut probablement voir là l'émergence d'une *nouvelle génération s'affranchissant* de certaines pesanteurs coutumières.

I., 7 058 ; V., 5 614
A., 1 444 (20,45 %) ; E., 5 580.

Jacques Chirac	3 086	55,30
Lionel Jospin	2 494	44,69

1er tour. – *I., 7 063 ; V., 5 319 ; A., 24,69 % ; E.* 5 298. – Jacques Chirac, 2 306 (43,53) ; Lionel *Jospin, 1 583 (29,88) ; Edouard Balladur,* 1 155 (21,80) ; Jean-Marie Le Pen, 64 (1,21) ; Jacques Cheminade, 46 (0,87) ; Arlette Laguiller, 46 (0,87) ; Dominique Voynet, 37 (0,70) ; Robert Hue, 32 (0,60) ; Philippe de Villiers, 29 (0,55).

1988. – *I., 8 315 ; A., 22,89 % ; E., 6 387.* – Jacques Chirac, 4 693 (73,48) ; François Mitterrand, 1 694 (26,52).

FRANÇAIS VIVANT HORS DE FRANCE

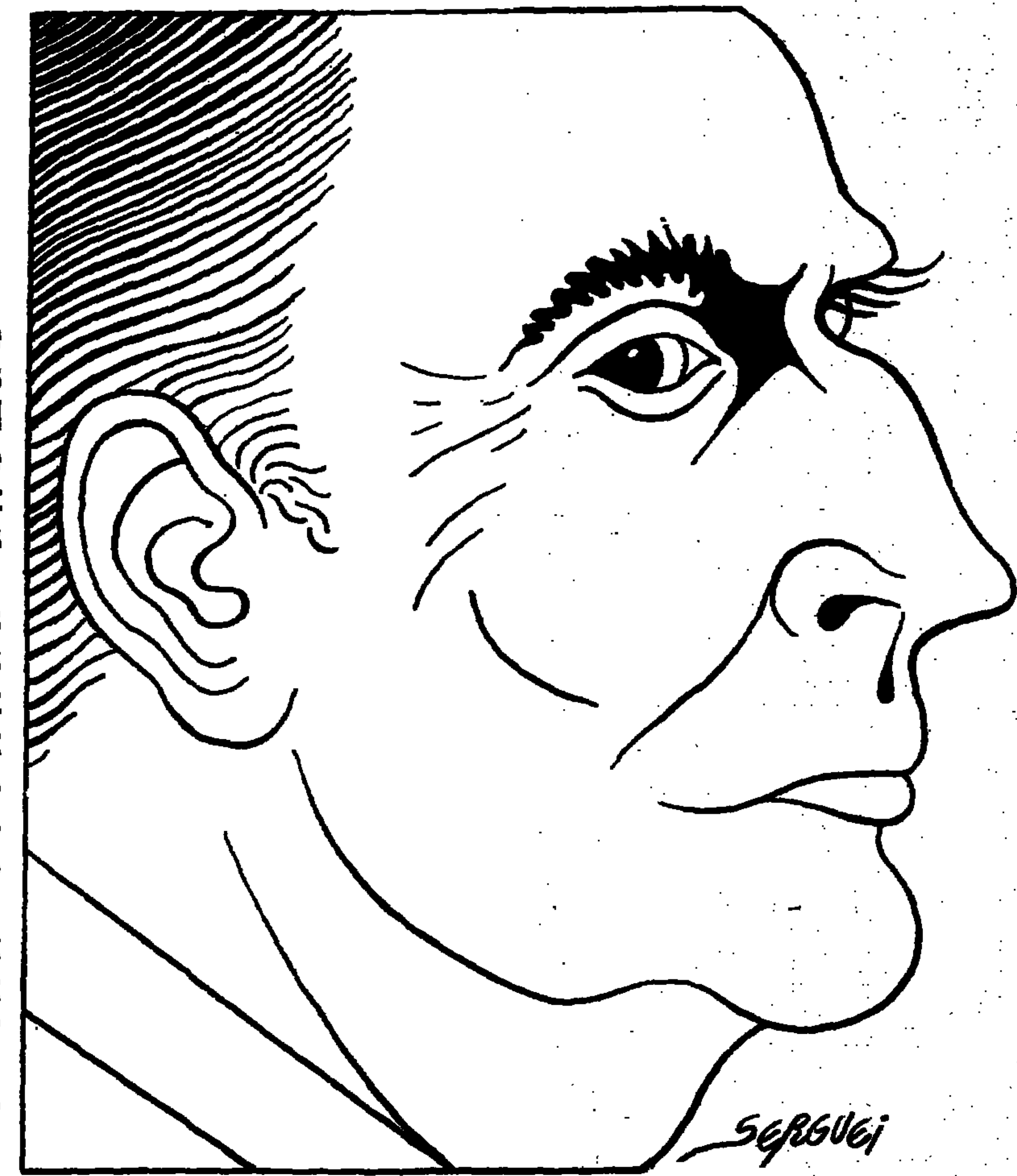
La stabilité prévaut chez les Français de l'étranger, qui ont une nouvelle fois voté majoritairement pour le candidat de droite. M. Chirac recule cependant d'un point et demi par rapport à 1988. M. Jospin a su attirer sur son nom davantage de suffrages que les seules voix de gauche du premier tour.

I., 245 317 ; V., 130 032
A., 115 285 (46,99 %) ; E., 127 387.

Jacques Chirac	74 596	58,55
Lionel Jospin	52 791	41,44

1er tour. – *I., 245 322 ; V., 124 800 ; A.,* 49,13 % ; E., 123 595. – Jacques Chirac, 41 374 (33,48) ; Lionel Jospin, 32 699 (26,46) ; Edouard Balladur, 29 627 (23,97) ; Jean-Marie Le Pen, 6 368 *(5,17) ; Dominique Voynet, 5 189 (4,20) ;* Arlette Laguiller, 2 924 (2,37) ; Philippe de Villiers, 2 725 (2,20) ; Robert Hue, 2 122 (1,72) ; Jacques Cheminade, 547 (0,44).

1988. – *I., 162 496 ; A., 35,09 % ; E., 103 987.* – Jacques Chirac, 62 506 (60,11) ; François Mitterrand, 41 481 (39,89).



Pendant que François Mitterrand assume jusqu'au bout les devoirs de sa charge, ses collaborateurs vivent intensément leurs derniers jours à l'Elysée, avec un pincement au cœur et l'envie de ne pas penser à « l'après »

Fin de saison à l'Elysée

LA démarche un peu raide d'un garde républicain. Des visiteurs qui s'attardent et font crisser le gravier de la cour d'honneur. Des dossiers empilés pour les Archives nationales, à l'intérieur de gros cartons ou de vastes corbeilles en osier. C'est une fin de saison à l'Elysée. *Une saison longue de quatorze* printemps dont le solstice est un pouvoir couchant. *« Le compte à rebours a commencé en septembre 1992, après la première opération du président puis la défaite de la gauche aux législatives »*, se souvient le secrétaire général Hubert Védrine. Ensuite s'est enchaînée la litanie des actes ultimes : le dernier 14 juillet, le dernier 11 novembre, les derniers voeux aux Français, le dernier conseil européen, le dernier concert des demoiselles de la Légion d'honneur, le dernier conseil des ministres, le dernier muguet, en attendant le dernier 8 mai qui, avec les cérémonies de Londres, Paris, Berlin et Moscou, épuisera définitivement l'agenda du chef de l'Etat. *« Depuis un an, on vit jour après jour le dernier quelque chose »*, remarque Michel Charasse.

Mais dans ce palais où les horloges sonnent chaque heure et demi-heure, tous ne ressentent pas la même fuite du temps. Pour Jean Musitelli, porte-parole, l'impression d'achèvement s'est insinuée à la mi-février, lors de la déclaration de candidature d'Edouard Balladur. *« On peut considérer qu'à ce moment le gouvernement n'a plus gouverné. Les ordres du jour des conseils des ministres étaient vides ; il n'y avait plus de grand projet à pousser. Dans ce contexte de mise en sommeil, de gel et de prudence, le président de la République a manifesté sa volonté d'être un point fixe pour les Français. »*

Attaqué par la maladie, François Mitterrand ne s'est pas laissé dominer par elle. Malgré les moments de souffrance nécessitant soins et repos, il s'est efforcé de remplir jusqu'au bout les devoirs de sa charge. Pas une fois il n'aura esquivé un entretien avec le premier ministre ou avec MM. Juppé et Léotard, ses principaux interlocuteurs au gouvernement. Certes, il y a eu des jours « sans », le président ne quittant guère ses appartements privés et communiquant alors avec ses collaborateurs par téléphone. *« La maladie change tout*, estime Robert Badinter. *Il y a une sorte de tristesse due à son état physique et cela colore la campagne de morbidité. »* Le chef de l'Etat a parfois dû renoncer à nombre de ses plaisirs, les longues promenades sur les quais, les survols gourmands de la France campagnarde en hélicoptère, accompagné d'amis choisis, tous ces élans de *« liberté sauvage »* qui donnaient à François Mitterrand ce don – faussement dilettante – de n'être jamais exactement où on l'attendait. Mais, comme le note Bernard Latarget, son conseiller culturel, le président s'est rendu, sans y être obligé, à l'exposition « Carthage » du Petit Palais, au Salon de printemps du quai Branly ou encore à l'exposition Muzic.

FRANÇOIS MITTERRAND, limité moins par la maladie que par les marges rétrécies de la cohabitation, s'est montré présent à tous les rendez-vous internationaux. Entre octobre et décembre 1994, alors que son traitement le malmenait, il a accumulé les sommets franco-espagnol de Foix, franco-africain de Biarritz (un mauvais souvenir pour ses collaborateurs, qui voyaient les palabres s'éterniser et le président souffrir...), franco-allemand de Bonn, puis franco-italien d'Aix.

« Il a tiré de lui une énergie surhumaine pour faire face. Cela ne nous a portés ni à la mélancolie ni aux états d'âme », observe Jean Musitelli. Et voilà comment s'est cristallisé chez les proches du chef de l'Etat ce surcroît de respect pour un homme luttant contre le mal et la rumeur – un autre mal –, déjouant les pronostics et affichant autant que possible sa sérénité devant le travail achevé. *« Il a fallu alerter la COB* [Commission des opérations de Bourse] *car on spéculait sur sa mort »*, rappelle son « sherpa » Anne Lauvergeon. Hubert Védrine veut s'en tenir aux paroles du président à sa première sortie de l'hôpital Cochin : *« Un honorable combat à mener contre soi-même. »*

Homme secret, François Mitterrand n'a guère confié ses états d'âme. On ressent chez lui la satisfaction d'avoir inscrit la gauche dans l'Histoire, tant la brièveté de ses passages au pouvoir (en 1936, à la Libération) l'a toujours taraudé. L'anniversaire de la Mutualité, l'exposition de Versailles sur la vie parlementaire, l'inauguration d'une université, le transfert au Panthéon des cendres de Pierre et Marie Curie – il tenait absolument à accomplir ce geste –, toutes ces manifestations ont permis au président de semer *« des petits cailloux blancs »*, selon le mot de M. Musitelli. La foi dans la science, l'esprit de curiosité, l'attachement au *« contrat social français »*, l'Europe et encore l'Europe, une des pièces maîtresses de sa pensée et de son action.

Combien de fois, avec le chancelier allemand Helmut Kohl, s'est-il donné comme impératif de relancer la construction européenne tant que l'un et l'autre seraient au pouvoir, conscients d'appartenir à une génération marquée par la mystique de l'après-guerre. *« Jusqu'à la fin, il a voulu que le processus européen soit irréversible »*, commente le général Christian Quesnot, son chef d'état-major.

Sur ce terrain, le président le sait, le dernier mot n'a pas été dit. Aussi a-t-il écrit des fragments sur la réunification allemande et le sort du Vieux Continent, avec l'idée qu'une Europe forte peut changer la face du monde. Ecrire ? Avec la fin du pouvoir resurgit, malgré la maladie, cette tentation à moitié inassouvie de François Mitterrand. On ne saurait voir en lui le Simon Bolivar dépeint par Gabriel Garcia Marquez dans *Le Général dans son labyrinthe*, dictant, d'après la légende, plus de dix mille lettres au soir de son règne et de sa vie. Pas de frénésie graphomane chez le président. Plutôt un sentiment de plénitude, l'envie de s'en remettre au jugement de l'Histoire.

Et pourtant... Les deux *Verbatim* de Jacques Attali, l'ouvrage de Pierre Péan sur sa jeunesse, les confidences faites à Laure Adler pour son livre *L'Année des adieux* et surtout les entretiens avec Elie Wiesel *(Mémoire à deux voix)*, sous l'impulsion de l'éditrice Odile Jacob, ce sont là autant de besoins de dire et de témoigner par personnes interposées, faute de mieux, faute de temps. *« Pour ce livre*, raconte Odile Jacob, *le président a repris sa plume et il a retrouvé le plaisir de l'écriture. Il y a travaillé seul, tous les jours de janvier. C'était comme s'il réapprenait la musique après une longue interruption. Il n'avait rien écrit depuis 1978 avec* L'Abeille et l'architecte. *»*

Le président « a tiré de lui une énergie surhumaine pour faire face. Cela ne nous a portés ni à la mélancolie ni aux états d'âme »

AU moment de rassembler ce qu'il est et ce qu'il fut, François Mitterrand se penche plus qu'à l'ordinaire sur Jarnac (Charente), la maison de sa grand-mère, *« ses matrices affectives »*, précise Jean Musitelli, des lieux qu'il veut encore honorer en sa qualité de président.

Restent les points sombres du passé, de sa jeunesse. S'il se sent injustement attaqué, il ne daigne pas répondre. A propos de René Bousquet, il s'enferme dans un code de l'honneur qui lui est propre, refusant de porter un jugement définitif sur un homme à présent disparu. A Pierre Péan, reçu le 7 février, il se plaindra que son livre *Une jeunesse française* lui ait plutôt *« porté tort »*. *« Il nous a manqué un entretien au fond sur Bousquet*, a-t-il confié au mémorialiste de ses jeunes années. *Cela donne du personnage une image trop favorable. »*

Qu'en sera-t-il de la sienne qu'il s'ingénie à sculpter depuis deux ans, à travers une mise en scène mêlant l'emphase à la sobriété. *« J'ai été surpris de voir cet homme qui chancelle insister pour évoquer ce qui resterait après lui »*, témoigne Bernard Pivot, après son émission « Bouillon de culture » centrée, à la demande du président, sur les grands travaux. En François Mitterrand, Hubert Védrine voit une sorte de sage de l'Antiquité, *« sans romantisme ni méli-mélo »*. Anne Lauvergeon parle d'un Cincinnatus qui reviendra à son sillon, une fois le pouvoir évanoui. Parce qu'il aime le cinéma, le conseiller diplomatique Jean Levy décrit une fin à la Visconti ; un siècle s'achève ; un homme qui a occupé pendant cinquante ans le devant de la scène politique part au moment de la célébration de la victoire alliée. Et cet homme est malade. Chargé d'organiser *« cette superproduction »* (50 chefs d'Etat seront à Paris le 8 mai), Jean Levy n'ose citer *Le Crépuscule des dieux*. Le général Quesnot, qui restera ici jusqu'à l'arrivée du nouveau président (*« Je dois lui donner des informations et des déclics en matière nucléaire. »*) met le doigt sur la dimension nostalgique de l'instant, *« la conjonction de la fin d'un règne et de la fin d'un homme »*.

Mais, pour l'heure, on s'active pour que, malgré la maladie, malgré la cohabitation, *« la présidence de la République soit respectée jusqu'à la dernière minute »*. En matière de politique étrangère, à l'approche de la conférence européenne de Cannes et du sommet du G7 à Halifax (Canada), l'Elysée a tenu à informer les trois grands candidats (MM. Balladur, Chirac et Jospin) des options prises. Sous l'autorité d'Hubert Védrine, les conseillers diplomatiques Jean Levy et Jean Vidal ainsi qu'Anne Lauvergeon ont préparé une *« plate-forme républicaine »*, en concertation avec les possibles successeurs de François Mitterrand. *« Pour la première fois, les choses vont se passer normalement*, se réjouit Michel Charasse. *Il y aura une continuité de l'Etat. »* Pas de dossier escamoté, pas de querelles mesquines. La transition se fera *« à l'américaine »*, comme lorsque les équipes du président sortant travaillent avec celles du nouvel élu. Une situation inédite pour les collaborateurs de M. Mitterrand. Avant eux, jamais les hommes du président n'avaient pu se préparer à la cérémonie des adieux. De Gaulle était parti en silence un jour de fâcherie avec les Français, en avril 1969. La maladie qui emporta brutalement Georges Pompidou prit son entourage au dépourvu. Dans les deux cas, rappelle Michel Charasse, *« Alain Poher trouva la maison vide ! »*. Et en 1981 M. Giscard d'Estaing affichait une telle certitude de réélection que ses collaborateurs quittèrent les lieux dans une ambiance empoisonnée, peu propice au passage du relais. Officiellement, l'Elysée n'est pas intervenu dans la campagne de Lionel Jospin. M. Védrine a cependant centralisé les demandes de son état-major, et de nombreuses notes techniques sont parvenues à l'équipe du candidat socialiste. *« Nous avons fait de la sous-traitance »*, sourit Jean Musitelli.

BIENTÔT, certains collaborateurs rejoindront leur corps d'origine, le Conseil d'Etat ou la préfectorale. D'autres partiront, si ce n'est déjà fait, vers de nouveaux horizons (comme Bruno Delaye, ancien directeur de la cellule Afrique, nommé ambassadeur à Mexico). D'autres encore entameront une carrière dans le privé, comme Mme Lauvergeon. *« Mais quand on est ici, on est ici ! »*, lance la jeune femme, marquant encore la réticence commune à évoquer « l'après ». Bien sûr, les conseillers ressentent un gros pincement depuis un mois. Au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle, après la réunion économique et sociale du lundi, un coup de déprime a gagné les rangs, soigné par un déjeuner où l'on s'est promis de se revoir. *« Depuis un an, il n'y a plus de compétition entre les gens*, observe Michel Charasse. *Il règne un climat amical. »* Alors chacun s'est mis à classer papiers et dossiers. *« Je suis resté là pendant quatorze ans*, confesse M. Charasse. *Même à l'époque de mon activité gouvernementale, j'avais gardé un bureau. Ça fait beaucoup d'archives... »*

Entré à l'Elysée en 1988, Jean Levy a vu le monde changer sous ses yeux. *« Une tranche de vie énorme »* : les tournées dans le Pacifique sud, la crise chinoise, l'écroulement des démocraties populaires, la guerre du Golfe, les deux présidences françaises de l'Europe. Jusqu'à la veille du départ, il aura adressé au chef de l'Etat télégrammes et projets de lettres, il aura suivi les passes d'armes en Tchétchénie, en Bosnie, au Proche-Orient. Sans oublier la renégociation du traité de non-prolifération nucléaire, que le président veut rendre universel et vérifiable. A toutes les notes de ses collaborateurs, inlassablement, M. Mitterrand aura répondu d'un simple *« vu »* ou par des observations plus détaillées. Les textes revenant de la présidence sont en général raccourcis, clarifiés, pesés au mot près. A tout moment, le chef de l'Etat peut étonner ses conseillers en évoquant un sujet ancien auquel il n'avait pas semblé prêter attention. *« Il a une mémoire pathologique »*, résume Bernard Latarget. Et une capacité intacte à *« recycler l'imprévu »*. Mercredi 3 mai en fin de matinée, sollicité par Roger Hanin et Georges-Marc Benamou, il a décidé de saluer la mémoire du jeune Marocain assassiné. Anne Lauvergeon a annulé en hâte un déjeuner. Une heure avant la manifestation antiraciste, François Mitterrand jetait à la Seine quelques brins de muguet.

Dans la petite rue de l'Elysée qui jouxte le palais, la fenêtre du bureau de Jean Levy est ouverte. On entend le piétinement des gardes républicains, le ballet feutré des autos. D'ici peu, le conseiller diplomatique partira comme consul général à Sao Paulo. A ses yeux, *« la dernière satisfaction du président sera de laisser la place à un socialiste »*.

Eric Fottorino
(Lundi 8 mai.)

DÉMONSTRATION La commémoration à Moscou de la victoire sur le nazisme, *mardi 9 mai*, a fourni aux dirigeants du Kremlin l'occasion de se livrer à une spectaculaire démonstration de force. Ce qui augurait mal de la rencontre, prévue pour mercredi, entre Boris Eltsine et Bill Clinton. ● LUNDI 8 MAI, à Berlin, François Mitterrand a prononcé son dernier grand discours en tant que président de la République. Il a délivré un hymne passionné à l'Europe et à la réconciliation franco-allemande ● A PARIS, cinquante-trois chefs d'Etat ont assisté à un défilé qui a permis la première rencontre entre François Mitterrand et son successeur, Jacques Chirac ● LES CÉRÉMONIES avaient commencé le 6 mai à Londres, sur la pelouse de Hyde Park. A quatre-vingt-quatorze ans, la reine mère, qui a prononcé une brève allocution, reste, aux yeux des Britanniques, le symbole de la résistance de leur pays à l'Allemagne nazie.

Le sommet de Moscou est marqué par un regain d'intransigeance du Kremlin

Des unités participant à l'intervention en Tchétchénie ont défilé le 9 mai dans la capitale russe. Les critiques voilées des Occidentaux sont passées inaperçues

MOSCOU
de nos envoyés spéciaux

Le quatrième sommet entre Bill Clinton et Boris Eltsine, *qui s'est* ouvert mardi 10 mai à Moscou, aurait pu ne pas avoir lieu. En tout cas, *pas dans la foulée des* grandioses et martiales célébrations russes du « *cinquantenaire de la victoire* ». En décidant d'assister à celles-ci, malgré une indignation croissante aux Etats-Unis face aux multiples signes de « durcissement » de la Russie, le président américain a fait le pari que le Kremlin saura récompenser son choix par des concessions. En évitant, par exemple, d'intensifier les bombardements en Tchétchénie dès le départ de Moscou de M. Clinton ou en incluant des phrases rassurantes dans les communiqués communs, notamment sur la sécurité européenne, liée aux projets d'élargissement de l'OTAN.

Mais la première journée du séjour moscovite de Bill Clinton a surtout donné l'impression que le Kremlin campe plus que jamais sur ses positions, alors que ses partenaires en sont réduits à jouer la politique de l'autruche. Bill Clinton, de même que les autres dirigeants occidentaux venus mardi à Moscou, a marqué son hostilité à la guerre en Tchétchénie par son absence à une des cérémonies du jour, la grande parade militaire qui se déroulait à l'ouest de Moscou, la première du genre depuis cinq ans dans la capitale russe.

Clinton ne pouvait pourtant qu'entendre, depuis son hôtel, le bruit assourdissant des soixante-dix-neuf avions (notamment des Su-25 utilisés en Tchétchénie) qui y prenaient part, avant d'emprunter l'avenue Koutouzov, au macadam défoncé par le passage de deux cent quarante chars, blindés et lance-missiles de tous genres appartenant, entre autres, à des divisions qui « *participent au rétablissement de l'ordre constitutionnel en Tchétchénie* ».

Dès la parade finie, le président américain et John Major arrivaient sur les lieux où elle s'était déroulée pour inaugurer avec Boris Eltsine le Musée de la Victoire, construit sur le mont des Révérences. Et pour écouter l'allocution du ministre de la défense, Pavel Gratchev.

Après avoir rendu hommage aux vétérans, comme chaque intervenant de la journée, le général Gratchev a affirmé que si la séparation « *rigide* » du monde en deux blocs appartenait au passé, des conflits régionaux étaient capables de « *dégénérer en guerre de grande envergure* », obligeant la Russie à « *renforcer et renouveler qualitativement ses forces armées* ».

Bill Clinton et John Major avaient assisté auparavant à la parade de 4 500 vétérans sur la place Rouge. Boris Eltsine, toujours suivi de Pavel Gratchev, prononça un discours de dix minutes, affirmant qu'il ne « *permettra pas* » que renaissent « *les germes du fascisme* ». Mais après les cadets et les vétérans, émouvants dans leur défilé, la main dans la main, sont apparues trois petites unités appartenant à diverses « forces spéciales » de l'armée engagées en Tchétchénie. Les Américains ont choisi de ne rien voir : le conseiller de M. Clinton pour les affaires de sécurité, Anthony Lake, a assuré qu'il était « *satisfait* » du défilé et que les Russes avaient respecté leurs engagements. Pour des raisons différentes, au moins sur le plan protocolaire, le chancelier Kohl et le président Mitterrand n'ont participé ni à l'un ni à l'autre de ces défilés...

Boris Eltsine n'a pas paru en tenir rigueur à Helmut Kohl, avec qui il a eu un entretien (de même qu'avec John Major) : « *Le chancelier n'est pas aussi dur que les Américains sur la question du contrat nucléaire entre la Russie et l'Iran, ainsi que sur le problème tchétchène* », a affirmé M. Eltsine, cité par l'agence Tass. Mais c'est entre Londres et Moscou que les choses se passent, apparemment, le mieux. Selon un conseiller diplomatique du Kremlin, Boris Eltsine et John Major ont constaté, durant leur entretien, « *qu'aucun problème sérieux n'affecte leurs relations* ».

Boris Eltsine saura-t-il gré à Bill Clinton lui-même d'être venu ? Le président américain a évité, mardi, toute référence à la Tchétchénie lors de ses interventions publiques. Mais aussi en privé : « *Avec Bill Clinton, nous n'avons pas encore parlé sérieusement* », a confié Boris Eltsine à l'agence Tass. Les choses sérieuses devaient donc débuter mercredi.

Le président américain justifie sa venue à Moscou par la nécessité de rendre hommage aux 26 millions de morts russes de la guerre. Il part donc du principe qu'il y a « *une place et un moment pour tout* », expliquait un responsable américain. La place de la Tchétchénie devait venir, après les entretiens bilatéraux et la conférence de presse commune, mercredi après-midi, lors d'un discours de Bill Clinton à l'université de Moscou.

« *Les Américains ont dit que j'y reconnaîtrais certaines phrases que j'ai dites au président à Washington la semaine dernière* », a indiqué Sergueï Kovalev, toujours délégué pour les droits de l'homme auprès du président Eltsine, même s'il n'a plus accès à ce dernier depuis janvier. M. Kovalev fut reçu, mardi, par Danielle Mitterrand, présidente de France-Libertés, à la résidence de l'ambassade de France. L'ancien dissident voulait encore espérer que la « diplomatie secrète » que les Occidentaux affirment mener pour pousser le Kremlin à négocier en Tchétchénie pourra porter ses fruits. Mais sans grandes illusions.

CORTÈGE DE NOSTALGIQUES

Les Américains semblaient avoir compris, mardi, que Moscou n'a l'intention ni de changer de politique en Tchétchénie ni de renoncer à son contrat nucléaire avec l'Iran. L'espoir de conciliation porte donc sur la formulation du communiqué sur les problèmes de sécurité. Il pourrait traduire un accord aux termes duquel Washington n'insisterait pas trop sur l'élargissement de l'OTAN avant juin 1996, date théorique de l'élection présidentielle en Russie, quitte à en parler un peu plus tard, avant l'élection présidentielle américaine, selon l'hypothèse avancée par un haut diplomate occidental.

Ce qui ne serait guère plus cynique, de la part des membres de l'OTAN, que de vouloir paraître préoccupés par le sort futur des peuples d'Europe centrale. Mais « *la Tchétchénie ne risque pas d'être admise dans l'OTAN et les Tchétchènes se retrouveront seuls après le départ de Bill Clinton* », concluait triomphalement la semaine dernière un éditorial de *Segodnia (Aujourd'hui)*, un grand quotidien russe « libéral ».

La foule moscovite, qui avait profité de ce premier vrai jour de soleil pour envahir les rues de la capitale, n'a pas été tenue au courant de ces péripéties diplomatiques, les médias faisant l'impasse sur cet aspect du débat. Le matin, on avait pu voir un cortège, évalué à trente mille personnes, défiler dans les principales artères de Moscou, drapeaux rouges et portraits de Staline en tête.

Quelques pancartes dénonçaient dans un même opprobre nazisme et sionisme, ce qui montrait, une fois encore, que communistes et nationalistes antisémites continuent de se côtoyer. Le dirigeant ultranationaliste Vladimir Jirinovski s'est montré dans plusieurs endroits de la ville revêtu de son tout nouvel uniforme de colonel de réserve. Il doit cette promotion récente officiellement « *aux services rendus à l'armée russe* ». Services qui se limitent à un appui sans faille à l'intervention en Tchétchénie.

Sophie Shihab et Luc Rosenzweig
(Jeudi 11 mai.)

M. Mitterrand célèbre à Berlin la « victoire de l'Europe contre elle-même »

BERLIN
de notre envoyé spécial

Ni fête populaire comme à Londres ni martial défilé comme à Paris, l'étape berlinoise de commémoration de la victoire contre le nazisme était empreinte de sérieux et de recueillement. Dans cette ville où jadis les plus grands maîtres de la philosophie et de l'histoire élaborèrent et propagèrent leur pensée, ennemis d'hier et amis d'aujourd'hui se sont livrés lundi 8 mai à une réflexion sur le sens d'un demi-siècle d'histoire au cours d'une « cérémonie d'Etat » au Schauspielhaus, chacun traçant dans son style une perspective pour le futur.

Tour à tour, Roman Herzog, le président de la RFA, le premier ministre britannique, John Major, le chef du gouvernement russe, Viktor Tchernomyrdine, le vice-président américain, Al Gore, et enfin François Mitterrand se sont adressés à un public trié sur le volet.

L'intervention du président français était la plus attendue. Elle avait, pour tous les partenaires de François Mitterrand sur la scène internationale, valeur de testament. Improvisant en grande partie un discours de huit minutes, parlant d'une voix assurée malgré une visible fatigue, François Mitterrand n'a pas déçu son auditoire.

Sa réflexion entremêlait le bilan d'une vie, la sienne, l'histoire d'un continent, l'Europe : « *Je crois être, parmi vous, l'un des rares à avoir vécu cette deuxième guerre mondiale comme soldat. Il est intéressant peut-être de savoir ce que pouvait penser un jeune homme de vingt-cinq ans. Bataille perdue d'abord, bataille gagnée ensuite. Contre qui et pour quoi ? Toutes ces questions se posaient* », explique-t-il d'entrée, se replaçant dans la situation psychologique qui fut la sienne il y a cinquante ans, celle du doute sur le chemin à suivre, dans un temps où « *Hitler semblait être le maître du monde pour mille ans* ».

La nécessité de la réconciliation franco-allemande s'est, dit-il, imposée à ce jeune homme très tôt, bien avant que les pères de l'Europe communautaire n'en fissent le moteur de leur action politique. C'est dans le camp de prisonniers de Thuringe, où il était enfermé, que l'espoir lui est venu : « *Dans la solitude d'une prison, après avoir perdu tout, jusqu'à mon identité, comment espérer ? Eh bien, j'ai repris espoir parce que j'ai connu des Allemands. Ils étaient quelquefois mes gardiens (...), c'était une partie de votre peuple qui échappait au commandement, aux directives, aux enthousiasmes fallacieux.* » Pas une fois, dans son propos, le président français ne fit allusion au général de Gaulle, alors que ses homologues rendaient un hommage appuyé aux « *grands hommes* » de l'alliance antifasciste et, quand ce n'était pas possible, comme dans le cas du chef du gouvernement russe, aux soldats de la victoire.

Pour François Mitterrand, la rencontre franco-allemande de ce dernier demi-siècle est cette « *étrange, belle et forte aventure de ces peuples frères auxquels il aura fallu plus d'un millénaire pour s'admettre (...), pour revenir ensemble à leurs propres sources* ».

La conjoncture politique nouvelle surgie en France avec l'élection de Jacques Chirac n'a pas manqué de susciter outre-Rhin quelques interrogations sur le chemin qui sera désormais suivi à Paris en matière de construction européenne. François Mitterrand s'est employé à rassurer ses partenaires. « *La politique européenne sera poursuivie après moi, comme elle avait commencé avant moi, peut-être pas de la même façon – l'Histoire oblige, l'Histoire commande* », a-t-il ajouté.

« SOLDATS COURAGEUX »

François Mitterrand ne s'est pas contenté de délivrer aux Allemands un message destiné à les éclairer sur la signification de son action passée. Il s'est, dans les ultimes paroles qu'il leur adressait, quelque peu immiscé dans le débat que traverse l'opinion allemande à l'occasion de ces commémorations. « *Je ne suis pas venu souligner la défaite parce que j'ai su ce qu'il y avait de fort dans le peuple allemand, ses vertus, son courage. Et peu m'importe son uniforme, et même l'idée qui habitait ces soldats qui allaient mourir en si grand nombre. Ces soldats étaient courageux, ils acceptaient la perte de leur vie, pour une mauvaise cause, mais ils aimaient leur patrie.* » Etrange propos faisant du courage et de l'amour de la patrie l'instrument de la rédemption collective et individuelle. Il y avait dans cet exorde mitterrandien peut-être une clé permettant d'expliquer son propre destin...

Un propos, en tout cas, qui a des chances de trouver un écho en Allemagne. Défaite ou libération ? Le président fédéral Roman Herzog estime ce débat « *peu fructueux* », préférant célébrer cette journée comme celle de la « *porte ouverte sur l'avenir* ». Alors que le message de Helmut Kohl, rendu public le *7 mai, avait créé quelque irritation*, notamment dans la communauté juive, en mettant sur le même plan de « *l'incommunicable* » les souffrances des victimes de la Shoah et celles des réfugiés allemands chassés de leurs terres, le discours d'une haute tenue du président fédéral devrait, lui, contribuer à rassurer ceux que l'Allemagne inquiète toujours. « *Les Allemands savent très bien, aujourd'hui peut-être plus encore qu'il y a cinquante ans, que ce sont leurs gouvernements d'alors et beaucoup de leurs pères qui sont responsables de l'Holocauste et de la ruine qui se sont abattus sur les peuples d'Europe. Et la plupart d'entre eux en souffrent encore aujourd'hui. Même si, en même temps, ils n'ont pas oublié leurs propres souffrances.* »

Cette « *victoire de l'Europe contre elle-même* », contre ses divisions, ses déchirements, exaltée par François Mitterrand, nécessite cependant d'être confrontée aux nouveaux défis de l'époque. Ce fut le sens d'une autre intervention, celle de Viktor Tchernomyrdine, qui lança un appel à l'édification d'un « *véritable système paneuropéen de sécurité et de stabilité libéré des blocs* », et de celles de John Major, qui glorifia une société de la raison fondée sur la primauté de l'individu, d'Al Gore, pour qui cinquante ans d'existence d'une démocratie stable et forte en Allemagne justifient que les Etats-Unis disent aujourd'hui, comme le général Eisenhower il y a cinquante ans : « *Mission accomplie !* »

L. R.
(Mercredi 10 mai.)

A Paris, le 14 juillet moins le peuple

Etait-ce pour des raisons de sécurité ? Ou pour éviter que ces célébrations parisiennes du 8 mai ne tournent à une joyeuse farce postélectorale dans la continuation de la fête de la Concorde, la veille ? Toujours est-il que la commémoration officielle de la victoire sur le nazisme à l'Arc de triomphe se résuma en une rencontre de cinquante-trois chefs d'État, de quelques invités triés sur le volet et de la presse, avec 2 500 hommes de troupe défilant en rond autour de la place Charles-de-Gaulle au son de marches militaires.

Les accès à l'Arc de triomphe avaient été condamnés. On était loin de la joyeuse fête populaire de Hyde Park à Londres. Quelques applaudissements dans la tribune des invités accueillirent Edouard Balladur, qui faisait là l'une de ses dernières apparitions publiques comme premier ministre. Le silence, en revanche, se fit lorsque le président de la République parut : c'était son dernier passage devant les troupes au garde-à-vous.

(Mercredi 10 mai.)

Amertume à Varsovie, drapeaux en berne à Riga

Dans les pays baltes et en Pologne, les manifestations ont été teintées par un esprit polémique, étant donné la nature controversée de la date du 8 mai 1945, qui a marqué le passage de l'occupation allemande à celle des Soviétiques. Les présidents letton, estonien et lituanien ont décidé de boycotter les cérémonies de Moscou, et les drapeaux étaient en berne, lundi, à Riga. A Varsovie, le président Lech Walesa a prononcé un discours acerbe : « *Que l'Occident ne soit pas étonné par notre amertume* », a-t-il déclaré, en soulignant que la capitulation de l'Allemagne nazie n'a apporté la liberté qu'à l'Europe occidentale, alors que « *l'ombre d'un empire totalitaire se posait sur la partie orientale* » du continent. En revanche, lors d'une cérémonie organisée au château de Prague, le président tchèque, Vaclav Havel, a appelé ses compatriotes à « *ne pas succomber à des sentiments anti-allemands* », soulignant que « *l'Allemagne d'aujourd'hui est une partie importante de l'Europe démocratique* ». – (AFP, Reuter.)

(Mercredi 10 mai.)

Plus de 150 000 Londoniens ont commémoré le V. E. Day

LONDRES
de notre envoyé spécial

Pour elle, les centaines de vétérans formés en carré sur la pelouse de Hyde Park, bannières au vent et toutes médailles dehors, n'auraient pas hésité à rester encore des heures immobiles sous le soleil de plomb qui illumine Londres en ce jour de V. E. Day, le jour de la victoire en Europe. L'attente est longue, même si l'on a plaisir à écouter tour à tour les cuivres des *horse guards* et les cornemuses écossaises. Lorsqu'elle fait son entrée à la tribune, toute menue, marchant à petits pas et habillée dans un tailleur bleu clair, les anciens combattants et les cent cinquante mille personnes frémissent d'émotion et de reconnaissance. Sa Majesté la reine mère Elizabeth, quatre-vingt-quinze ans au mois d'août, est la véritable héroïne de ces commémorations britanniques. C'est elle qui symbolise le mieux cette époque de sang et de larmes où l'Angleterre sut montrer tant de courage, d'abnégation et de farouche détermination.

Son attitude, aux pires moments du Blitz, est restée gravée dans les mémoires. Son refus de voir la famille royale mise à l'abri hors de Londres, sans cesse menacée par les raids de la Luftwaffe, et ses paroles tenues au moment où le palais de Buckingham fut atteint par les bombes – « *Maintenant, je pourrai regarder les gens de East End* [le quartier populaire le plus atteint de la capitale] *dans les yeux* » – lui assurent pour des générations une place sans égale dans le cœur de ses sujets et concitoyens.

Lorsqu'elle se lève pour adresser quelques mots à ses chers vétérans, bien des mâchoires se serrent, et bien des yeux s'embuent. D'une voix ténue mais limpide, elle appelle à se souvenir « *avec fierté et gratitude de ces hommes et femmes, avec ou sans armes, dont le courage a contribué à nous conduire à la victoire. Que Dieu vous bénisse !* » Le triple hourra qui la salue à la fin de l'ouverture officielle des cérémonies n'avait rien de convenu.

L'autre grande dame de ces jours de liesse populaire est moins connue hors d'Angleterre. Vera Lynn, soixante-dix-huit ans, sans disputer à la reine mère la première place dans le cœur des anciens, est tout de même restée à jamais la « *petite chérie des tommies* » qu'elle fut dans sa carrière de chanteuse populaire pendant la guerre. Les ondes de la BBC et sa présence physique sur les théâtres d'opérations aussi lointains que la Birmanie avaient fait d'elle l'équivalent anglais de Marlene Dietrich.

CRIMES DE GUERRE

Gare à ceux qui s'avisent de toucher aux droits matériels et moraux de ses admirateurs en uniforme ! Lady Vera Lynn – elle a été anoblie après la guerre – est capable de faire reculer le gouvernement lorsque celui-ci ose envisager de revoir à la baisse les dépenses pour la célébration du V. E. Day. Le seul à passer outre son courroux fut le duc d'Edimbourg, qui, raison d'Etat oblige, avait représenté la Grande-Bretagne lors des obsèques de l'empereur du Japon Hirohito, au grand dam des anciens combattants d'Asie. En effet, la célébration de la fin de la deuxième guerre mondiale ne s'arrêtera pas, pour les Britanniques, au V. E. Day. Le blason officiel des cérémonies mentionne aussi le V. J. Day, le jour de la victoire contre le Japon, au mois d'août prochain. Une affaire autrement plus délicate que cette fête du mois de mai, où la présence du chancelier Kohl à la partie officielle et internationale des commémorations n'a heurté que la fraction la plus irréductiblement germanophobe de l'opinion.

Le contentieux entre Londres et Tokyo reste important tant est grande la réticence des dirigeants japonais à reconnaître leurs responsabilités et leurs crimes de guerre. Les tentatives menées ces dernières années pour obtenir un dédommagement, même symbolique, des souffrances subies par les hommes entrés dans la légende grâce au film *Le Pont de la rivière Kwaï* ont pour l'instant échoué.

Face au monde, donc, les Britanniques ont largement réussi leur ouverture de ce jubilé de la victoire. Ils ont présenté aux chefs d'Etat venus à Londres, de l'office à la cathédrale Saint-Paul au show de Hyde Park, l'image d'une nation unie sur l'essentiel.

L. R.
(Mardi 9 mai.)

هكذا من الاصل

Les conservateurs ont subi une déroute aux élections locales en Angleterre

Le Parti travailliste approche ses meilleurs scores historiques

Le scrutin local qui s'est déroulé jeudi 4 mai en Angleterre et au pays de Galles a confirmé la tendance déjà perçue voici un mois en Ecosse : le Parti conservateur au pouvoir n'est désormais plus que *la troisième force politique britannique*, derrière le Parti travailliste et même les libéraux-démocrates. C'est une véritable débâcle pour le premier *ministre John Major, et un premier succès pour le* jeune dirigeant du Labour Party, Tony Blair.

LONDRES
de notre correspondant

La nuit de jeudi 4 à vendredi 5 mai aura sans doute été l'une des plus noires de l'après-guerre pour le Parti conservateur. Il n'a obtenu qu'environ un quart des votes exprimés lors des élections locales de jeudi, tandis que l'opposition travailliste peut se féliciter d'approcher, avec 47 % des voix, ses résultats les meilleurs (49,9 % en 1951). *Les Anglais (à l'exception des Londoniens)* et les Gallois votaient en effet pour élire environ 12 000 conseillers locaux des diverses assemblées, locales et municipales. Ils suivaient les Ecossais qui, le mois dernier, avaient relégué les Tories en quatrième position avec 11 % des voix, très loin derrière le Labour.

Il faudra attendre tard dans la journée de vendredi pour avoir les résultats définitifs de ce scrutin, dans un système de circonscriptions tellement complexe que nombre d'électeurs ont du mal à savoir qui les représente et que d'autres ont voté pour des conseillers qui ne siégeront pas avant avril 1996. Mais, déjà, les résultats obtenus paraissent dépasser les pires craintes des stratèges conservateurs. Jeudi matin, en effet, le quotidien conservateur *Daily Telegraph* publiait un baromètre selon lequel une perte de 500 sièges, sur les 4 000 que les Tories remettaient en jeu, causerait une « *jubilation* » chez John Major, et qu'en perdre 2 000 créerait une « *panique* ». Or ces pertes pourraient approcher les 2 500, reléguant, en termes de nombre de conseillers élus, les conservateurs au troisième rang. Ils seraient non seulement loin derrière le Labour, mais dépassés même par les libéraux-démocrates, qui en gagnant environ 500 sièges, ont fait forte impression.

La déroute est générale. Le parti au pouvoir ne contrôle plus aujourd'hui qu'une vingtaine d'assemblées dispersées à travers le pays. Les conservateurs ont perdu le dernier conseil qu'ils détenaient dans une grande agglomération (à Trafford, dans la banlieue de Birmingham), tandis que l'opposition a fait son entrée en force dans le Sud-Est du pays, cette Angleterre moyenne, traditionnellement « bleue » (la couleur des tories), avec des gains de 15 % à 20 %. En particulier, une ville comme Royal Tunbridge Wells, un des symboles du conservatisme, a désormais une majorité travailliste-libérale.

L'USURE DU POUVOIR

Les conservateurs n'ont pas été à même de trouver des candidats pour tous les sièges à pourvoir, et certains conseillers sortants ont préféré garder dans leur poche leur rosette bleue et faire campagne comme indépendants. Non seulement les libéraux-démocrates, mais aussi les travaillistes ont brisé l'hégémonie conservatrice dans une région qui envoie traditionnellement aux Communes les plus gros bataillons de députés de droite.

L'usure du pouvoir après seize années de conservatisme, les scandales, mais aussi la politique de taxation, les coupes claires dans le budget de l'éducation, la menace de privatiser les chemins de fer, le chômage et surtout l'étalage de ses divisions par le Parti tory expliquent que tant d'électeurs aient voté pour l'opposition. Pour éviter ce phénomène de rejet, les conservateurs espéraient que les électeurs se prononceraient avant tout sur les questions de gestion locale, sur lesquelles ils pensent être mieux armés et plus économes des deniers publics que le Labour. Mais les électeurs ont préféré se prononcer sur la politique nationale et donner une leçon au gouvernement. La reprise de l'économie ne lui aura en rien profité.

Cependant, plus que ce vote de protestation contre un pouvoir qui bat les records d'impopularité, y compris ceux de Margaret Thatcher lors de la controverse sur la Poll Tax, c'est l'« effet Blair » qui apparaît comme la nouvelle donne électorale de ces premières élections à un niveau national depuis que le tandem Tony Blair-John Prescott est arrivé au pouvoir, et quelques jours après la naissance d'un « nouveau Labour » débarrassé de sa symbolique idéologique. M. Blair ne fait plus peur, il est l'homme politique le plus populaire du pays, il inspire confiance à nombre d'électeurs qui jamais, auparavant, n'auraient pensé mettre un bulletin pour le Labour dans l'urne.

« BLUES » DE MILIEU DE MANDAT

Selon une estimation de la BBC, cette poussée des travaillistes se serait traduite – en cas d'élections législatives – par un raz-de-marée rouge et par une majorité de plus de 200 sièges aux Communes, tant a été fort le déplacement des votes. On n'en est pas encore là et, comme le dit M. Prescott, les élections locales ne sont pas des élections générales. D'autant que moins de 40 % des électeurs se sont dérangés.

De tels résultats catastrophiques ne sont pas une bonne nouvelle pour M. Major, même s'ils étaient attendus. Et il n'est pas à exclure que certains députés, en particulier euro-sceptiques ou nostalgiques du thatchérisme, souhaitent contester sa direction d'ici à l'automne. Mais le premier ministre est pourtant, pour le moment, bien plus populaire que son propre parti, avec 22 % d'opinions favorables. Changer de cheval au milieu du gué en faveur d'un homme qui risquerait d'être encore plus impopulaire et alors que leur appareil local est décapité et démoralisé, pourrait se révéler désastreux. Les tories tentent donc de se consoler en voyant dans ce scrutin un vote de protestation, une sorte de « blues » de milieu de mandat, et comptent sur la reprise économique et sur l'habileté de M. Major pour redresser la barque d'ici à 1997.

Mais il faudra pour cela que le premier ministre trouve une stratégie pour contrer l'irrésistible avance de l'« effet Blair » et que son gouvernement cesse d'accumuler les gaffes et les mesures impopulaires. La fermeture récente d'hôpitaux, les économies qui touchent de plein fouet certains services publics, les controverses au sein du cabinet sur de nouveaux impôts alors que l'on ne cesse de parler d'une baisse de la pression fiscale, la cacophonie sur l'Europe sont du plus mauvais effet sur l'opinion, alors qu'en face M. Blair étale sa force tranquille.

Jusqu'ici, ce dernier a fait un sans-faute. L'avenir sera, pour lui, moins aisé lorsqu'il devra rédiger son programme électoral, qui devra être à la fois crédible pour l'opinion et obtenir l'adhésion de son parti.

P. de B.

(Samedi 6 mai.)

La coalition de centre-gauche remporte le second tour du scrutin local en Italie

M. Berlusconi subit un échec d'envergure

ROME
de notre correspondante

Le second tour des élections provinciales et communales partielles, qui s'est déroulé dimanche 7 mai, a confirmé la victoire du centre gauche enregistrée il y a quinze jours lors des régionales. Une victoire des plus nettes même, puisqu'aux neuf régions déjà emportées par la gauche (contre six au Pôle de centre droit, coalition dirigée par Silvio Berlusconi) sont venues s'ajouter 45 provinces sur 54 (3 vont à la Ligue et 6 au Pôle de M. Berlusconi) et 21 mairies de chef-lieux sur 24 : au total plus de 75 % des villes italiennes sont à présent administrées par le centre gauche, y compris dans les régions du nord gagnées l'autre semaine par le centre droit.

Sans doute n'est-ce là qu'une élection locale partielle, traditionnellement plus favorable aux partis bien implantés sur le territoire et fortement structurés comme l'est le PDS (gauche progressiste), moteur de l'actuelle poussée de centre gauche ; sans doute aussi faut-il tenir compte qu'aux régionales, les régions riches sont passées au Pôle de centre droit et qu'on ne votait pas en Sicile, grenier à voix de la droite. Mais il n'empêche : M. Berlusconi enregistre bel et bien une défaite d'autant plus amplifiée qu'il avait lui même annoncé une victoire écrasante.

Pour le Pôle de centre droit, dont c'est le premier échec électoral d'envergure, est venu le temps d'une première remise en question. Gianfranco Fini, chef de la droite d'Alliance nationale, qui a nettement pris ses distances ces derniers jours d'avec M. Berlusconi.

Si l'on évite de toucher directement au rôle joué par Silvio Berlusconi – qui incarne son propre parti, Forza Italia, et qui a su catalyser les forces éparses réunies aujourd'hui au sein du Pôle de centre droit, mais qui est devenu contreproductif avec le temps –, le problème est posé en filigrane. D'autant que, déclarant qu'« il valait mieux mourir au champ d'honneur » pour empêcher les « *communistes* » de passer (expression que plus personne n'emploie pour désigner le PDS et qui n'effraie plus,) Silvio Berlusconi a décidé, de jouer le tout pour le tout lors des référendums du 11 juin sur la recomposition de l'espace audiovisuel qu'il compte utiliser comme un véritable plébiscite.

Dans le clan des « *vainqueurs* », en revanche, tous les espoirs sont permis. Et si il est vrai que la formation de centre gauche qui n'existe encore que comme barrage anti-Berlusconi reste à créer, il est aussi vrai que des mécanismes essentiels se sont mis en place lors de ce second tour. A savoir le report des voix de partis qui ont pris leurs distances comme Rifondazione comunista, ou fait cavalier seul comme la Ligue d'Umberto Bossi, décisive pour emporter de nombreuses victoires dans le Nord.

Pour le PDS, grand vainqueur de cette élection, l'avenir s'annonce pourtant aussi souriant que compliqué. Celui-ci devra en effet, tout en essayant de ne pas se montrer trop « voyant » au sein de l'alliance à construire, transformer la convergence électorale actuelle en une formation véritable de centre gauche. Ce qui revient à dire, apprivoiser la Ligue au centre et laisser une ouverture « constructive » à gauche avec les nostalgiques de Rifondazione comunista.

Marie-Claude Decamps

(Mercredi 10 mai.)

Washington critique l'absence de représailles aux attaques serbes à Sarajevo

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

La décision de l'ONU de ne pas recourir aux frappes aériennes en représailles aux attaques serbes à Sarajevo, dimanche 7 mai, a été sévèrement critiquée par les Etats Unis. S'adressant aux journalistes, lundi 8 mai, l'ambassadeur américain aux Nations unies a déclaré : « Je n'arrive pas à comprendre la logique de la décision de l'ONU de refuser les frappes aériennes, étant donné les activités militaires des Serbes à Sarajevo depuis deux jours, au cours desquels dix personnes ont perdu la vie. » Mme Madeleine Albright a rappelé que le commandant de la Forpronu en Bosnie-Herzégovine, le général britannique Rupert Smith, avait demandé une intervention aérienne de l'OTAN contre les positions serbes. Cette demande a été refusée par le représentant spécial du secrétaire général en ex-Yougoslavie, Yasushi Akashi.

SITUATION INTOLÉRABLE

Devant la presse, l'ambassadeur bosniaque Mohamed Sacirbey a affirmé que son gouvernement ne pouvait « *plus tolérer la situation* » à Sarajevo et qu'il lui « *recommanderait* [...] *de repositionner ses hommes et son artillerie à l'intérieur de la zone d'exclusion du mont Igman, y compris dans la zone démilitarisée, dans la mesure où les violations flagrantes des serbes dans la zone d'exclusion continuent* ». Par ailleurs, dans une lettre adressée au secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, le président bosniaque, Alija Izetbegovic, demande si les résolutions du Conseil de sécurité interdisant les attaques contre Sarajevo et menaçant de frappes aériennes en représailles sont encore valables ou si elles sont « *devenues des bouts de papier sans valeur ?* ». M. Izetbegovic ajoute : « *Si ces documents valent encore quelque chose, alors tenez vos engagements et respectez votre mandat, sinon dites-le aux citoyens de Sarajevo et expliquez-leur qu'ils sont désormais abandonnés.* »

Parlant de l'« éclat » américain, un responsable onusien proche du dossier yougoslave s'est dit perplexe : « *Franchement, les motivations de Mme Albright m'échappent. Est-ce que, au plus haut niveau à Washington, on aurait décidé, une fois de plus, d'opter ouvertement pour l'intervention militaire de l'OTAN, ou a-t-on décidé tout simplement d'embarrasser les dirigeants de la Forpronu ?* » Selon lui, étant donné la tension existant à la fois en Bosnie et en Croatie, tous les responsables militaires et politiques de l'ONU, « *y compris le général Smith et le général Janvier* », ont décidé que le moment n'était « *pas du tout propice* » pour recourir aux frappes aériennes. « *La dynamique du processus politique en ce moment, c'est la bataille entre les durs et les modérés dans cette région, et nous avons décidé, pour l'instant, de ne rien faire qui renforcerait la position des durs.* » Ce diplomate s'est aussi étonné du fait que le représentant américain n'ait pas fait part, lundi, lors des consultations à huis clos du Conseil de sécurité, de son mécontentement devant la décision de M. Akashi. Un diplomate américain explique que « *l'affaire n'est pas close et Washington la suivra de très près* ». Les dernières frappes aériennes de l'OTAN remontent à décembre dernier. Elles étaient dirigées contre les Serbes de la Krajina, en Croatie.

Afsané Bassir Pour

(Mercredi 10 mai.)

Des observateurs internationaux démentent les accusations de l'ONU contre l'offensive croate en Krajina

PAKRAC (Croatie)
de notre envoyée spéciale

Observateurs européens, officiers de l'ONU et représentants d'organisations humanitaires, tout le monde était sur le terrain, samedi 6 mai, pour vérifier, de village en village, si les troupes croates qui ont lancé, le 1er mai, une offensive qui a permis à Zagreb de reprendre le contrôle des territoires de Slavonie occidentale aux mains des milices séparatistes serbes depuis 1991, avaient vraiment agi dans le respect des lois internationales, comme l'affirme la Croatie.

Rarement une opération militaire dans l'ex-Yougoslavie – que ce soit en Bosnie ou en Croatie – aura été ainsi scrutée dans ses moindres détails. Mais cette surveillance au plus près, qui visait surtout à démonter la « propagande croate », a finalement eu l'effet inverse : celui de dévoiler le mélange d'incompétence et de manipulations qui caractérise depuis longtemps l'attitude des Nations unies dans l'ex-Yougoslavie.

Accompagné d'un traducteur, l'ambassadeur britanique, Gevin Hewitt, s'est rendu en Slavonie occidentale pour enquêter sur les événements de ces derniers jours. Après avoir interrogé, tout au long de la journée, de nombreux témoins, il a déclaré à quelques journalistes français rencontrés dans les rues de Pakrac que « *l'armée et la police croates se sont comportées très correctement* ». Et de préciser : « *La différence est très grande avec 1991* [lors de la guerre serbo-croate], *c'est pour moi étonnant.* » M. Hewitt s'est déclaré « *très surpris par les informations des Nations unies à Zagreb* » faisant état de pillages et d'exactions : « *Il y a peut-être eu des pillages occasionnels, mais rien d'organisé.* »

En laissant circuler et travailler librement diplomates et journalistes, la Croatie a voulu apporter la preuve que les accusations de l'ONU avaient souvent été erronées. Le patron des « casques bleus » dans l'ex-Yougoslavie, le général français Bernard Janvier, basé à Zagreb, a lui-même reconnu, lors d'une tournée d'inspection dans la région, n'avoir recueilli « *aucune information sur des pillages et des exactions* ».

AUCUN CONSTAT D'ANOMALIES

Sur le traitement infligé aux prisonniers serbes dont l'arrestation par les troupes croates, jeudi 4 mai, à Pakrac, avait provoqué une vive réaction des Nations unies et une condamnation du Conseil de sécurité pour violation des droits de l'homme, le général Janvier a expliqué : les civils et les soldats, de seize à soixante-cinq ans, emmenés dans trois centres de détention au nord-est du pays pour interrogatoire, « *ont été bien traités* ». « *Il n'y a aucun constat d'anomalies* », a-t-il ajouté, confirmant ainsi des rapports émanant des observateurs de la Communauté européenne qui avaient suivi les prisonniers jusqu'aux centres de détention.

D'éventuels dérapages de la part des Croates ne devraient pas pouvoir échapper longtemps aux instances internationales : le CICR (Comité international de la Croix-Rouge) a demandé explicitement à chaque prisonnier serbe de témoigner sur ses conditions de détention dès sa libération. Jovan Ceric, un Serbe de soixante-trois ans, qui a informé *Le Monde* sur cette directive du CICR alors qu'il venait de rentrer chez lui, à Pakrac, a assuré, avoir été « *fouillé, nourri et correctement interrogé* ». Les deux dirigeants sécessionnistes serbes de Pakrac, qui ont été relâchés après une courte détention, n'ont pas non plus eu à se plaindre du traitement que leur avaient réservé les autorités croates. Obrad Ivanovic et Veljko Djakula, le maire autoproclamé de la partie serbe et le chef du Parti indépendantiste serbe, circulent aujourd'hui librement à Pakrac ; leur maison est protégée par la police croate, quelques soldats de l'ONU et des observateurs européens.

Les autorités de Zagreb ont donné ordre de rétablir le plus rapidement possible des conditions de vie normales dans la zone. Ainsi des ouvriers vérifiaient, samedi, l'état des réseaux électriques dans chaque maison habitée par les Serbes qui sont restés.

Démentie par les observateurs internationaux et par les officiers de sa force de protection dans l'affaire des prisonniers de Pakrac, l'ONU n'a pas pour autant abandonné l'idée de prouver que la Croatie « *ne valait pas mieux que les autres* » (belligérants). Dimanche, elle récidivait donc. Son porte-parole, Christopher Gunnes, accusait en conférence de presse, à Zagreb, l'armée croate d'avoir pris pour cible des colonnes de civils serbes fuyant, en direction de la Bosnie, les combats de Slavonie occidentale. Il a ajouté que des rapports « *faisaient état de nombreuses victimes* ». Cette grave accusation était fondée sur des témoignages non vérifiés émanant de réfugiés serbes et qu'il a qualifiés de « *fiables et concordants* ». Il devait être démenti quelques instants plus tard par l'agence humanitaire de l'ONU, le HCR et le CICR. « *Nous n'avons aucun rapport de blessés serbes* » dans les régions de Bosnie où se sont réfugiés les habitants de Slavonie occidentale, constatait Mnas Nybir, le porte-parole du HCR à Zagreb. Marco Weil, son homologue du CICR, démentait à son tour des allégations de l'ONU en disant explicitement qu'elles étaient « *fausses* ». Joint par télépnone dans l'après-midi, le chef du HCR à Banja Luka, dans le nord-ouest de la Bosnie, déclarait : « *A mon avis, les faits n'ont pas eu lieu, nous n'avons aucun rapport de blessés. D'autre part, des civils serbes seraient encore cachés dans les bois près de la rivière Save et passeraient chaque jour à la nage pour rejoindre la Bosnie sans être soumis à des tirs du côté croate* ».

De son côté, un expert militaire occidental qui, tenu par son devoir de réserve, a requis l'anonymat, précisait : « *Cette histoire de bombardement de civils lancée par l'ONU est totalement fausse. Il y a, en effet, eu des actions aériennes contre le pont, à la frontière croato-bosniaque, mais dans un but stratégique et avec peut-être des victimes civiles, mais je ne crois pas à des tirs intentionnels contre des colonnes de civils comme l'a présenté M. Gunnes.* »

S'agit-il d'incompétence ou de manipulation ? Un mélange des deux, répondent les diplomates occidentaux. Une chose est sûre : l'ONU n'a pas apprécié que l'armée croate réalise en trente et une heures (durée de l'offensive éclair) ce qu'elle n'a, elle-même, pas réussi en trois ans de présence en Croatie. En effet, le nouveau mandat de l'ONU dans ce pays, reconnu dans ses frontières internationales, consiste à remplacer sa force d'interposition déployée en 1992 par une force limitée et chargée de rétablir physiquement la souveraineté de la Croatie sur l'ensemble de son territoire dont 20 % sont occupés par les milices serbes indépendantistes. Et cela par un contrôle de ses frontières et le déploiement d'observateurs et de policiers militaires devant permettre le retour des réfugiés et le respect des droits des populations serbes de Croatie.

Florence Hartmann

(Mardi 9 mai.)

AFRIQUE

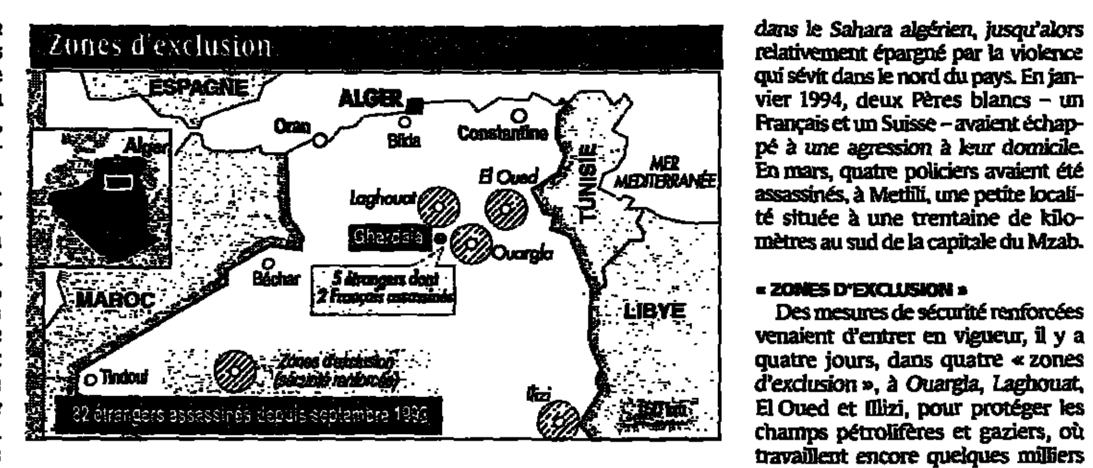
L'assassinat de cinq coopérants à Ghardaïa montre que le Sud algérien n'échappe pas à la violence

Les mesures de sécurité ont été amplifiées au Sahara, autour des champs pétrolifères et gaziers

L'assassinat de cinq coopérants – deux Français, un Britannique, un Canadien, un Tunisien –, vendredi 5 mai, à Ghardaïa, porte à 82 – dont 29 Français – le nombre d'étrangers assassinés depuis le début des violences en Algérie, il y a trois ans. Cet attentat attribué par le pouvoir à des « terroristes armés », a été commis après que les mesures de sécurité eurent été renforcées, au Sahara, autour des champs pétrolifères et gaziers.

LA COMMUNAUTÉ étrangère en Algérie a de nouveau été la cible des *groupes islamistes* armés en lutte contre le pouvoir depuis l'arrêt du processus électoral, en janvier 1992, et l'annulation des premières élections législatives pluralistes.

Cinq coopérants, dont deux Français – Richard Machabert et Jean-Claude Corjon –, un Britannique, un Canadien et un Tunisien, ont été assassinés, vendredi 5 mai, à Ghardaïa, à 600 kilomètres au sud d'Alger. Un policier a aussi été tué et quatre membres des services de sécurité ont été blessés, lors de cette opération menée à l'aube, par *« un groupe de terroristes armés »*, selon la version officielle. L'attentat a eu lieu dans les locaux de l'entreprise Anabib, filiale algérienne de la firme américaine Bechtel, spécialisée dans la fabrication de tuyaux. Cette dernière construit pour le compte de la société nationale d'hydrocarbures Sonatrach, les 530 kilomètres du tronçon algérien du gazoduc Maghreb-Europe (GME).



Selon le ministre de l'intérieur, Abderrahmane Meziane-Cherif, les victimes ont été *« mitraillées dans leurs appartements »* à l'intérieur de la zone industrielle de Bounoura, située à 4 kilomètres de la capitale du Mzab et où sont installées la plupart des entreprises de la ville. Le ministre a reçu l'ambassadeur de Grande-Bretagne et les chargés d'affaires de France, du Canada et de Tunisie pour leur exprimer *« l'indignation du gouvernement algérien et condamner cet acte odieux »*.

Ces nouveaux assassinats portent à 82 le nombre de ressortissants étrangers tués, depuis septembre 1993, dont 29 Français. Le dernier assassinat d'un étranger remonte au 3 mars, lorsqu'un étudiant palestinien avait été retrouvé égorgé à Benzerga, un des fiefs islamistes d'Alger. Le Groupe islamique armé (GIA) a menacé de mort tous les étrangers vivant en Algérie, accusés de soutenir *de facto « la junte »* au pouvoir. Le premier avertissement adressé aux entreprises d'hydrocarbures remonte à octobre 1994. Deux techniciens du groupe Schlumberger – un Français et un Italien – avaient été tués et décapités lors d'une attaque revendiquée par le GIA, contre une base de forage dans le massif des Aurès.

C'est cependant le plus sanglant attentat commis contre des étrangers *dans le Sahara algérien, jusqu'alors* relativement épargné par la violence qui sévit dans le nord du pays. En janvier 1994, deux Pères blancs – un Français et un Suisse – avaient échappé à *une agression à leur domicile*. En mars, quatre policiers avaient été assassinés, à Metlili, une petite localité située à une trentaine de kilomètres au sud de la capitale du Mzab.

« ZONES D'EXCLUSION »

Des mesures de sécurité renforcées venaient d'entrer en vigueur, il y a quatre jours, dans quatre « zones d'exclusion », à *Ouargla, Laghouat*, El Oued et Illizi, pour protéger les champs pétrolifères et gaziers, où travaillent encore quelques milliers d'expatriés et qui procurent, à eux seuls, à l'Algérie près de 95 % de ses recettes d'exportation. Le Quai d'Orsay a *« vigoureusement »* condamné, le 5 mai, *« le lâche assassinat »* de MM. Machabert et Corjon et a demandé au gouvernement algérien de lui *« apporter tous les éléments en sa possession »*. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Richard Duqué, a rappelé que les Français dont *« la présence n'est pas indispensable »* sur place *« doivent rentrer »*. Londres et Ottawa ont aussi vivement dénoncé l'attentat de Ghardaïa.

De son côté, le vice-président de l'ex-Front islamique du salut, Cheikh Abdelbaki Sahraoui, qui vit à Paris, a *« déploré »* l'attentat qu'il attribue aux *« services occultes du régime* [algérien] *à la veille de l'élection présidentielle française »*. A Ghardaïa, l'émotion est grande. La population se rend compte avec angoisse qu'elle ne peut plus échapper au cycle de violence qui ensanglante le pays. *« Notre hospitalité est bafouée*, s'indigne Amar, un jeune commerçant. *Pourtant, l'Islam nous fait obligation de protéger les étrangers. »*

■ **TÉMOIGNAGE : des techniciens étrangers ont échappé à l'attentat.** La *Sélection hebdomadaire* publiera dans son prochain numéro le témoignage d'un technicien français qui a échappé à l'attaque du commando islamiste près de Ghardaïa. M. Dumond et quatre de ses collègues qui travaillaient à la construction du gazoduc Maghreb-Europe (GME) n'ont dû d'avoir la vie sauve qu'à leur présence d'esprit.

(Dimanche 7-Lundi 8 mai.)

Le GIA menace de mort les épouses des « renégats »

LE GROUPE ISLAMISTE ARMÉ (GIA), le plus radical des mouvements en lutte contre le pouvoir algérien, hausse le ton et élargit le cercle de ses cibles potentielles. Il menace de tuer *« la mère, la sœur et l'épouse des renégats »* qui le combattent, dans un communiqué, *publié mercredi 3 avril*, par le quotidien saoudien *El Hayat*, publié à Londres, Paris, et Beyrouth. *« Le GIA va élargir le cercle de la défense de l'honneur des femmes en tuant les épouses de renégats, où qu'elles se trouvent, dans ou hors du pays »*, précise le texte signé par le chef *présumé* du GIA, Abou Abderrahmane Amine, alias Djamel Zitouni.

Au cours des derniers mois, le GIA a multiplié les communiqués de plus en plus vengeurs, dont *El Hayat* s'est fait *systématiquement* l'écho. Reste à savoir, dans le climat de confusion totale qui règne actuellement en Algérie et qui ouvre la voie à toutes sortes de manipulations, si nombre de ces textes émanent bien de cette organisation clandestine.

« RÉDUIRE » LES AUTRES GROUPES

Quoi qu'il en soit, son chef présumé est soupçonné par les autorités d'avoir organisé, en août 1994, l'attentat contre une résidence du personnel de l'ambassade de France à Aïn Allah, dans la banlieue ouest d'Alger, qui avait fait cinq morts – trois gendarmes français et deux employés de l'ambassade. Abou Abderrahmane Amine est aussi recherché pour le meurtre, en octobre 1994, *de deux* Français – un homme d'affaires et son fils – à leur domicile de Birkhadem, dans la grande banlieue algéroise.

Le GIA a réaffirmé sa *détermination* de *« réduire »* les autres groupes islamistes en se présentant comme *le seul mouvement* porteur de la *« bannière du* jihad *»* (guerre sainte) contre *« la junte mécréante »* au pouvoir. Selon la presse locale, des affrontements meurtriers opposent, *depuis deux* mois, des éléments du GIA et de l'Armée islamique du salut (AIS), la branche armée de l'ex-Front islamiste du salut (FIS), notamment dans l'est du pays.

Le GIA reste une nébuleuse très difficile à cerner, dont on ne *connaît ni* les structures ni les effectifs, éclatés en cellules largement autonomes. C'est dans l'est du pays qu'il serait le mieux implanté, alors que l'AIS serait regroupée *dans* le centre et l'ouest. Cette dernière a récemment condamné les assassinats *de civils*, notamment de femmes, de journalistes et d'étrangers.

Dans la lutte sans merci ques les groupes islamistes armés mènent contre la *« junte »* au pouvoir, depuis le mois de février 1992, lorsque l'état d'urgence a été instauré, le GIA a signé les actions les plus spectaculaires et aussi les plus sanglantes commises en Algérie. Il s'agit d'abord de la prise en otages des passagers d'un Airbus d'Air France, le 24 décembre 1994, sur l'aéroport Houari Boumediène d'Alger. Le GIA a aussi revendiqué *l'attentat* à la voiture *piégée qui*, un mois plus tard, au cœur de la capitale, devant le commissariat central de police, avait coûté la vie à 42 personnes et blessé 286 autres. Cette nouvelle dérive de la violence avait provoqué, en mars, une offensive de grande envergure *de l'armée contre les maquis* islamistes, à la fois à Bir el Ater, près de la frontière tunisienne, et dans la région d'Aïn Defla, au centre-ouest du pays. Le pouvoir s'était alors vanté d'avoir mis hors d'état de nuire plusieurs centaines d'islamistes armés. En réalité, il semble que les pertes des maquisards *aient été plus proches de la centaine* et que les militaires gouvernementaux aient subi, eux aussi, de lourdes pertes.

L'armée aurait conduit, au début de la semaine, une nouvelle offensive contre les islamistes armés, à Beni Bouateb, dans la même région d'Aïn Defla, au moment où des responsables du GIA et de l'AIS étaient en réunion, a indiqué, jeudi 4 mai, le quotidien *El Hayat*, citant des *« sources confidentielles algériennes »*. Sept *« émirs »* régionaux, dont un déserteur, ex-lieutenant de l'Armée nationale populaire (ANP), auraient été tués pendant cette opération, qui serait toujours en cours.

(Vendredi 5 mai.)

Le président angolais et le chef de l'Unita croient à la paix

Les deux hommes se sont donné l'accolade

LUSAKA
de notre envoyé spécial

Sourires, embrassades, serrements de main et déclarations de mutuelle compréhension : la rencontre *« au sommet » entre* le président José Eduardo Dos Santos et le chef de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita), Jonas Savimbi, a finalement eu lieu, *samedi, à Lusaka. Une heure et cinquante* minutes ont suffi aux deux hommes pour, sinon régler tous les problèmes qui les opposent, du moins donner l'impression qu'un *nouveau climat était créé*, propre à favoriser le retour à la paix dans un pays ravagé par vingt ans de guerre civile.

Pourtant, la veille encore, tout paraissait compromis. M. Savimbi était bien là, mais son interlocuteur, demeuré à Luanda, faisait savoir qu'il *ne* viendrait pas. Il *s'ensuivit* plusieurs heures d'incertitudes et de rumeurs au terme desquelles le représentant des Nations unies en Angola, Alioune Blondin Beye, an*nonçait que la rencontre aurait bien* lieu. Samedi matin, avec vingt-quatre heures de retard, le président angolais débarquait enfin dans la capitale zambienne. Selon des sources onusiennes, la raison de ce contretemps n'était que mineure, le président angolais désirant s'as*surer que son interlocuteur, contrai*rement à ce qui s'était passé lors de la rencontre avortée de novembre 1994, ne ferait, cette fois, pas défaut.

Les deux hommes ne s'étaient pas revus depuis le 25 septembre 1992, deux jours avant que ne débutent les premières élections libres *de l'Angola indépendante*. Dépité de les avoir perdues, M. Savimbi s'était alors retiré dans son fief de Huambo, et la guerre, interrompue après la signature d'un premier accord de paix en *mai* 1991, avait rapidement repris. Dix-huit mois et un nombre considérable de morts plus tard, le pays est exsangue et les nouveaux accords de paix, signés le 20 novembre 1994, à *Lusaka*, sont suffisamment précaires pour que cette rencontre à haute teneur symbolique apparaisse comme la condition *sine qua non* de leur application.

On ne connaîtra pas le détail de ce que MM. Dos Santos et Savimbi *se sont dit. Reçus brièvement, et sé*parément, par le président zambien, Frederik Chiluba, les deux hommes ont ensuite entamé un tête-à-tête. A la sortie, leurs collaborateurs ont tout juste consenti à dire que tous les problèmes pendants avaient été passés *en revue*. Ceux-ci sont suffisamment complexes et nombreux, qu'il s'agisse du statut futur de Jonas Savimbi, des quelque mille mercenaires sud-africains enrôlés par le *gouvernement angolais*, ou des prochaines élections, pour qu'on soit assuré qu'ils n'ont pu être qu'à peine évoqués.

BRISER LA GLACE

Mais l'essentiel n'est sans doute pas là. Il fallait d'abord briser la glace qui faisait obstacle à tout progrès. De ce point de vue, le président angolais et le *chef de l'Unita* paraissent avoir réussi ce qui, hier encore, semblait impossible. Dans les courtes déclarations qui ont clos leur rencontre, les deux présidents ont rapidement donné le nouveau ton. *« Succès »*, *« signes très positifs »*, *« climat fraternel »* ont été les *formules* utilisées par M. Dos Santos pour commenter la rencontre. M. Savimbi n'a pas été en reste en parlant de *« moment historique »* et de *« discussion entre frères »*.

D'autres rencontres devraient bientôt réunir les deux hommes, cette fois en Angola, et même à *Luanda. Le président Dos Santos* s'est personnellement engagé à garantir la sécurité de Jonas Savimbi lorsque ce dernier viendra dans la capitale. Le chef de l'Unita a pour sa part proclamé qu'en tant que président de *« tous les Angolais »*, José Eduardo Dos Santos était également le sien.

Souvent brocardé pour son incurable optimisme, le représentant de l'ONU en Angola, Alioune Blondin Beye, n'a pas failli à sa réputation. *« Nous venons de vivre une journée mémorable, historique ; une nouvelle page, un nouveau chapitre sont tournés »*, déclarait-il peu après, légitimement fier d'une rencontre pour la réussite de laquelle il n'avait pas ménagé sa peine. Et même si ses propos ne peuvent faire oublier que le nouveau processus sera délicat, voire subira de nombreux revers, il semble bien que, cette fois, un pas décisif ait été franchi.

Georges Marion
(Mardi 9 mai.)

ASIE

La Chine renforce son emprise sur Hongkong

Pékin est en train d'étoffer ses réseaux politiques et économiques dans la colonie britannique

HONGKONG
de notre envoyé spécial

Nichée au pied du gratte-ciel verdâtre qui surplombe les flots de Victoria Harbour, la librairie ne dé*semplit pas. Aux côtés* d'ouvrages critiques quant aux mœurs de Buckingham Palace, on peut consulter un rayon bien approvisionné de livres sur la Chine. Toutes les biographies de Deng Xiaoping y trônent, bien sûr, mais une série d'abécédaires sur la structure du capital ou le système institutionnel chinois y sont aussi fort bien mis en valeur. Un titre *résume* cette encyclopédie embryonnaire : *How to Deal with Chinese ?* (« comment traiter avec les Chinois ? »). Détail croustillant : la librairie est logée dans le même immeuble qui abrite... la Bourse de Hongkong.

Personne ne trouve plus vrai*ment insolite, ici*, cette coexistence entre Pékin et l'un des temples du capitalisme mondial. Depuis la déclaration commune sino-britannique de 1984 programmant pour *le 1er juillet 1997* le retour de Hongkong dans le giron chinois, le compte à rebours scande inexorablement la vie quotidienne. Le transfert de souveraineté, c'est dans... près de huit cents jours, répète-t-on à chaque conversation. Les Hongkongais s'accoutument à l'inévitable. Nulle émeute n'a enfiévré la ville quand Hongkong a appris que l'état-major de *l'armée* populaire de libération s'installera au cœur même de la City, à une rame de tramway de la Bourse. En fait, la Chine communiste a déjà pris ses quartiers. La vague de protestations soulevée, ici, par le massacre de Tiananmen, en juin 1989, a *incité* Pékin *à accélérer son infil*tration méthodique de la société locale. Le Parti communiste chinois (PCC) envoie ses cadres et met sur orbite ses affidés du cru, *chacun ayant pour consigne* d'encadrer strictement le processus de transition selon le scénario mis au point par Pékin.

GOUVERNEMENT DE L'OMBRE

Il est assez délicat de prendre l'exacte mesure de cette mise sous tutelle anticipée. Selon la revue *Zhengming*, Hongkong abriterait environ *3 200 sociétés chinoises* dépendant de l'Etat, des provinces ou des municipalités et plus de 65 000 ressortissants du continent. Concernant le nombre de *membres du PCC*, la même revue estimait qu'en 1993 il avait déjà dépassé les 50 000, soit un décuplement en dix ans.

A en juger par ses premiers ré*sultats*, ce travail de promotion de la cause « patriotique » ne saurait se réduire, tant s'en faut, aux *frasques de la progéniture des dirigeants* de Pékin en poste à Hongkong ou aux folles équipées des cadres continentaux en mission célèbres pour leur goût immodéré *des bijouteries et des boîtes de* nuit. Les acquis sont en effet indiscutables. Rééditant sa stratégie dite du front uni utilisée au lendemain de son arrivée au pouvoir à Pékin, en 1949, le PCC peut se targuer d'avoir déjà placé sous influence une bonne partie de l'establishment local, qui avait été jusqu'alors le collaborateur zélé du colonisateur britannique. Ces « conseillers sur les affaires de Hongkong », reçus avec les honneurs dans la capitale chinoise, comptent des personnalités aussi prestigieuses que *Li* Ka-shing, le capitaliste le plus fortuné du territoire, ou Sir Sze-yuan Chung, un ancien *serviteur* de haut rang du gouvernement colonial.

Depuis que la rupture avec le gouverneur Chris Patten est officiellement consommée, Pékin est passé à la vitesse supérieure. La récente mise sur pied d'une structure baptisée « comité de travail préliminaire » témoigne ainsi d'une volonté de jeter les bases d'un véritable « gouvernement de l'ombre » court-circuitant l'administration coloniale. Composé de diverses commissions travaillant sur les implications techniques du transfert de souveraineté, ce groupe pro-Pékin prépare assidûment l'après-1997 et adresse, à l'*occasion, d'insistants* appels du pied à certains hauts fonctionnaires dans l'espoir de leur arracher des informations stratégiques. Le terrain des joutes électorales n'est *pas délaissé pour* autant. Afin de faire pièce à la mouvance pro-démocratique de Hongkong, le PCC a déjà « finlandisé » la partie molle du paysage politique, qui, pour être *minoritaire*, n'est pas négligeable. Il est vrai que le mouvement qu'il a suscité, l'Alliance démocratique pour l'amélioration de Hongkong, se garde bien de verser dans le prosélytisme marxiste-léniniste, préférant embrasser des causes aussi sympathiques et consensuelles que le ramassage des ordures ou le désengorgement de la circulation.

Dans un contexte de résignation collective, la manœuvre commence à *prendre* : si l'Alliance a fait plutôt pâle figure, en mars, lors des élections pour le conseil régional et le conseil urbain, elle n'avait pas été ridicule, à l'automne 1994, lors de l'élection des conseils de quartier. Avec environ 15 % des suffrages, ce parti pro-Pékin *« vient de gagner une certaine respectabilité politique »*, note Joseph Cheng, professeur de sciences politiques.

Le second relais du message de Pékin, le Parti libéral, est autrement plus précieux, car il détient une partie des clés du coffre-fort. Expression politique des milieux d'affaires cherchant à sauvegarder à tout prix leurs intérêts, ce parti conservateur s'est fixé pour ligne de conduite de ne jamais offenser les communistes chinois.

« Qu'on le veuille ou non, nous allons devenir un territoire chinois, explique Selina Chow, porte-parole des libéraux au conseil législatif. *A partir de là, il faut que Hongkong puisse communiquer avec la Chine. Et nous sommes convaincus qu'un certain style occidental de confrontation ne ferait que détériorer la situation. »* Acerbe vis-à-vis de Londres, qu'elle accuse de se soucier de son seul standing international, et bienveillante à l'égard de Pékin, Mme Chow n'en a pas moins obtenu en 1994 un... passeport britannique. Au cas où les choses finiraient par se gâter...

Frédéric Bobin
(Samedi 6 mai.)

Les déceptions d'un an d'autonomie palestinienne

Les changements consécutifs au retrait israélien de Gaza et de Jéricho n'ont pas été à la hauteur des promesses de la Déclaration de principes du 13 septembre 1993 et de l'accord du Caire du 4 mai 1994

Coïncidant avec les célébrations de l'indépendance d'Israël, le premier anniversaire du début de l'autonomie palestinienne – entrée en vigueur le 4 mai 1994 – s'est déroulé dans *l'indifférence quasi générale* des Palestiniens, déçus par la lenteur du processus de paix. Le boudage désormais à peu près permanent des territoires de Cisjordanie et de Gaza a aggravé leur situation *économique : le nombre des Palestiniens* autorisés à travailler en Israël a été considérablement réduit ; ils sont remplacés par une main-d'œuvre en provenance d'Asie, d'Europe de l'Est et de Cuba. Même *si elle ne doit être discutée que dans la* phase finale des négociations de paix, la question de Jérusalem, dans la partie orientale de laquelle les Israéliens continuent de réquisitionner des terres et de *construire, n'est pas le moindre obstacle à l'instauration* d'un climat de confiance. Un accord israélo-syrien, dans un délai raisonnable, estiment la plupart des analystes, permettrait de faire oublier, un temps, la *question palestinienne.*

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Lunaire, hébraïque ou grégorien, les calendriers en vigueur au Proche-Orient ont réservé, cette année, à ceux qui les honorent une troublante coïncidence. Le 4 mai, *alors que des centaines de milliers* d'Israéliens célébraient le 47e anniversaire de leur indépendance dans le joyeux tintamarre des feux d'artifice et des fanfares militaires, à quelques kilomètres de là, préalablement bouclés dans l'ensemble des territoires *occupés par crainte* d'éventuels trouble-fête, 2,4 millions de Palestiniens observaient, dans une indifférence quasi générale, le premier anniversaire de leur amorce d'autonomie à Gaza et à Jéricho.

Le 4 mai 1994, sur une scène hollywoodienne dressée au Caire, Yasser Arafat signait avec Itzhak Rabin, le premier ministre israélien, les accords qui allaient donner le coup d'envoi de l'expérience. A une année de distance, la même semaine, le chef de l'OLP saisit le Conseil de sécurité des Nations unies et se rend à une réunion exceptionnelle de la Ligue arabe. Motif : son « partenaire de paix » israélien vient *d'annoncer la confiscation de plus* de 50 hectares de terres palestiniennes, à Jérusalem-Est, pour construire une nouvelle colonie juive.

Où va le processus de paix ? Mis en route en septembre 1993, à Oslo, *il apparaît aujourd'hui enlisé* : promesses trahies, acrimonie, méfiance récipoque et violences qui ont conduit à la mort de près de 300 personnes – un tiers d'Israéliens, deux tiers de Palestiniens.

Le scénario ne se déroulant pas du tout comme prévu, revient-on à la case départ ? Pas tout à fait. Pour beaucoup de Palestiniens, Gaza-Jéricho reste la première expression tangible dans leur histoire d'une éventuelle souveraineté en devenir. Le chef de l'OLP est installé à Gaza et, cahin-caha, même s'il ne donne satisfaction à personne, son « gouvernement » est en place.

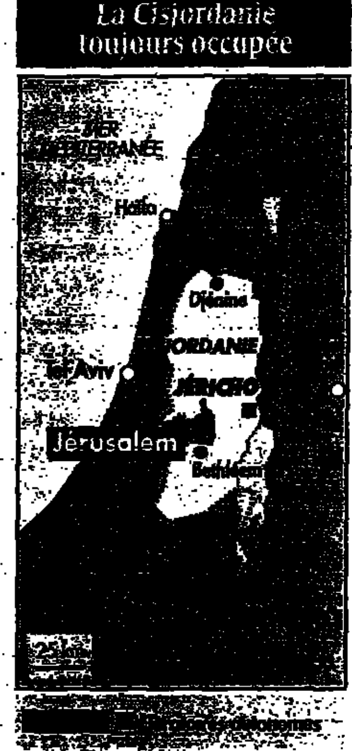
ATTENTATS

Les rencontres avec les ministres israéliens, et parfois le premier d'entre eux, même si elles ne donnent pas grand-chose, sont devenues presque routinières. L'opinion s'y est habituée et même la droite nationaliste du Likoud ne *proteste plus. Ce n'est pas sur la* partie d'accord déjà mise en œuvre qu'elle mobilise ses troupes – aucune personne sérieuse en Israël ne veut vraiment renvoyer l'armée dans les villes arabes de Gaza –, mais sur la suite éventuelle des événements. *« Avec nous*, expliquent les ténors du parti, *« Gaza d'abord » sera « Gaza point final ». »*

En attendant, dans les deux enclaves autonomes – moins de 300 kilomètres carrés au total –, 15 000 à 20 000 « policiers » palestiniens armés maintiennent l'ordre intérieur, plutôt mieux qu'on ne pouvait l'espérer. Enfin, un million de Palestiniens – *98 %* à Gaza – ne sont plus soumis ni aux couvre-feux à répétition, ni aux coups de feu, ni aux humiliations quotidiennes de l'occupation militaire. *« On peut aller librement à la plage,* résume un Gazan, *mais nous n'avons jamais été aussi économiquement indigents. »*

Les difficultés financières de l'au*tonomie sont connues : un taux de* chômage de 60 %, un niveau de vie dix fois inférieur à celui d'Israël et qui a baissé de moitié en un an. Tous les experts le disent : la situation se serait considérablement améliorée si les accords d'Oslo avaient été respectés et si l'autonomie avait été étendue à la date prévue – juillet 1994 – à la Cisjordanie. Quinze fois plus grand que celui de Gaza et dix fois moins surpeuplé, ce territoire est aussi beaucoup plus prospère.

Mais le redéploiement de l'armée israélienne qui doit précéder les élections palestiniennes, lesquelles pourraient enfin donner à M. Arafat la légitimité qui lui manque pour imposer sa loi et sa stratégie de paix aux opposants islamistes, est sans cesse renvoyé aux calendes grecques. Motif : les attentats. Les attaques sont-elles la conséquence de l'imperfection des accords ou bien, à l'inverse, la résultante d'une *politique continue de colonisation* juive et de la tactique délibérément immobiliste suivie par Israël dans les négociations ? Ne sont-elles pas aussi le fait de la stratégie délibérément suivie par les islamistes opposés à M. Arafat ? Difficile de répondre.



Malgré les centaines d'arrestations de militants islamistes, les condamnations à de lourdes peines de prison et la première sentence de mort prononcées ces dernières semaines par la Cour palestinienne de sûreté de l'Etat, M. Rabin estime toujours que l'Autorité autonome *« ne fait pas assez pour lutter contre le terrorisme anti-israélien ». « Les forces palestiniennes,* écrivait, cette semaine, *El Qods*, principal quotidien arabe de Jérusalem-Est, *sont désormais tenues pour responsables de la sécurité de chaque Israélien, même s'il habite à Tel Aviv. »*

ÉLECTIONS

« Or, explique à son tour le journal *Davar*, organe du grand syndicat travailliste israélien et unique quotidien israélien à consacrer une analyse à la première année d'autonomie palestinienne, *bien que la majorité des attentats soient venus non de Gaza mais des territoires sous notre contrôle, le premier ministre – sans le dire ouvertement –, exige d'Arafat le déclenchement d'une véritable guerre civile inter-palestinienne, qui seule, à ses yeux, permettrait d'éliminer l'islamisme. »* Daniel Ben Simon, éditorialiste de ce quotidien, s'interroge : M. Rabin *« use-t-il des attentats comme d'un alibi pour ralentir l'application des accords du Caire ? »* Les Palestiniens le pensent. *« Tout se passe comme s'il voulait tout reporter jusqu'après les élections générales israéliennes »*, estime Frei Abou Meidene, « ministre » de la justice palestinien.

En réalité, à soixante-treize ans, M. Rabin a laissé entendre que, à l'automne 1996, il solliciterait des *électeurs un nouveau mandat* de quatre ans. En clair : depuis quelques mois, la logique de négociation aurait discrètement laissé place à une logique électoraliste. Or le processus de paix avec les Palestiniens n'est plus très populaire – *c'est un euphémisme* – en Israël. *« A tort ou à raison,* explique un politologue, *avec les Palestiniens, nous avons l'impression de sans cesse donner et de ne jamais rien recevoir en retour, sinon des bombes humaines à Tel Aviv. »*

Que les Palestiniens n'aient rien à offrir ne change pas grand-chose à l'appréciation de l'opinion publique. Les accords avec des pays arabes sont mieux reçus, parce *qu'ils permettent aux dirigeants* politiques de proclamer, comme Menahem Begin en 1978, après avoir rendu le Sinaï à l'Egypte : *« Chers concitoyens, je vous rapporte la paix »*. M. Rabin a signé, en 1994, avec la Jordanie, mais ce n'est pas suffisant pour remporter les élections.

En cette année préélectorale, confient plusieurs de ses proches, le premier ministre veut *« mettre le paquet »* avec la Syrie. Un accord avec Damas, dans un délai raisonnable, estiment la plupart des analystes, permettrait de faire oublier, un temps, la question palestinienne. L'Europe, à qui il est largement demandé de financer entre-temps la survie de l'expérience Gaza-Jéricho, peut bien s'inquiéter des blocages et de la dégradation du climat, seuls les Etats-Unis disposent de suffisamment d'influence sur Israël pour l'inciter à remettre le processus sur les rails.

Mais le vieux routier de la diplomatie israélienne qu'est Abba Eban pouvait bien *s'époumoner*, en avril, à réclamer *« une intervention américaine pour faire repartir le processus israélo-palestinien »*, 1995 est aussi une année préélectorale au cours de laquelle Bill Clinton doit commencer à prendre en compte l'échéance présidentielle de novembre 1996.

Patrice Claude

(Vendredi 5 mai.)

Des évolutions irréversibles

IL Y A UN AN, Israéliens et Palestiniens signaient, au Caire, le deuxième volet des accords d'Oslo : après la bande de Gaza et la petite ville de Jéricho, à l'est de Jérusalem, c'est toute la Cisjordanie, l'autre territoire occupé, qui devait, à son tour, accéder à l'autogouvernement, en prélude à une négociation sur le statut définitif des territoires et de Jérusalem.

D'un côté comme de l'autre, l'humeur est plutôt sombre. Le calendrier n'a pas été respecté. Sur le terrain, les faits ne portent guère à l'optimisme. L'armée aurait dû se désengager des territoires pour permettre des élections devant légitimer une autorité palestinienne ; cela n'a pas été fait.

Hommes, biens et services auraient dû circuler librement de part et d'autre de la « ligne verte », celle qui séparait, avant la guerre de 1967, Israël des territoires de Cisjordanie et de Gaza.

On est loin du compte : du fait, notamment, d'une série d'attentats meurtriers perpétrés par des Palestiniens, les territoires ont la plupart du temps été bouclés par Israël. Une certaine mauvaise volonté israélienne, une bonne dose de gabegie bureaucratique palestinienne et un manque d'enthousiasme chez les pays donateurs ont fait que l'aide promise aux habitants des territoires s'est fait attendre ou ne s'est pas matérialisée.

L'équipe entourant Yasser Arafat, *le chef de* l'OLP, assemblage de piètres gestionnaires, n'a cessé d'être soumise aux assauts des islamistes du Hamas et du Djihad, ceux qui veulent arrêter le processus en cours et qui ont « signé » les attentats anti-israéliens des derniers mois. L'équipe entourant Itzhak Rabin, le vieux chef *travailliste, a fait preuve de manque d'imagination* politique, voire de complaisance vis-à-vis de la droite.

Plus grave peut-être, les peuples seraient déçus : les conditions de vie des Palestiniens se sont détériorées ; ébranlés par les attentats islamistes, les Israéliens ont le sentiment que la paix avec les Palestiniens n'a pas amélioré leur sécurité. Pourtant, rien n'est joué. L'heure est plus aux questions qu'aux déclarations péremptoires sur l'arrêt de mort du processus en cours. Les obstacles ne manquent pas – implantations, Jérusalem –, mais les négociations sur l'autonomie continuent.

Le bilan de ces deux dernières années ne *doit pas être oblitéré. Il est là, avec toute son* importance, comme pour rappeler qu'il n'y a pas de tabou qui ne puisse être ébranlé : à travers l'OLP, c'est le mouvement national palestinien et ses aspirations qu'Israël a reconnus ; en retour, l'Etat hébreu a normalisé sa présence dans la région.

Ces deux évolutions fondamentales paraissent irréversibles, même si elles n'ont pas encore porté tous leurs fruits. C'est à cette aune qu'il faut, sans en sous-estimer la gravité, apprécier les difficultés actuelles.

(Vendredi 5 mai.)

D'UNE SEMAINE A L'AUTRE

JEUDI 4 MAI

● ***SRI-LANKA : le gouvernement* demande à l'Inde de l'aider à combattre la rébellion séparatiste tamoule.** Le premier ministre indien, Narasimha Rao, a qualifié d'*« inquiétante pour l'Asie du Sud »* la récente utilisation de missiles sol-air par les séparatistes tamouls du Sri-Lanka. Selon des sources diplomatiques, le gouvernement srilankais vient de demander à l'Inde une aide militaire après la reprise des combats entre l'armée de Colombo et les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE). La rupture d'une trêve de près de trois mois par les Tigres tamouls, qui *viennent d'abattre* deux avions de transport de troupe sur une base militaire, a brutalement annihilé tout espoir de paix dans ce conflit de douze ans, où plus de 35 000 Sri-Lankais ont déjà trouvé la mort. *Le fait que les Tigres disposent maintenant* de lance-missiles leur permettant de gêner l'approvisionnement par air de bases militaires gouvernementales situées sur la ligne de front a confirmé les pires craintes de la hiérarchie militaire sri-lankaise.

VENDREDI 5 MAI

● **ESPACE : deux ingénieurs asphyxiés au Centre spatial de Kourou.** Deux ingénieurs, Luc Cellé, âgé de cinquante ans, et Jean-Claude Dhainaut, âgé de cinquante-deux ans, sont morts asphyxiés au Centre spatial guyanais (CSG) de Kourou. Ils ont été victimes d'une fuite d'azote, gaz inodore mais qui provoque très rapidement la mort. Selon le directeur du centre de l'Agence française de l'espace (CNES), M. Michel Mignot, l'accident aurait été provoqué par une fuite d'un circuit de balayage d'azote dans un échangeur du mât ombilical du pas de tir ELA-3, sur lequel devait avoir lieu, dans la journée, le premier essai de *l'étage principal cryotechnique* de la future fusée européenne Ariane-5.

SAMEDI 6 MAI

● **FRANCE : *M. Barre* annonce son intention d'être candidat à** la mairie de Lyon. Raymond Barre annonce officiellement sa décision de conduire une liste aux élections municipales. A soixante et onze ans, l'ancien premier ministre de *Valéry Giscard d'Estaing, qui,* depuis sa première élection comme député du Rhône, en 1978, multipliait les déclarations où il démentait toutes les intentions municipales *que certains lui prêtaient*, a donc choisi d'entrer dans l'arène. Et, à l'évidence, contre le maire sortant, Michel Noir. M. Barre a fixé le cadre et l'esprit de sa *« liste d'union »*. Elle pourra intégrer des membres de la municipalité sortante, *« après que Michel Noir eut décidé de ne pas être candidat »*, a-t-il souligné. Et, dans *« un souci de transparence et d'intégrité »*, tous les candidats retenus devront déclarer, sur l'honneur, qu'*« ils ne sont soumis à aucune procédure judiciaire ou fiscale »*.

MARDI 9 MAI

● **EX-YOUGOSLAVIE : les cinq membres de Pharmaciens sans frontières détenus par les Serbes de Bosnie ont été libérés.** Les cinq membres de l'association humanitaire Pharmaciens sans frontières (PSF) détenus depuis le 4 mars par les Serbes de Bosnie *ont retrouvé la liberté* et sont partis pour Belgrade. Les Français José Rocha, Louis Fleytout, Marc Monboise et Yannick Moullet et l'Américain Jonathan Knapp espéraient ce départ depuis samedi, depuis que les Serbes de Bosnie avaient officiellement annoncé leur *« libération sous caution »*. Mardi, le chef des Serbes de Bosnie, *Radovan Karadzic*, a adressé un télégramme à Jacques Chirac, le félicitant de son élection à la présidence de la République et l'informant *« qu'à cette occasion il a été décidé de relâcher les membres inculpés de l'association Pharmaciens sans frontières »*. M. Binet a versé une *« caution »* de 50 000 deutschemarks (environ 175 000 francs) à la « cour militaire » d'Ilidza, dans les faubourgs *de Sarajevo, où ont eu lieu les négociations* de ces derniers jours. Les Serbes avaient précisé, samedi, que les charges retenues contre les membres de PSF (*« transfert de groupes armés, d'armes et de munitions en territoire de « République serbe »*) seraient maintenues. Les cinq hommes, qui s'étaient trompés de route le 4 mars dernier en quittant Sarajevo, avaient précédemment été accusés d'être *« entrés illégalement »* en « République serbe » (autoproclamée).

● **GRANDE-BRETAGNE : le gouvernement britannique va privatiser l'électricité nucléaire.** Le gouvernement britannique a annoncé le 9 mai la *privatisation* de l'électricité nucléaire, qui sera vendue en une seule entité en 1996. Cette cession, estimée à 3 milliards de livres (24 milliards de francs), portera sur les huit centrales les plus modernes, l'Etat conservant les autres. La vente permettra de *« réduire d'une façon sensible les factures des particuliers »*, a affirmé le ministre de l'Industrie et du *commerce, Michael Heseltine*, devant la Chambre des communes. Elle pourrait également faciliter une baisse des impôts avant les prochaines élections générales, prévues en 1997. Cette opération purement politique est vivement critiquée par l'opposition travailliste, qui entend s'y opposer.

SPORTS

RÉSULTATS

RUGBY

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Le Stade toulousain a conservé le titre de champion de France en battant le Castres olympique (31-16), samedi 6 mai, au Parc des Princes. Toulouse devient avec douze boucliers de Brennus à son palmarès, le club le plus titré de France devant Béziers. Avec cinq victoires sur six finales en dix ans, il confirme également sa domination sur le rugby moderne. Castres a été battu au terme d'une finale de bonne qualité – malgré plusieurs bagarres et une expulsion temporaire dans chaque camp –, au cours de laquelle les Toulousains ont toutefois dû muscler leur rugby complet. Dominés de dix points au terme de la première mi-temps, les joueurs entraînés par *Serge Laïrle se sont imposés en deuxième période* grâce à la condition physique de leurs avants et à la botte infaillible de leur ouvreur, Christophe Deylaud.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE D1
(35e journée)

Nantes-Monaco	3-3
Martigues-Nice	0-1
Rennes-Paris SG	4-0
Saint-Etienne-Lille	3-3
Bordeaux-Caen	2-0
Le Havre-Auxerre	1-4
Sochaux-Lyon	1-2
Lens-Metz	2-2
Montpellier-Cannes	5-3
Strasbourg-Bastia	1-1

Classement : 1. Nantes, 74 pts ; 2. Lyon, 65 ; 3. Paris SG, 60 ; 4. Lens, 56 ; 5. Monaco et Auxerre, 53 ; 7 Cannes, 52 ; 8. Bordeaux, 51 ; 9. Strasbourg, 48 ; 10. Metz et Le Havre, 47 ; 12 Martigues, 45 ; 13. Rennes et Nice, 41 ; 15. Montpellier et Bastia, 40 ; 17 Lille, 39 ; 18. Saint-Etienne, 36 ; 19. Caen, 32 ; 20. Sochaux, 23.

HOCKEY SUR GLACE

CHAMPIONNAT DU MONDE
Finale

Finlande-Suède	4-1

TENNIS DE TABLE

CHAMPIONNATS DU MONDE PAR ÉQUIPES
(messieurs)

(demi-finales) Suède-France	3-1
Chine-Corée du Sud	3-2

VOILE

COUPE DE L'AMERICA

Première régate : *Team-New-Zealand* bat Stars-and-Stripes de 2 mn 45 sec.
Deuxième régate : *Team-New-Zealand* bat *Stars-and-Stripes* de 4 mn 14 s.
Troisème régate : *Team-New-Zealand* bat *Stars-and-Stripes* de 1 min 51 s.
Team-New-Zealand mène par trois régates à zéro.

Accords et désaccords

● **13 septembre 1993.** Le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, et le chef de l'OLP, Yasser Arafat, signent à *Washington* la Déclaration de principes sur l'autonomie palestinienne.
● **13 octobre 1993.** La Déclaration de principes entre en vigueur. Israël et l'OLP entament à Taba, en Egypte, des négociations sur le retrait de l'armée israélienne de la bande de Gaza et de l'enclave de Jéricho.
● **29 avril 1994.** Israël et l'OLP concluent, à Paris, un accord économique fondé sur les principes du libre-échange.
● **4 mai 1994.** Israël et l'OLP signent, au Caire, un accord sur les modalités de l'autonomie à Gaza et à Jéricho.
● ***18 mai 1994.*** La police palestinienne prend en charge la sécurité à Gaza et à Jéricho. L'armée israélienne achève de se redéployer autour des colonies juives de Gaza.
● **1er juillet 1994.** M. Arafat retourne en terre palestinienne après un exil de vingt-sept ans et s'installe à Gaza.
● ***13 juillet 1994.*** La date-butoir pour l'élection par les Palestiniens d'un Conseil de l'autonomie, qui aurait dû être précédée d'un retrait de l'armée israélienne des villes de Cisjordanie, n'est pas respectée.
● ***29 août 1994.*** Israël accepte de transférer aux Palestiniens de Cisjordanie la *responsabilité de* l'éducation, de la santé, des affaires fiscales, du tourisme et des affaires sociales.
● **1er juillet 1995.** Un accord sur les élections palestiniennes et le redéploiement militaire israélien en Cisjordanie doit être conclu à cette date-butoir.
● ***Mai 1996.*** A cette *date au* plus tard, des négociations doivent commencer qui porteront sur le statut final des territoires occupés, et incluront la question de Jérusalem. – *(AFP.)*

(Vendredi 5 mai.)

MONNAIE La force du deutschemark face au dollar inquiète de plus en plus les industriels en Allemagne. Le commerce extérieur outre-Rhin ne sera pas trop affecté dans les six prochains mois car les commandes avaient été passées avant les turbulences monétaires. Mais la situation s'aggravera par la suite. Le textile et la sidérurgie sont les secteurs les plus menacés, la rentabilité de l'aéronautique est compromise. ● LES CHIMIQUES, qui profitent de la baisse du prix des matières premières, ont su s'adapter à un dollar instable en diversifiant leurs implantations hors d'Allemagne. BASF, pour sa part, se tourne vers la Russie pour le gaz et se développe notamment en Chine. ● À FRANCFORT, la Bourse a perdu 5 % quand Paris gagnait 10 %. La hausse du mark pourrait coûter de 0,5 % à 1,3 % de croissance à l'économie allemande.

L'industrie allemande s'inquiète de la force du deutschemark

La faiblesse de la devise américaine pourrait coûter jusqu'à 1,3 point de croissance à nos voisins cette année et réduire de près de moitié la progression de leur commerce extérieur en 1996

COLOGNE
correspondance

La force du deutschemark donne des frissons aux industriels allemands. La remarque d'un expert patronal selon laquelle une nouvelle chute du dollar serait une *« catastrophe pour l'économie mondiale »* traduit bien l'inquiétude provoquée par les turbulences monétaires. Le BDI (Union fédérale de l'industrie) estime que les fluctuations actuelles auront à moyen terme des conséquences négatives sur la conjoncture et le marché du travail. Selon la Deutsche Bank, la faiblesse de certaines monnaies européennes est même plus préoccupante que celle du dollar.

Tous les regards se tournent bien sûr vers les exportations, dont trois quarts sont libellés en marks et près de 11 % en dollars. Le commerce extérieur *« ne devrait pas subir une chute trop brutale cette année car les parts de marché ne sont pas menacées dans les prochains mois »*, indique Günter Albrecht, du DIHT (la chambre de commerce), la plupart des commandes en fabrication ayant été passées avant les turbulences monétaires. *« En revanche, dans six mois, la situation pourrait empirer, quand il va falloir partager avec nos clients le coût de la hausse du mark, c'est-à-dire augmenter les prix »*, ajoute-t-on au DIHT.

La compétitivité des produits allemands sera alors durement affectée et le taux de croissance des exportations risque, selon la Deutsche Bank Research, de tomber à 3,5 % en 1996, contre 8 % cette année. Les conséquences *« les plus négatives sont à attendre dans le textile et dans la sidérurgie »*, analyse Hans-Jürgen Meltzer, de la Deutsche Bank Research, car il s'agit de deux domaines très exposés à la concurrence des pays où les monnaies chutent.

Aujourd'hui, pourtant, ce sont les entreprises aéronautiques qui s'inquiètent le plus. Pour Daimler Aerospace (ex-DASA), dont 70 % des contrats sont facturés en dollars, l'équilibre attendu pour cette année avec un billet vert à 1,60 deutschemark paraît désormais difficile à atteindre. La maison mère, Daimler-Benz, imagine pour sa part de revoir à la baisse ses prévisions de bénéfices. Autre filiale, Mercedes redoute le pire, tant les voitures allemandes risquent de perdre en compétitivité. Chez Siemens, qui souhaitait augmenter de 20 % ses profits, la stagnation des activités extérieures oblige à imaginer des résultats moins flatteurs si la tendance actuelle se confirme.

Pour ces géants, une parade s'impose : délocaliser la production, d'abord dans les pays de la zone dollar, puis en Europe. *« Il ne reste rien d'autre à l'industrie que de miser sur l'innovation, la qualité et des coûts plus faibles, quitte à supprimer des emplois ou à les transférer à l'étranger »*, a estimé dernièrement Hans-Olaf Henkel, le président du BDI. *« La politique de délocalisation va se renforcer »*, renchérit Günter Albrecht, du DIHT.

Cependant, pour les petites et moyennes entreprises, ces délocalisations sont quasiment hors de question. Pour celles qui sont tournées vers l'exportation, *« la limite du supportable est dépassée depuis longtemps »*, constate Dieter Härthe, le secrétaire général de l'Union fédérale des PME, qui ajoute que les exportations en dollars perdent *« toute rentabilité économique et entraînent même des pertes (...). Il est à craindre qu'une série d'entreprises, particulièrement dans les nouveaux Länder, doivent geler ou même casser leurs relations commerciales dans la zone dollar. »*

Cependant, ces menaces ne planent pas sur toutes les sociétés tournées vers l'exportation. Ainsi, Linde paraît insensible à l'inquiétude générale et envisage toujours de respecter ses prévisions. Car 5 % du chiffre d'affaires seulement concerne les Etats-Unis ; et en Europe (50 % des ventes), la production est très largement délocalisée, en particulier pour des raisons techniques d'acheminement des produits.

« Une hausse du dollar de 10 pfennigs coûte 1 milliard de marks de chiffre d'affaires »

Par ailleurs, l'industrie chimique escompte encore une forte croissance de ses résultats. Mais Bayer évalue déjà entre 400 et 500 millions de deutschemarks son manque à gagner. Chez Hoechst, les analystes indiquent qu'*« une hausse ou une baisse du dollar de 10 pfennigs rapporte ou coûte 1 milliard de deutschemarks de chiffre d'affaires et 200 millions de recettes »*. En revanche, la chimie compte profiter de la baisse attendue des prix des matières premières, un des rares avantages liés à la chute du dollar.

En outre, ces entreprises se sont mises à l'abri des turbulences. Bayer, dont un quart du chiffre d'affaires est réalisé aux Etats-Unis, fabrique en Amérique du Nord 90 % de ce qu'elle y vend. *« Nous avons appris depuis longtemps à compter avec un dollar instable »*, commente un cadre de la société.

Même attitude chez Mannesmann AG, spécialiste des biens d'équipement, où l'on se montre plutôt serein : *« Depuis les années 60, notre production dans la zone dollar a doublé. »*

Bon nombre d'entreprises estiment qu'il est urgent... d'attendre. Selon Günter Albrecht, du DIHT, *« les menaces potentielles augmentent avec la durée du déséquilibre monétaire, mais* [il compte] *encore sur la soudaineté et la force des fluctuations du dollar pour renverser la tendance »*. Sans trop y croire, les industriels rêvent encore d'un billet vert à 1,60 DM, un dollar qui effacerait toutes les craintes.

Philippe Ricard
(Samedi 6 mai.)

Les analystes financiers sont pessimistes

Les entreprises et les marchés financiers allemands n'ont plus la cote auprès des grands investisseurs internationaux. L'irrésistible montée du mark, depuis février, a rendu à leurs yeux la situation économique de plus en plus préoccupante. En deux mois, la Bourse de Francfort a perdu près de 5 %, quand dans le même temps Wall Street battait record sur record et Paris gagnait 10 %. Pour les économistes, la hausse de la monnaie allemande pourrait se traduire, selon les hypothèses, par une baisse comprise entre 0,5 % et 1,3 % de la croissance en Allemagne en 1995.

La surévaluation du mark, combinée avec les hausses de salaires, constitue ainsi pour la banque d'investissement américaine Morgan Stanley un handicap sérieux pour la compétitivité des entreprises allemandes. Une autre grande banque américaine, Merrill Lynch, recommande dans ses dernières études de *« sous-pondérer »* dans les portefeuilles les actions d'entreprises allemandes.

Les investisseurs étrangers reviennent à la Bourse de Paris

Ils parient sur une relance de la consommation

LA BOURSE DE PARIS se porte étonnamment bien depuis maintenant un mois et demi. Elle a regagné, un peu à la surprise générale, environ 14 % depuis la mi-mars. Si les gains depuis le début de l'année restent limités à un petit 3,5 %, le changement d'état d'esprit des investisseurs, notamment étrangers, à l'égard des entreprises françaises est spectaculaire. S'agit-il d'une embellie, d'une simple correction des excès de pessimisme ou au contraire d'un mouvement de fond ?

A en croire les analystes financiers, la tendance favorable pourrait perdurer, en dépit du petit coup d'arrêt jugé *« logique »* jeudi 4 mai, qui s'est traduit par une baisse de 1,26 % de l'indice CAC 40. L'échéance présidentielle, après avoir effrayé ou inquiété les investisseurs par son incertitude, semble aujourd'hui *a contrario* les doper. Ils ont l'air de considérer – quelle que soit l'issue du scrutin – que l'élection va réserver des jours meilleurs à la Bourse. Jacques Chirac a, bien sûr, la préférence des investisseurs anglo-saxons, ne serait-ce que parce qu'ils le connaissent. Un succès de Lionel Jospin ne serait pourtant plus perçu comme un saut dans l'inconnu.

Les investisseurs étrangers, de retour à Paris depuis quelques semaines, considèrent que l'arrivée au pouvoir de Jacques Chirac ou de Lionel Jospin se traduira par une relance de la consommation, alimentée notamment par des hausses de salaires et par une petite période d'« état de grâce ». La conjoncture internationale est aussi plus favorable. *« Nous avons subi le contrecoup du ralentissement de la croissance américaine, assez sensible au premier trimestre, l'activité repart un peu outre-Atlantique et d'autre part les hausses de salaires en Allemagne vont soutenir la consommation de notre principal partenaire »*, souligne Alain Fiorucci, du cabinet d'études Soprofi.

Comme l'indique la société de Bourse Leven dans son bulletin du jeudi 4 mai : *« Ce n'est pas le programme économique de tel ou tel candidat qui a provoqué l'explosion à la hausse du marché parisien, mais plutôt des transferts d'actifs en provenance des Etats-Unis. »* Les investisseurs étrangers, et les plus importants d'entre eux, les Anglo-Saxons, ont une influence décisive sur la tendance à la Bourse de Paris. Si les non-résidents détiennent environ un tiers de la capitalisation boursière française, ils possèdent la moitié du « flottant », c'est-à-dire des actions réellement disponibles sur le marché et qui ne sont pas gelées par les actionnaires.

Les investisseurs américains ont d'autant plus de raisons de privilégier les actions françaises que leurs gains au cours des trois derniers mois, convertis en dollars, sont les plus importants de ceux réalisés sur les grands marchés. Du début du mois de février à la fin avril, en dollars, la Bourse de Paris a gagné 12 %, celle de Tokyo 10 % (seulement sur la hausse du yen), celle de New York 9 %, celle de Londres 6,5 % et celle de Francfort 4 %.

Au début du mois d'avril, la banque d'investissement américaine Morgan Stanley recommandait *« d'augmenter la part des actions françaises dans les portefeuilles et de privilégier les secteurs des médias, de la banque et de l'énergie »*. Un mois plus tard, le sentiment outre-Atlantique reste le même. Un autre important établissement financier américain, Merrill Lynch, recommande de *« surpondérer »* la place française et, en revanche, de manifester beaucoup plus de prudence à l'égard de l'Allemagne, où la force du deutschemark inquiète parce qu'elle pèse sur la croissance.

Pour la Bourse de Paris, une relative faiblesse du franc serait plutôt considérée comme un atout immédiat, en améliorant la compétitivité des entreprises. Merrill Lynch considère aussi que, pour contrebalancer la force du mark, la Bundesbank pourrait être amenée à baisser de nouveau ses taux d'intérêt. La Banque de France devrait alors lui emboîter le pas, ce qui renforcerait la conjoncture française. Alain Fiorucci prévient tout de même que, si le nouveau gouvernement n'adopte pas rapidement une attitude *« réellement offensive »* dans son soutien à la croissance, l'optimisme pourrait faire place, après l'été, à la désillusion.

Eric Leser
(Samedi 6 mai.)

Baisse de la diffusion des quotidiens américains

LA DIFFUSION de la plupart des grands quotidiens métropolitains américains a continué de décroître au premier semestre, selon le Bureau américain d'audit de la diffusion (Audit Bureau of Circulation). Cette baisse confirme une tendance régulière depuis 1987, due à l'augmentation du prix des journaux, qui ont partiellement répercuté la forte hausse du prix du papier, ainsi qu'à la grève des joueurs de baseball, qui a duré près de huit mois depuis la mi-août 1994.

UNE CHUTE GÉNÉRALE

Cette baisse de diffusion entre octobre 1994 et fin mars 1995 affecte notamment le *New York Times*, le *Los Angeles Times*, le *Washington Post*, le *New York Daily News* et le *Chicago Tribune*. Le *Boston Globe*, propriété du *New York Times*, est le seul des dix grands métropolitains à accroître sa diffusion en semaine, mais seulement de 250 exemplaires par jour. Il diffuse à 500 587 exemplaires en moyenne.

En revanche, le quotidien new-yorkais *Newsday* (groupe Los Angeles Times) est le plus sévèrement touché avec une baisse de 7 %, qui met ses ventes à 669 739 exemplaires quotidiens. En ce qui concerne les quotidiens nationaux, le *Wall Street Journal* perd en moyenne 32 016 exemplaires par jour (1,82 million au total), tandis que *USA Today* augmente sa diffusion du lundi au jeudi de 13 453 exemplaires (1,57 million).

(Vendredi 5 mai.)

L'entrée de Swissair dans Sabena lui ouvre le ciel communautaire

La compagnie helvétique prend la place occupée par Air France au sein de leur homologue belge, en acquérant 49,5 % de son capital pour plus de 1 milliard de francs

LE GOUVERNEMENT belge, Swissair et Sabena ont signé, jeudi 4 mai, un contrat aux termes duquel la compagnie aérienne suisse va prendre 49,5 % du capital de son homologue belge. Cette prise de participation de Swissair se fait par le biais d'une augmentation de capital à hauteur de 6 milliards de francs belges (soit 1,038 milliard de francs français). Par ailleurs, le transporteur suisse investit 0,5 milliard de francs belges (86,5 millions de francs français) en certificats de participation, sans droit de vote.

La majorité du capital de Sabena (50,5 %) restera répartie entre l'Etat et des investisseurs belges, selon un communiqué conjoint de Sabena et de Swissair. L'Etat belge, par le biais de la société fédérale d'investissement (SFI), investit 1,5 milliard de francs belges. Un consortium d'investisseurs institutionnels belges apportera 2 milliards de francs belges. Les marques, l'identité visuelle et l'indépendance de la direction des compagnies seront conservées. L'accord sera soumis à la Commission européenne pour approbation.

Parallèlement, Swissair va accorder à la SFI un prêt de 4 milliards de francs belges afin de financer le rachat des parts détenues par le groupe Finacta. En effet, Air France et quatre investisseurs belges avaient acquis 37,5 % de Sabena via la Finacta. La compagnie française était d'accord pour se désengager de son homologue belge à condition qu'elle récupère sa mise de 4 milliards de francs belges. Les négociations se poursuivent entre le gouvernement de Bruxelles et Air France sur ce point précis.

A terme, Swissair se réserve la possibilité d'augmenter sa participation dans le capital de Sabena. Mais actuellement, la compagnie helvétique, qui n'est pas membre de l'Union, ne peut prétendre acquérir la majorité d'une compagnie aérienne de l'espace européen. *« De son côté, l'Etat belge détient une option de rachat des actions de Swissair, si la nécessité de protéger des intérêts majeurs se présentait »*, précise le communiqué.

L'accord intervenu jeudi 4 mai met fin à des négociations difficiles et houleuses. Depuis l'arrivée de Christian Blanc à la présidence d'Air France, l'accord entre Sabena et la compagnie française était au point mort, cette dernière s'attachant en priorité à la réalisation de son plan de redressement. Cette situation faisait rager Pierre Godfroid, président de Sabena, confronté à un besoin urgent d'argent frais. Air France voulait bien sortir mais sans laisser la place à un concurrent majeur comme British Airways ou une compagnie américaine.

Ensemble, les deux firmes transportent douze millions de passagers, ce qui permet à l'une et à l'autre d'atteindre une taille critique

En entrant dans le capital de Sabena en avril 1992, Bernard Attali avait déjà voulu barrer la route à British Airways. L'ancien président d'Air France avait mis en place une navette aérienne entre Paris et Bruxelles et espérait que les compagnies pourraient alimenter réciproquement leurs aéroports. Toutefois, cette organisation aurait surtout profité à la compagnie belge, qui aurait augmenté ses parts de marché sur l'Afrique, au détriment de son homologue française. Air France n'y aurait gagné que dans la maintenance et l'informatique.

Il en va tout autrement de Swissair, qui en raison de la non-adhésion de la Suisse à l'Union, voit lui échapper un marché de grande taille. La libéralisation du marché européen depuis le 1er janvier 1993 n'a pas concerné le transporteur helvétique, qui reste dépendant de négociations bilatérales ardues. Swissair était à la recherche de partenaires européens de longue date. Une fusion avec la compagnie scandinave SAS, la néerlandaise KLM et l'autrichienne Austrian Airlines avait achoppé, en novembre 1993, sur la recherche d'un partenaire américain. Actuellement des négociations sont en cours entre la Suisse et l'Union pour un meilleur accès de la première au ciel européen.

« Nous voulons être présents sur l'aéroport de Bruxelles, capitale de l'Union européenne », a souligné Otto Loepfe, président de la direction du groupe Swissair. *« Sabena gagne un partenaire réputé pour sa bonne santé financière et sa rigueur de gestion »*, a expliqué Pierre Godfroid, président de Sabena. Ensemble, Swissair et Sabena transportent douze millions de passagers, ce qui permet à l'une et à l'autre d'atteindre une taille critique. La seconde a une bonne assise européenne tandis que la première est plus tournée vers l'international. L'accord prévoit également que soient coordonnées les activités informatiques, les services d'escale et l'organisation des ventes en dehors des pays d'origine.

La conclusion de négociations entre Swissair et Sabena, officiellement lancées à la mi-décembre, devenait urgente, compte tenu de la proximité des élections législatives en Belgique, le 21 mai, et de l'arrivée d'un nouveau gouvernement éventuellement hostile au projet.

Martine Laronche
(Samedi 6 mai.)

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
Indice CAC 40 + 0,51 %

Une attente sereine

JACQUES CHIRAC ou Lionel *Jospin ? La Bourse de Paris* semblait presque s'en moquer. Presque sans états d'âme, la Bourse de Paris a encore gagné 0,51 % sur une semaine réduite à quatre jours en raison de sa fermeture le lundi 1er mai. L'indice *CAC 40 s'est inscrit en clôture* vendredi à 1 927,41 points ; il avait atteint, *mercredi en fin de journée*, son plus haut niveau de l'année, à 1 971,07 points.

Le relatif optimisme de la Bourse de Paris n'est pas une chose nouvelle. Cela fait un mois et demi, à la surprise générale, que les actions françaises ont commencé à regagner du terrain *après un début d'année catastro*phique. Une reprise amorcée comme d'habitude par des investisseurs étrangers dont les prises de position sont toujours déterminantes. Il est facile de comprendre pourquoi. Les non-résidents détiennent un tiers de la capitalisation boursière française et surtout la moitié du « flottant », c'est-à-dire la moitié des actions réellement en circulation sur le marché. Et l'analyse des grandes banques anglo-saxonnes est la même de*puis le mois de mars : la croissance* va reprendre en France après l'élection présidentielle. Elle va s'appuyer sur des programmes de relance plus ou moins marqués, sur le fait que la consommation en Allemagne, le principal partenaire économique de la France, va bénéficier des hausses de salaires et que dans l'ensemble de l'Europe continentale l'activité s'améliore. Les plus audacieux imaginent même que la Bundesbank baissera une nouvelle fois ses taux d'intérêt devant la menace que fait peser sur l'activité outre-Rhin la force irrésistible du deutschemark et que la Banque de France pourra alors lui emboîter le pas.

Après avoir gagné 0,96 % mardi, l'indice CAC 40 avait encore progressé de 1,77 % mercredi. Jeudi et vendredi, la prudence reprenait le dessus, le CAC 40 perdait respectivement 1,26 % et 0,96 %, d'autant *que, comme à l'accoutumée*, les rumeurs les plus contradictoires circulaient sur les résultats de sondages privés.

Eric Leser
(Lundi 8 mai.)

DEVISES ET OR

Troisième tour monétaire

Le franc a fléchi, vendredi 5 mai dans l'après-midi, face à la monnaie allemande. Il est tombé à 3,58 pour 1 deutschemark, non loin de son plus bas niveau historique de *3,59* pour 1 mark, atteint le 8 mars dernier. Mais cet accès de *faiblesse doit* être relativisé. Depuis le début de l'année, le franc a certes perdu 3,5 % de sa valeur par rapport à la monnaie allemande, mais il en a gagné 8,9 % face au dollar, 8,5 % face à la livre sterling, 10 % face à la lire. Si le franc s'est bien comporté pendant la campagne électorale, qu'en sera-t-il après le *7 mai ?*

De nombreux analystes estiment que le franc, quel que soit le nom du nouveau président de la République, traversera une période agitée. Un troisième tour monétaire leur semble inévitable.

Cette période de doutes pourrait être dangereuse pour le franc. Faute de faits, les marchés en seront réduits à imaginer et à spéculer. Les économistes de la banque allemande Dresdner Bank estiment que *« jusqu'à ce que le nouveau gouvernement ait précisé son programme économique, notamment en matière de réduction des déficits, les pressions sur le franc persisteront. Le franc pourrait tomber jusqu'à 3,70 pour 1 deutschemark, ce qui amènerait certainement la Banque de France à relever ses taux directeurs »*. Les marchés financiers chercheraient à tester la détermination du nouveau pouvoir à poursuivre la politique du franc fort, mais aussi à connaître le degré de *son engagement européen* et son attachement à la monnaie unique.

En cas d'attaques massives contre le franc, l'Institut d'émission – soucieux d'affirmer son indépendance à l'égard du nouveau pouvoir politique, mais aussi de régler *quelques comptes* – n'éprouverait aucun état d'âme à durcir sa politique monétaire. Le taux de prise en pension à vingt-quatre heures se situe aujourd'hui à 7,75 %. Il pourrait être hissé à plus de 10 %.

On n'en est pas là. A ce scénario noir s'oppose un scénario rose, dans lequel les investisseurs internationaux salueraient, dès le *7 mai* au soir, la levée de l'incertitude po*litique en achetant du franc*. Prenant acte de l'embellie du franc, la Banque de France, avec une audace et une promptitude inhabituelles, s'empresserait d'abaisser ses taux directeurs afin d'afficher sa sérénité et de prouver à la communauté financière internationale qu'elle considère la crise du franc comme terminée.

Dans la foulée, les taux sur le marché monétaire pourraient très vite décroître et s'aligner sur les taux d'intérêt allemands. Les taux d'intérêt à trois mois reviendraient d'un niveau de 8 % actuellement à moins de 5 %. Une telle décrue n'aurait pas seulement le mérite de soulager l'économie française. Elle aurait également celui de priver de munitions et d'arguments les détracteurs de la politique monétaire française.

Outre-Atlantique, le dollar a terminé la séance de vendredi en légère hausse face aux principales devises à New York, ne parvenant pas à profiter pleinement d'une forte reprise du marché obligataire après l'annonce d'une perte nette d'emplois, en avril aux Etats-Unis, au lieu des créations attendues. Le billet vert s'échangeait à 1,3735 deutschemark, 83,95 yens et *4,9065 francs. Les opérateurs* ont été déçus que la bonne performance du marché obligataire n'ait pas encouragé les fonds d'investissement étrangers à acheter sur le marché new-yorkais des devises.

Pierre-Antoine Delhommais
(Lundi 8 mai.)

L'OR

	Cours 28-4	Cours 5-5
Or fin (k. barre)	61 200	61 500
Or fin (en lingot)	61 950	[illegible]
Pièce française (20F)	357	[illegible]
Pièce française (10F)*	400	402
Pièce suisse (20F)	355	[illegible]
Pièce latine (20F)	352	[illegible]
Pièce tunisienne (20F)*	348	[illegible]
Souverain	446	[illegible]
Souverain Elisabeth II*	449	[illegible]
Demi-souverain*	300	305
Pièce de 20 $	2 440	[illegible]
Pièce de 10 $	1 320	[illegible]
Pièce de 5 $*	750	[illegible]
Pièce de 50 pesos	2 300	[illegible]
Pièce de 20 marks*	451	[illegible]
Pièce de 10 florins	364	[illegible]
Pièce de 5 roubles*	272	[illegible]

* Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 28 AVRIL AU 5 MAI

DEVISE	New York 5-5	New York 28-4	Paris 5-5	Paris 28-4	Zurich 5-5	Zurich 28-4	Francfort 5-5	Francfort 28-4	Bruxelles 5-5	Bruxelles 28-4	Amsterdam 5-5	Amsterdam 28-4	Milan 5-5	Milan 28-4	Tokyo 5-5	Tokyo 28-4
Livre	1,6025	1,6100	7,8234	7,9067	1,8100	1,8438	2,1914	2,2268	45,1264	45,8286	2,4502	2,4839	2612,08	[illegible]	134,99	[illegible]
$ E.U.	-	-	4,8820	4,9110	1,1295	1,1439	1,3675	1,3826	28,16	28,46	1,5290	1,5498	1630	[illegible]	84,20	[illegible]
Franc français	20,4834	20,3625	-	-	23,1360	23,2845	28,0111	28,1531	5,7681	5,7954	31,31913	[illegible]	333,8796	[illegible]	17,24703	[illegible]
Franc suisse	88,5347	[illegible]	432,2266	[illegible]	-	-	121,0713	120,9095	24,9314	[illegible]	1,35370	1,35461	1443,1164	[illegible]	74,54626	[illegible]
Deutschemark	73,1261	72,3275	357,0018	355,2009	82,5960	82,2085	-	-	20,5923	20,5846	111,80987	[illegible]	1191,9561	[illegible]	61,57221	[illegible]
Franc belge	3,5511	[illegible]	17,3366	[illegible]	4,0110	[illegible]	4,8562	[illegible]	-	-	5,4297	[illegible]	57,88352	[illegible]	2,99006	[illegible]
Florin	65,4022	[illegible]	319,2937	[illegible]	73,8718	[illegible]	89,4375	89,2576	18,4173	[illegible]	-	-	1066,0562	[illegible]	55,06867	[illegible]
Lire italienne	0,00613	0,00595	2,9951	[illegible]	0,6909	0,6882	0,8390	[illegible]	1,7276	[illegible]	0,938037	[illegible]	-	-	0,051656	[illegible]

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 5 mai, 5,8324 francs, contre 5,8394 francs le vendredi 28 avril.

SCIENCES

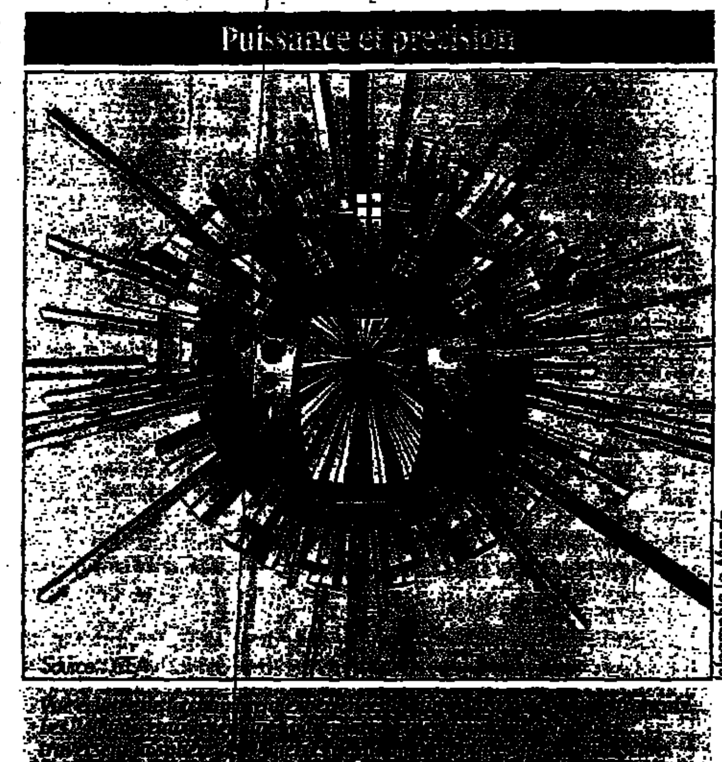
La France se dote d'un laser géant pour simuler les essais nucléaires

Inventés il y a trente-cinq ans, ces rayons à tout faire ont envahi notre vie, de la lecture des disques compacts jusqu'aux armes du futur

La fusion thermonucléaire, c'est un peu le Graal des physiciens. Depuis la découverte de l'atome, ils rêvent de maîtriser cette énergie formidable, ce « feu du ciel » qui fait « briller » le Soleil et les étoiles. En vain. Seuls les militaires savent la *libérer brutalement dans les armes* thermonucléaires, les bombes H. Mais, depuis le moratoire sur l'arrêt des essais nucléaires institué en 1992, ils éprouvent de grandes difficultés à valider les modèles à partir desquels ils calculent les effets et le comportement de leurs armes.

De ce point de vue, les lasers de grande puissance représentent, pour eux, une solution élégante. Ces « canons à lumière » sont en effet capables de déposer sur une cible – certes minuscule – une énergie lumineuse considérable capable de porter un mélange de deutérium *et de tritium* (deux variétés « lourdes » de l'hydrogène) à des conditions de densité et de température (plusieurs centaines de millions de degrés) analogues à celles qui permettent aux noyaux d'atomes légers de fusionner entre eux en dégageant de grandes quantités d'énergie. Après vingt-cinq ans *d'essais sur des installations* laser d'une puissance déjà très respectable, la France et les Etats-Unis ont décidé de franchir une nouvelle étape en lançant la construction de deux énormes machines qui, espèrent-ils, leur permettront d'atteindre enfin le fameux *break-even*, cette frontière à partir de laquelle les *réactions de fusion* thermonucléaires s'auto-entretiennent sans qu'il soit nécessaire de leur fournir de l'énergie.

Annoncé en octobre 1994 par le secrétaire américain à l'énergie, Hazel O'Leary (*Le Monde* daté 23-24 octobre 1994), la première de ces installations, le NIF (National Ignition Facility), n'attend plus que le feu vert du Congrès pour entrer dans sa phase de réalisation. Ce programme, doté d'un budget de 1,8 milliard de dollars (9 milliards de francs) – dont un tiers réservé au fonctionnement –, devrait donner lieu à la *construction* d'un laser de grande puissance au Lawrence Livermore National Laboratory, près de San Francisco (Californie).



240 FAISCEAUX

Le gouvernement français, pour *sa part, vient de décider* que le laser Mégajoule, frère jumeau du NIF, serait construit dès 1996 près de Bordeaux, sur un site du Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Coût : 6 milliards de francs, inscrits dans le cadre du Programme français d'adaptation à la limitation des expérimentations nucléaires (Palen).

Le projet français porte bien son nom. Tout est « méga » dans la description qu'en font ses promoteurs. Qu'on en juge : 240 faisceaux laser, de 100 mètres de longueur chacun, traversent une sphère de 10 mètres de diamètre, blindée contre les ra*diations*. Convergeant au centre de cette « chambre d'expérience », ils délivrent sur un « microballon » de quelques millimètres de diamètre contenant un mélange de deutérium et de tritium un flash de quelques milliardièmes de seconde, équivalant à la puissance instantanée de 500 000 réacteurs nucléaires de 1 000 mégawatts. Bien que le NIF ne comporte que 192 faisceaux, sa puissance et ses performances seront comparables à celles du laser Mégajoule. Quand ils atteindront leur pleine capacité – en principe vers 2002 en Californie et 2008 à Bordeaux –, ces deux instruments se disputeront le titre de plus gros laser du monde. En effet, deux autres pays seulement, la Grande-Bretagne et le Japon, se sont lancés dans ce genre d'expérience. Les Britanniques envisagent de remplacer *le laser Helen (1 kilojoule) par un* ensemble de faisceaux d'une puissance totale de 100 kilojoules achetés aux Etats-Unis. Les Japonais, qui exploitent, pour des études à but civil, Gekko, une installation de 30 kilojoules à douze faisceaux, *« ont dans leurs cartons un projet de 200 à 250 kilojoules, mais pourraient opter pour quelque chose de beaucoup plus puissant »*, croit savoir un expert français.

Les Japonais le feront-ils ? Ils disposent, certes, des ressources financières suffisantes. Mais l'argent ne suffit pas. Une solide expérience est aussi nécessaire. La France a acquis la sienne par le biais d'une collaboration exemplaire entamée en 1981 avec les Etats-Unis, qui s'est concrétisée par la mise en service, cinq ans plus tard, au centre d'études de Limeil-Brévannes (Val-de-Marne), du laser Phébus. Une installation de 10 kilojoules à deux faisceaux analogues à ceux du laser Nova (50 kilojoules) exploité depuis longtemps à Livermore – dont la « chaîne laser » a été achetée aux Américains.

Aujourd'hui, explique un responsable du CEA, *« nous serions capables de concevoir et de fabriquer seuls le Mégajoule »*. Une tentation déraisonnable, vite écartée, car pour mettre en place un programme financièrement supportable, il fallait diviser les coûts par vingt-cinq. Afin de bénéficier au maximum de l'effet de série, Français et Américains ont donc mené en commun les études technologiques pour la réalisation et l'industrialisation des différents éléments des deux machines. Mais la coopération franco-américaine n'ira pas beaucoup plus loin. *« Il n'y aura que très peu d'échanges sur les expériences*, reconnaît-on au CEA. *Si les paramètres physiques de base sont publiés, chacun garde jalousement les secrets de ses recettes. »*

Restent les études civiles pour la domestication de la fusion thermonucléaire pour produire de l'énergie. Les physiciens de Livermore mettent volontiers l'accent – politique oblige – sur ces recherches d'une nature plus pacifique. Mais leurs collègues français sont moins convaincus, même si, disent-ils, le NIF et le laser Mégajoule peuvent *« faire progresser la connaissance de la physique »*.

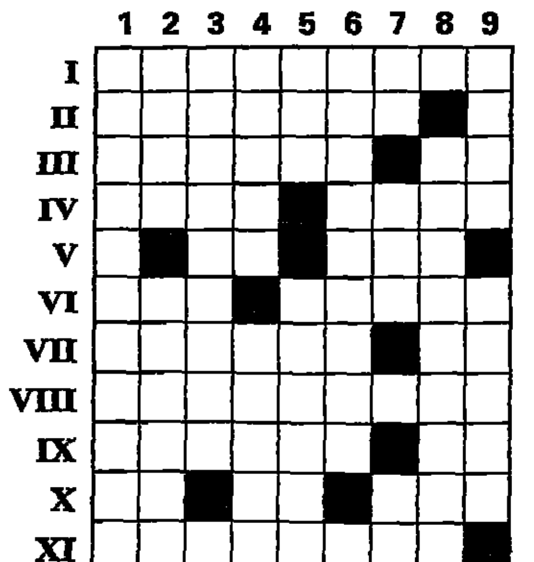
Jean-Paul Dufour
(Vendredi 5 mai.)

Une puissance colossale

Le laser Mégajoule sera capable de libérer une puissance de 500 000 *milliards de watts, soit* l'équivalent de celle développée en continu par 500 000 réacteurs nucléaires. Mais cette puissance colossale est libérée en un « flash » qui ne dure que quelques milliardièmes de secondes. Etalée sur un laps de temps plus important, elle correspondrait à des chiffres nettement moins impressionnants. L'énergie déposée sur la cible par les 240 faisceaux du superlaser français représente 1,8 mégajoule (ou million de joules).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 2427



HORIZONTALEMENT

I. Pour y avoir une place, il faut parfois être prêt à faire des *concessions*. – II. *Peut être provoquée par une bonne* claque. – III. Qui ne peut pas supporter la souffrance. Adverbe. – IV. Pas épais. Coule en Suisse. – V. Tient bien la bouteille. Devient sourd quand on veut l'étouffer. – VI. Peut se trouver près d'une descente. A des bretelles pour la java. – *VII. Pas réussis. En France. – VIII. Plongées* dans des sommes. – IX. Qui éclate facilement. Grandit en cheminant. – X. Une partie de l'Asie. Peuple dans une île. Instruments du hasard. – XI. Qui n'ont pas bon dos.

VERTICALEMENT

1. Œuvre de Thiers. – 2. Assommé par les coups. Dialecte. – 3. Un nombre vraiment astronomique. – 4. Pour jouer à la paume. Ne fonce pas quand elle est mouillée. – 5. Sur un chantier naval. On en fait des bouquets qu'on peut apporter à un chef. – 6. Evolution du son d'une voyelle. – 7. Pronom. Un beau parleur. C'est le bout du monde. – 8. Ornements de têtes. – 9. Travaille *dans une filature*. Solidement bâtis.

SOLUTION DU N° 2426

HORIZONTALEMENT

I. Courrier. – II. Up. Aiglon. – III. Eiffel. Ue. – IV. Ino. Noise. – V. Lin. Oup (pou). – VI. Ladre. Lev. – VII. Etrangeté. – VIII. Trente. En. – IX. Té. Ca. – X. Etreintes. – XI. Eustache.

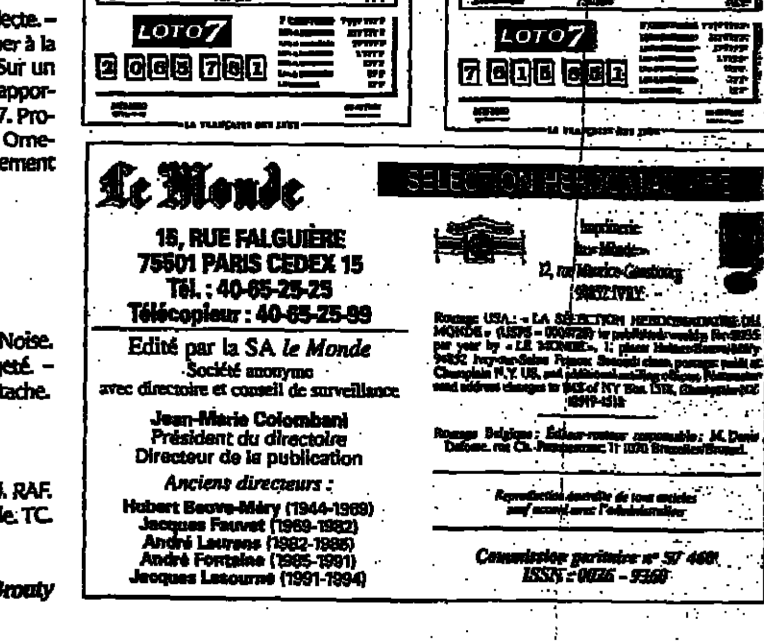
VERTICALEMENT

1. *Cueillette*. – 2. *Opiniâtreté*. – 3. *Fondre*. Ru. – 4. RAF. Rances. – 5. Rien. Entait. – 6. Igloo. Ge. Na. – 7. El. Iule. TC. – 8. Rouspète. Eh ! – 9. Née. Venise.

Guy Brouty

LOTO

LOTO 7



Le Monde
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
Edité par la SA *le Monde*
Société anonyme
avec directoire et conseil de surveillance
Jean-Marie Colombani
Président du directoire
Directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)
Jacques Lesourne (1991-1994)

SÉLECTION HEBDOMADAIRE
Imprimerie Le Monde
12, rue Maurice-Gunsbourg
94852 IVRY
Routage Belgique : Editeur-routeur responsable : M. Denis Dafosse, rue Ch.-Parmentier 11 1070 Bruxelles/Brussel.
Commission paritaire n° 57 468
ISSN : 0036 - 9360

هكذا عن الأصل

SCÈNES La deuxième édition du Marché des arts du spectacle africain (MASA) *s'est tenue du 30 avril au* 5 mai à Abidjan, en Côte-d'Ivoire. ● UNE QUARANTAINE de spectacles de musique, théâtre et danse – le pire et le meilleur – venus de dix-huit pays *d'Afrique* francophone ont été présentés à d'éventuels acheteurs occidentaux ou africains. Mais le marché de la culture en Afrique reste cruellement privé de structures de production ou de diffusion et, dans la plupart des cas, les artistes ne disposaient pas de cassettes audio ou vidéo en *nombre suffisant.* ● L'UN DES PARRAINS de cette manifestation organisée par l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), le saxophoniste et compositeur *Manu Dibango, appelle à un pan*africanisme plus actif. Quelques-uns contournent les obstacles *politiques et institutionnels* en privilégiant l'initiative privée.

L'Afrique francophone cherche à organiser l'économie de sa culture

Le deuxième Marché des arts du spectacle africain a refermé ses portes le 5 mai dans la capitale ivoirienne. Son ambition est de devenir une sorte de Midem du continent noir

ABIDJAN
de notre envoyée spéciale

En face, en bout de lagune, le phare envoie ses flashs par paquets de deux. Un pont, des lumières urbaines, des flots de voitures et la rumeur lointaine de Treichville la chaude. Le Marché des arts du spectacle *africain* (MASA) a pris le maquis, réfugié, en version off, dans un bar-restaurant (ici on dit un « *maquis* », *comme si* les problèmes quotidiens méritaient d'être fuis), le Nandjelet, *dans un quartier précaire blotti au* bord de l'eau, le Blokauss. Les baraquements sont en bois mal joint, des femmes dorment dehors sur des nattes, de longs garnements au cuir dur procurent des taxis aux noctambules, que le climat incertain, à six mois de la première élection présidentielle après la mort de Félix Houphouët-Boigny, n'effarouche pas.

Le but, après tout, est pacifique : écouter de la musique en buvant, peut-être une Flag, la bière nationale, ou deux, en se racontant des histoires drôles pour réchauffer une ambiance déjà survoltée. C'est l'Afrique populaire, telle qu'on l'imagine, avec sa scène en plein air, électrifiée au fil rafistolé, protégée des pluies violentes par un toit de tôle ondulée. Les chanteurs qui s'y produisent offrent une vision cosmopolite de l'Afrique, à la mesure d'Abidjan, où Sénégalais, Maliens, Burkinabés, Guinéens sont venus respirer l'air de la prospérité *économique. Avant la crise.*



FORUM AU NANDJELET

Avant la vague xénophobe surgie au lendemain de la promulgation par le président Henri Konan Bédié (PDCI) d'un nouveau code électoral exigeant des candidats à la présidence qu'ils soient ivoiriens depuis trois générations, destiné à *écarter son opposant, Allassane* Ouattara, dont le père est burkinabé. Au Nandjelet, on parle politique entre deux rasades de musique. Le saxophoniste Mamadou Aliou Barry, un Peul de la côte qui dirige l'orchestre du Kaloum Star, évoque des influences du *high-life* nigérian, du jazz américain passé par le Libéria et des mélopées mandingues qui nourrissent sa musique.

Rescapé des festivals de la jeunesse et des arts de Sékou Touré, sélectionné au MASA avec cinq autres troupes de la Guinée, le Kaloum Star profite de la nuit abidjanaise comme si le Palais des congrès et l'Hôtel Ivoire, où il vient d'assurer ses quarante minutes de concert officiel, vibraient encore de la prospérité affairiste de l'après-indépendance.

En marge de la ville, le Nandjelet est un forum d'expression populaire, débarrassé de la conception *officielle selon laquelle « l'artiste est dangereux, puisqu'il ne suit pas le modèle en place et qu'il veut toujours tout transformer »*, comme le disait Bernard Dadié, écrivain, ancien ministre des affaires culturelles ivoirien, convié à animer une table ronde du MASA la veille. Au Nandjelet, tard dans la nuit, la *griotte Oumou Kouyaté viendra* rejoindre le Kaloum Star et chanter avec les femmes de l'assistance, *galvanisées : « Ce que femme veut, Dieu le veut »* (en français). La chanson s'appelle *Femmes d'Afrique* et décrit les douleurs de l'enfantement, la lourdeur du travail aux champs ou le mépris masculin.

LE CANCER DU PIRATAGE

Oumou Kouyaté, au contraire *du Kaloum Star, créé en 1969*, est trop jeune pour avoir cru à la reconstruction de l'identité africaine par la culture, idée propagée par le président Sékou Touré. Le parti unique avait créé des structures en béton armé, comités et fédérations achetaient les instruments que les orchestres remboursaient à crédit et à long terme. En 1984, à la mort de Sékou Touré, tout s'effrondre. *« Aujourd'hui, on cherche les bonnes volontés »*, explique Mamadou Alio Barry, *hommes d'affaires* désireux d'investir davantage que le prix d'une cassette de louanges – durée de vie : trois mois – enregistrée à Abidjan (il n'y a pas de studio à Conakry) par un griot flatteur. Des aides et, pourquoi pas, un contrat au MASA. Pour eux, l'Etat-providence fait partie du passé.

Au Nandjelet, cette nuit-là, le bœuf était offert par EMI-Pathé-Marconi, une filiale ouverte par la multinationale britannique en 1988, et qui aurait dû servir de tête de pont à la conquête du marché discographique africain. Pari raté. Elle fut vendue en mai 1994 pour une bouchée de pain, *« ce qui était normal,* explique Alain Texier, le repreneur français, *compte tenu du risque encouru : la Côte-d'Ivoire avait à peine enterré Houphouët, le franc CFA venait d'être dévalué sans qu'on en connaisse les conséquences exactes »*. En un an, selon Alain Texier, le chiffre d'affaires de la maison de disques (où l'on trouve Alpha Blondy, le reggaeman maître d'Abidjan) a été multiplié par quatre. La recette ? Le pragmatisme à petite échelle. *« Le pari que les affaires, avec la hausse des cours du café, allaient reprendre en brousse. » « Pour combien de temps ? »*, s'interroge un producteur du Nord, que l'habitude des affaires africaines a rendu méfiant.

Alain Texier a *« revitalisé les points de vente »*. Il s'en est pris à la petite piraterie. Les industriels du genre travaillent à partir du Ghana voisin. Avec l'appui d'éléments sympathisants des forces de sécurité, on emprisonne les revendeurs pirates, puis on les embauche. *« Oui, mais,* rétorque Manu Dibango. *Quand un policier ou un fonctionnaire n'a pas été payé depuis plusieurs mois, et qu'on lui glisse une petite « motivation », que va-t-il faire ? »* La dizaine de ministres de la culture africains réunis à Abidjan à l'occasion du MASA ont juré d'harmoniser leurs législations afin d'éliminer le cancer du piratage qui prive les artistes de leurs droits. Ils ont juré d'imaginer des circuits de financement non étatiques et de *« considérer la culture comme une filière économique susceptible de générer des ressources »*, selon le nouveau ministre des affaires culturelles du Sénégal, M. Karré, partisan farouche de la filière économique culturelle, qui vient tout juste de reporter d'un an la Biennale des arts de Dakar, qui devait s'ouvrir ce printemps.

A petits pas, l'idée de casser les escrocs par un professionnalisme accru fait son chemin, bousculant au passage *« ce milieu interlope »*, selon les termes de M. Karré. Et, si les danseurs en sont encore à poser les nécessaires bases théoriques (danse traditionnelle, danse contemporaine), les professionnels de la musique et du théâtre s'essaient au fonctionnement en réseau. Souvent par le biais du Nord, mais dans *« un rapport beaucoup plus égalitaire qu'il y a une dizaine d'années »*, souligne le Français François Campana, directeur de l'agence de spectacles Kyrnéa International, citant en exemple l'Atelier théâtre burkinabé, le Théâtre de la fraternité de Ouagadougou, l'Espace Linga Tere de Bangui ou le Théâtre de l'Intrigant de Kinshasa.

Dans les couloirs du MASA, dans les « maquis » du soir, au Bronx, boîte pour rappers patentés fans de zouglou, de ziglibiti, de polieh – tous rythmes empruntés à la brousse et replacés à l'ère de l'automobile –, où les gamins portent des jeans de taille énorme, on se prend à rêver que le projet de la Trans Africaine des arts imaginé par quelques managers et des professionnels de haut niveau aboutisse. Que les tournées panafricaines ne soient plus le seul fait des centres culturels français, si performants soient-ils.

Rien n'est gagné. La nuit danse au « maquis ». Il y a des odeurs de poulet grillé. Jeudi 4 mai, à la veille d'un grande manifestation de rue qui devait rassembler les partis d'opposition, le Comorien Maalesh chantait au Palais des congrès, les rappers sénégalais Positive Black Soul scandaient *Respect the Nubian*. Dehors, un gamin vendeur de billets à la sauvette a été tué de trois balles par un policier énervé. Sur l'esplanade de l'Hôtel Ivoire.

Véronique Mortaigne
(Samedi 6 mai.)

Youssou Inc.

En dix ans, le chanteur sénégalais Youssou N'Dour s'est créé un domaine où l'Afrique est reine. Le petit prince de la médina de Dakar a travaillé avec Peter Gabriel ou Spike Lee, mais c'est à Dakar qu'il investit. En 1984, il créé sa société de production, la Saprom, qui possède aujourd'hui un système de sonorisation sophistiqué et loue ses prestations. En 1991, il rachète le studio Xippi, où il enregistre ses albums et produit de jeunes talents, puis il ouvre en 1994 une usine de duplication de cassettes. Ces activités sont regroupées au sein de la SARL Xippi Inc. Le chanteur est actionnaire de Dakar Loisir Club (DLC), qui gère trois boîtes de nuit. Une holding, le groupe Youssou N'Dour, chapeaute le tout, tandis que la YNHO (Youssou N' Head Office) gère la carrière internationale de l'artiste et ses contrats discographiques.

Le MASA s'est imposé dès sa deuxième édition

ABIDJAN
de notre envoyée spéciale

Le MASA a été créé, en 1993, à l'initiative de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), instance internationale fondée en 1970 et qui regroupe 37 pays de la sphère francophone. Il cherche encore son identité. D'abord jugé de qualité médiocre, le MASA a gagné en deux ans une surprenante notoriété, preuve, *s'il en fallait*, des besoins d'une Afrique de l'Ouest encore vierge de réseaux privés de financement culturel et de production. Doté d'un budget généreux – 14 millions de francs (ACCT : 10 millions de francs ; Communauté *européenne : 3,5 millions* de francs ; ministère ivoirien de la culture et de la ville d'Abidjan, responsable de festivités *off, largement suivies en* ville : 500 000 francs) –, le MASA a présenté cette année 39 spectacles de théâtre et de danse et des concerts, venus de 18 pays et sélectionnés parmi 800 troupes ou artistes.

Idéalement, dans une décennie peut-être, le MASA devrait marcher sur les traces du tentaculaire Midem *de Cannes*, théâtre *et* danse en sus, avec vitrines scéniques de qualité inconstante et rencontres professionnelles souterraines. Pour le moment, il a réussi à mettre dans un même hôtel, l'Intercontinental-Ivoire d'Abidjan, des habitués des spectacles africains pour qui il est parfois plus difficile de donner rendez-vous à Paris que dans la capitale ivoirienne. Ainsi, la plupart des grands festivals de musique et de théâtre axés sur l'Afrique, des Francophonies de Limoges aux membres du réseau européen de l'European Forum of Worldwide Music Festivals, y ont-ils traité leurs affaires.

Ni les Anglo-Saxons ni les compagnies discographiques (hormis l'indépendant français Mélodie, Island d'Afrique du Sud et l'anglais World Circuit) ne sont venus dynamiser un marché en forme de chasse réservée, *où les considérations politiques* priment parfois sur la création. L'Afrique est démunie, et certaines règles de base ont ici été oubliées, que les organisateurs auraient pu rappeler afin que le continent noir se positionne enfin en tant que grand marché régional. Ainsi, mis à part les jeunes rappers sénégalais Positive Black Soul, que leur appar*tenance au réseau du rap européen* sauve de l'indigence, ou quelques artistes travaillant déjà en Europe (le Guinéen Habib Koité), *aucun sé*lectionné du Masa ne disposait de cassettes audio ou vidéo en quantité suffisante pour satisfaire la curiosité d'acheteurs potentiels et néophytes. A moins que les organisateurs n'en aient sincèrement pas vu l'utilité, *tant le circuit est fermé.*

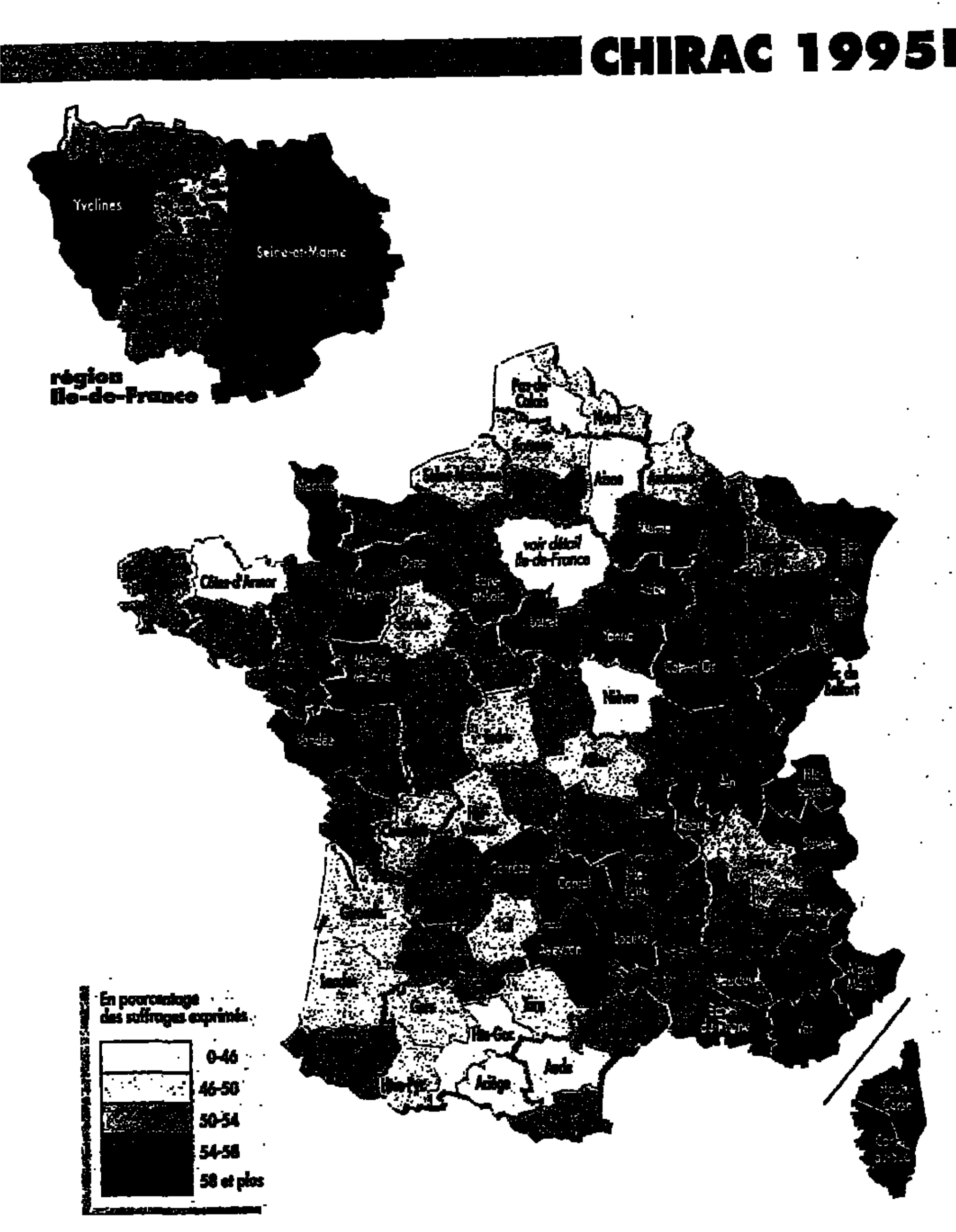
L'ACCT – dans ce cas précis, à la fois commanditaire, prescriptrice et *programmatrice – avait, pour établir* ses sélections, mandaté des experts, dont certains, agents ou directeurs de festival, *utilisent* des subventions publiques (coopération et francophonie) pour la bonne marche de leurs affaires. Et cette logique a voulu que ces sélectionneurs, spécialistes incontestés de la création africaine, se retrouvent au Masa comme acheteurs.

« Le MASA, explique Jean-Louis Roy, secrétaire général de l'ACCT, *devait répondre à deux questions : l'Afrique intéresse-t-elle ? a-t-elle le niveau technique ? Avec 250 acheteurs en 1993 et 160 contrats signés, 360 participants cette année, nous y avons répondu positivement. Mais il est vrai que la coopération réussit quand elle devient inutile : nous allons nous désengager en espérant fortement qu'un comité panafricain prenne l'organisation du troisième MASA en main. »* Avec le risque que le MASA ne devienne une manifestation purement ivoirienne.

V. Mo.
(Samedi 6 mai.)

هكذا من الأصل

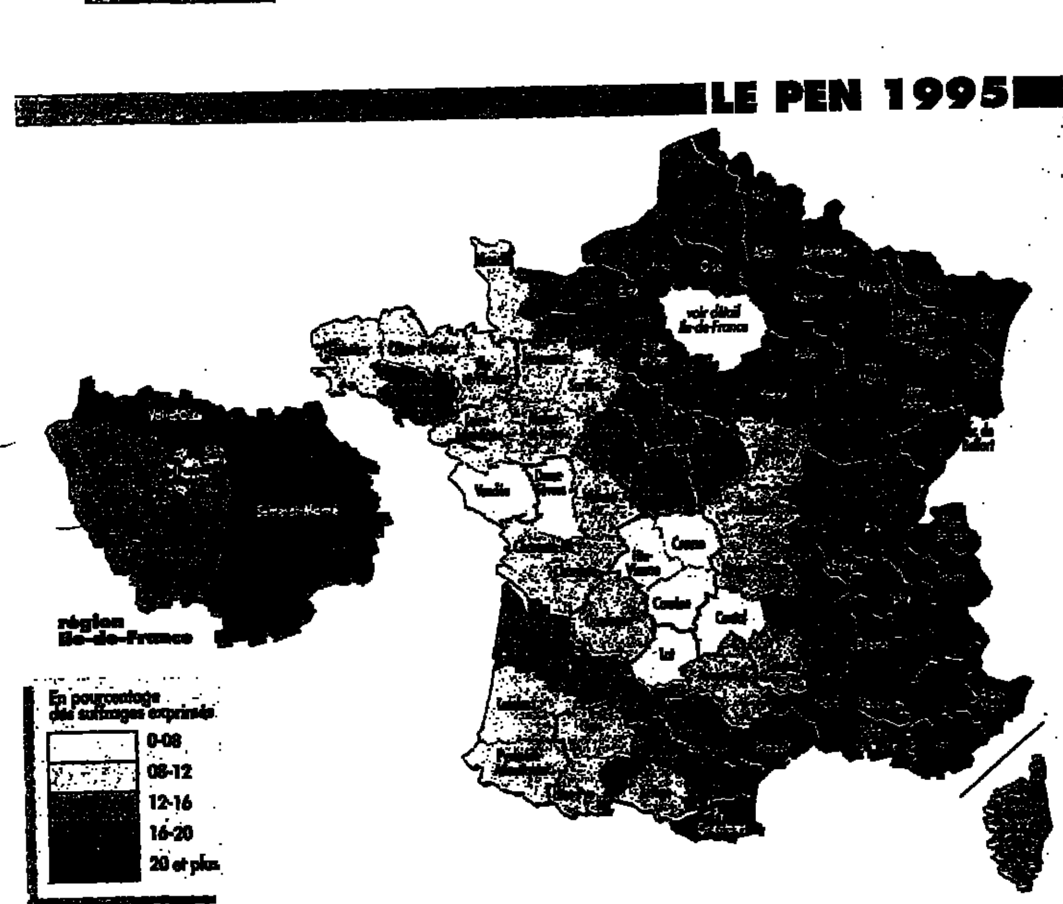
CHIRAC 1995



CHIRAC 1988



LE PEN 1995



LE VOTE BLANC ET NUL



LE VOTE DE DROITE

Jacques Chirac + Edouard Balladur + Philippe de Villiers

LE RAPPORT DROITE/GAUCHE

